
3 1761 06681772 7

PRIX : 1 fr. **50**

LE MAL SOCIAL

SES CAUSES, SON REMÈDE

SUIVI D'UNE

ANALYSE PSYCHOLOGIQUE

DU

PEUPLE FRANÇAIS

A NOTRE

FIN DE SIÈCLE

PAR

C. LEPAGE

Auteur de « Un VŒU à présenter à la Chambre des Députés »

(Novembre 1895)



DREUX

EN VENTE CHEZ :

AUDIGER
DREUX



P. JACQUOT
CHARTRES

MARS 1896



ESSAI D'UNE ÉTUDE

DE LA

QUESTION SOCIALE

PAR

C. LEPAGE

PROFESSEUR DE DESSIN



Si la Révolution a aboli les trois ordres et placé tous les représentants du pays sur le pied d'une entière égalité; si, après avoir proclamé l'égalité des droits des représentants, elle a proclamé l'égalité des droits de tous les hommes, elle n'a pas encore cependant terminé la tâche qu'il est nécessaire que la démocratie française termine; il ne suffit pas d'avoir proclamé l'égalité des droits, il faut encore que dans la réalité des faits chaque jour diminue l'inégalité des conditions. *(Applaudissements.)*

L'homme ne doit plus être considéré comme un être isolé; la tâche de la société n'est pas accomplie lorsque le droit de chacun est strictement respecté; l'être humain est un associé, l'associé de tous ses semblables, et il ne tient pas toute sa place dans la société si, ayant fait respecter tous ses droits, il n'a pas en même temps accompli tous ses devoirs. Il faut que, peu à peu, par des œuvres comme la nôtre, nous répandions et que nous rendions familière dans le pays cette notion que l'homme n'est pas isolé, qu'il n'a pas qu'à se préoccuper de ses intérêts et de ses droits; qu'à chacun de nous l'association a quelque chose de plus à demander et que l'association humaine n'aura pas sa forme pacifique et définitive tant que *chacun de nous n'aura pas acquitté sa part de dette solidaire* pour l'échange de charges et de profits pour lesquels les hommes sont en société.

M. BOURGEOIS, *Discours ministériel.*

1895

DREUX

CHEZ L'AUTEUR, 23, RUE SAINT-JEAN

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

1896

Imp. Industrielle et Commerciale. — Chartres

LE MAL SOCIAL

INTRODUCTION

Le travail qu'on va lire est le résultat d'une longue lutte, d'une longue souffrance avec un état social établi de pièces et de morceaux, et qui se trouve, par cette raison, en continuelle contradiction avec la *Morale*, la *Nature* et la *Liberté*.

Sans doute au fronton social, on voit bien écrit *Honneur*, *Vertu*, *Courage*, *Justice* en lettres d'or, tout ce que les bons désirent, mais c'est sur un fond peint avec du sang.

Jeune, on est ébloui par le magnifique éclat de ces grands mots, le fond échappe à l'investigation. Vieux, ces mots s'obscurcissent, perdent leur sens propre, et il ne reste plus qu'un fond rouge sur lequel se peint en lettres sombres le mot *Misère*.

Il n'y a rien d'exagéré dans cette triste peinture de notre état social, les preuves sont dans la logique même des faits.

Comme je viens de le dire, ce travail est la longue plainte d'un cœur navré par les souffrances morales et physiques, que dans ses luttes pour l'existence, il a été à même de voir dans ses rapports sociaux, dénûments affreux que ne connaissent jamais les riches, dont l'entourage n'est composé que de flatteurs et de mendiants.

De tout temps, il y a eu des hommes qui ont pensé que tout était pour le mieux dans le meilleur des

mondes possible et qu'il n'y avait pas à s'occuper de la question sociale laquelle, selon eux, s'arrange d'elle-même. A ces derniers, il n'y a qu'une seule chose à répondre : nous serons de votre avis quand vous nous aurez prouvé que l'État de société dans lequel nous vivons est possible.

Peut-on appeler possible un État de société où l'un se gorge et où l'autre est continuellement affamé?

On se demande si ceux qui en ont posé les bases étaient des hommes ou plutôt des brigands intéressés à semer le désordre autour d'eux.

Si on prend l'un après l'autre tous les systèmes sociaux rêvés depuis Platon jusqu'à Fourier, on est obligé de reconnaître que, malgré certains écarts d'imagination, leur application quand même n'aurait jamais atteint le paroxysme du mal, dont la société que nous subissons offre l'exemple.

En effet, y a-t-il dans toutes leurs théories quelque chose de plus diaboliquement inventé pour exciter toutes les mauvaises passions qui germent dans le cœur humain que la *thésaurisation au moyen de l'or?*

Ne croirait-on pas, lorsqu'on regarde les conséquences auxquelles ce système entraine, qu'on l'aurait créé précisément pour montrer l'inutilité de la vertu et de la morale? Qu'inventerait-on de plus corrupteur pour encourager le vice?—Cependant on voit des hommes soutenir que cette soif de l'or est utile pour exciter l'homme au travail; on serait plus dans le vrai en disant qu'elle le chasse de l'atelier, car ce n'est certainement pas là qu'il s'enrichit. —Il y a une classe de citoyens habitués à ne rien faire et qui juge d'après elle ; mais, elle oublie que le travail porte en lui-même une satisfaction que n'a jamais connu le désœuvré, et qui est un stimulant suffisant contre les veillléités de la paresse.

D'ailleurs la machine n'est-elle pas venue suppléer à la la paresse de l'homme? Il ne serait pas difficile de

prouver qu'à un moment donné le travailleur sera condamné au repos, qu'une très petite fraction sera suffisante pour satisfaire aux nécessités de tous, ou si l'on veut être plus juste que le travail partagé entre tous se réduira à très peu d'heures; les paresseux ne s'en plaindront pas.

Je me dispenserai de donner des détails sur tous les systèmes établis jusqu'à ce jour; ces systèmes ont tous en eux d'excellentes choses qu'il ne faudrait même pas rejeter. S'ils pèchent quelquefois, c'est par leur trop grande confiance dans la vertu des hommes: leur en faire un crime c'est avouer tout simplement que, grands et petits, nous ne valons rien. Donc le moins que l'on puisse faire, puisque nous ne valons pas grand chose, serait au moins, de ne pas exciter notre mauvaise nature.

Or, que voyons-nous autour de nous? D'innombrables affamés entourés de la plus grande abondance, et les portes du vice ouvertes à tous ceux qui veulent suivre la route de l'or.

Il faut avouer que c'est une singulière manière de moraliser que de tenter sans cesse le malheureux qui manque de tout.

Ceci est-il juste même selon la nature?

L'homme en face de la nature

La nature impose à l'homme le travail, fardeau tel qu'isolément il y succombe infailliblement. Cette mesure, a sans doute été prise dans le but de lui faire rechercher son semblable et de l'obliger à vivre en société. Par cette association, il diminue ses peines en les partageant et, chose sagement calculée, — les luttes nécessaires à son organisation, servent à son progrès physique et moral. S'affranchir de cette nécessité sociale, c'est donc se révolter contre l'ordre naturel.

Lorsque cette révolte a lieu isolément, elle mène

l'homme à la perte de sa dignité, elle le conduit à la paresse, au désespoir, à la mort; dévoyé, il se fait justice lui-même, reconnaissant l'inutilité de son existence, le suicide couronne souvent son œuvre. Lorsque ces révoltes se multiplient en pleine société, c'est plus grave, collectivement on cherche à faire porter sa part du fardeau de la vie aux plus faibles, ou moins chanceux.

On commence par abuser de l'enfance, de la jeunesse inexpérimentée, de la faiblesse corporelle ou intellectuelle, très souvent de la bonté d'âme, et peu à peu *la Force* prime le droit, c'est cette lâcheté que nous subissons. Alors dans le corps social se passe *ce fait abominable :*

L'homme devient l'ennemi de l'homme et ils se dévorent entre eux. La société tout entière se met en révolte contre elle-même et ce qu'il y a de plus malheureux contre la nature, ainsi déviée de sa véritable route, elle aboutit au même résultat que l'homme isolé, à son suicide.

Mais si l'homme isolé meurt, les sociétés comme le phénix vivent plusieurs siècles, elles renaissent de leurs cendres. C'est ce que l'histoire nous apprend sur le sort des anciennes civilisations mortes, de cette rébellion.

La civilisation moderne, greffée sur les cadavres des anciennes, s'en est inoculé le virus, qui doit fatalement la conduire au même résultat, si le progrès qui éclaire l'avenir ne la sauve de cet effroyable cataclysme. Comme il y a deux mille ans, aujourd'hui, des génies crient aux nations : « *Prenez garde à vous !* »

Mais ceux qui commandent restent sourds à ce cri de l'humanité.

Isolément chacun le sent, le voit, personne ne voudrait être à cet affreux moment, et lâchement on déchaine sur ses enfants des maux épouvantables qu'on n'oserait envisager en face sans frémir d'horreur.

Après moi le déluge! Voilà le dernier mot de l'égoisme social.

Voyons donc les causes d'un si fatal dénouement. Interrogeons la science.

Il ne peut exister que deux formules pour construire un édifice social. *L'une conduisant fatalement au mal. L'autre conduisant fatalement au bien.* La première basée sur ce principe : *Tout pour quelques-uns, et par quelques-uns.*

La deuxième : *Tout pour tous, et par tous.*

La première engendre *le chacun pour soi.*

La deuxième : *Tous pour chacun, chacun pour tous.*

Au fronton du premier édifice est écrit *Orgueil.* Au fronton du second est écrit *Devoir.*

Conséquences fatales

1re formule :

Égoïsme.
Division.
Corruption, finalement décadence.
Esclavage.

C'est l'histoire des sociétés jusqu'à ce jour.

2e formule :

Dévouement.
Union.
Perfectionnement, finalement progrès.
Liberté.

C'est l'avenir.

En arrivant au monde, nous trouvons la société encore basée sur la 1re formule :

Tous pour quelques-uns et par quelques-uns.

Que de natures bonnes deviennent mauvaises à ce contact social !

Cela s'explique avec ce système. l'équilibre est constamment rompu, le génie des nations se passe tout

entier dans la politique de conservation, c'est-à-dire à étayer sans cesse un édifice (1) prêt à s'écrouler, entraînant dans sa chute la société tout entière.

Ce perpétuel état de choses, que beaucoup croient très rationnel, tourmente les esprits à des degrés différents et finalement jette dans le monde, une complète indifférence. « Il n'y a rien à faire », disent beaucoup. Chacun songe coûte que coûte à se préserver de l'écroulement. Les mieux placés, les heureux de la terre, c'est-à-dire ceux qui font toujours étayer et qui fuient au moindre craquement, se consolent en disant : « Ça durera bien autant que nous. » Ce sont ceux-là qu'on nomme les Conservateurs.

Les moins bien placés, c'est-à-dire ceux qui trouvent un abri près des heureux, plus près du danger, prennent bien un peu plus le souci des choses ; mais ils se consolent bien vite eux aussi, en voyant d'autres de leurs semblables plus exposés qu'eux. Ceux-là je n'ose pas les nommer.

Enfin, il y a une dernière catégorie, celle qui est condamnée à étayer et à réétayer sans cesse, c'est-à-dire les travailleurs, les ouvriers en un mot, ceux-là ne se trouvent pas dans le meilleur des mondes possible. Ils se sont demandé s'il n'y aurait pas un autre moyen de se tirer d'affaire que d'étayer sans cesse un édifice assis sur une base mauvaise, qui, en fin de compte, aboutit toujours à leur crouler sur le dos ; fatigués, las de sacrifices et de souffrances inutilement dépensées, ils demandent à grands cris la définition du problème social à une autre formule. Voilà les socialistes dans le vrai sens du mot : Ce sont ces trois catégories d'hommes qui ne s'entendent pas..

Ce qui va suivre ne s'adresse pas aux faiseurs de coups d'Etat ; peu soucieux des ruines qu'ils laissent

(1) C'est cette fameuse pyramide qu'on veut absolument faire tenir sur son sommet.

après eux ; (ces messieurs résolvent le problème d'une façon plus radicale ; je veux dire à coup de mitrailleuses. Il ne se lassent pas, et recommenceraient bien ce petit jeu tous les dix ans... si le peuple voulait) ; c'est aux sages praticiens, aux sociologues, dont le cœur saigne de voir une partie de la société toujours déshéritée de la part si légitime qui lui revient des immenses richesses que leur ont léguées leurs pairs en travail ; à ceux aussi qui pensent que l'on se lassera de voir toujours sous les yeux, à côté des misères du pauvre, le parasitisme dépenser follement et honteusement l'héritage de tous si noblement acquis ; à ceux encore qui voudraient éviter les révolutions périodiques et un retour à la barbarie.

La nature n'est point une marâtre

Nous venons sur la terre plus nus qu'un ver. La nature en bonne mère cache à notre vue ses trésors plutôt qu'elle ne nous les découvre.

Elle semble nous dire : « Cherchez et vous trouverez », et en effet un simple indice dû à notre esprit d'observation nous met sur la voie des plus grandes découvertes. Ajoutez à cela un peu de cette peine qu'on appelle *travail*, et nous recevons notre récompense, récompense qui, tout en augmentant nos jouissances, satisfait complètement notre orgueil.

Voilà bien la nature : elle ne nous traite pas en marâtre, j'espère ? Cependant..... que de misères autour de son sein fécondant !

Noblesse et grandeur du travail

C'est le travail qui a forgé l'épée et qui, loyalement, l'a placée dans les mains du guerrier.

C'est le travail qui a extrait des entrailles de la terre l'or et l'argent. C'est le travail qui a créé la machine avec laquelle l'homme dompte la matière et les éléments.

Tout cela est bien !...

Mais voyons ce que le travailleur a récolté de tant de peine ?

Avec l'épée on le tue,
Avec l'or on l'affame,
Avec la machine on l'abrutit.

On reste terrifié quand on songe aux persévérants efforts tentés depuis tant de siècles pour s'affranchir de l'esclavage par cette courageuse milice qui fatalement retombe toujours sous de nouveaux et impitoyables maîtres. Jamais cependant ces hommes de paix n'ont semé autour d'eux la misère et la mort, au contraire, leur drapeau porte cette mémorable devise : « Je vivifie ».

Par quelle machination infernale ces hommes de bien n'ont-ils pu plus tôt pacifier le monde ?

Ah ! c'est qu'au milieu de la société s'est glissée une affreuse plaie, *l'orgueil et la paresse.* Chacun a voulu s'affranchir de sa part du fardeau social de la corvée qui déplaît, qui froisse, et le mouvement s'est produit en sens inverse de la raison, les tyrans ont saisi cette occasion pour diviser et régner, *et l'épée, l'or, la machine,* ces instruments qui devaient être libérateurs se sont retournés contre les travailleurs, et les ont réduits à l'esclavage, aujourd'hui le mal social est grand, il envahit toute la terre. Comment le guérir ? Est-ce par un remède radical ? Est-ce par des palliatifs ?

Avant de trouver le remède, cherchons d'abord les causes de ce mal.

Causes du mal social

L'intelligence de l'homme et son travail opiniâtre depuis des milliers de siècles, ont-ils apporté une amélioration sensible aux tristes conditions où la nature semble l'avoir laissé à son origine ?

Lorsque l'on considère le luxe des nations, la masse des prodigalités répandues, l'abondance des productions de tous genres, les frivolités, les excentricités et les gâcheries de l'opulence, on peut dire sans hésiter : « Oui ! le monde est bien riche, puisqu'il peut vivre au milieu d'un pareil luxe ».

Mais si, regardant en bas, on considère l'état misérable, l'état d'anxiété, d'inquiétude dans lequel vivent les trois quarts de l'espèce humaine ; lorsqu'on examine les maux engendrés par les luttes affreuses de la misère cachée sous le respect humain ; quand on considère le résultat presque fatal de ce perpétuel état de gêne, qui n'assure à cette classe déshéritée que la triste perspective de mourir de faim, on frémit !... Le cœur vous manque, quand on songe que ces malheureux, penchés sur l'abîme, n'ont d'autre ressource que la trop faible aumône du riche, l'ignoble prostitution, le vol, ou enfin, pour échapper à toutes ces infamies, la mort.

Ah ! quand on regarde de ce côté, on ne trouve plus les nations riches. On serait tenté de regretter l'état primitif de nature, on déplore l'état d'une société qui nous condamne à d'aussi horribles épreuves, et au lieu de bénir les inventeurs, ces admirables pionniers de la civilisation, on serait tenté de les maudire, puisque leur génie n'a abouti qu'à laisser végéter tout un monde au sein de la plus grande abondance.

Que peuvent les lois actuelles en face de toutes ces misères

Je le déclare, elles sont complètement impuissantes à en arrêter les progrès effrayants. Les preuves ! !... Je les trouve dans l'embarras où sont les gouvernements lorsqu'ils cherchent à calmer cette affreuse plaie du paupérisme, sous laquelle ils sont étouffés. Ils comprennent parfaitement que ce n'est pas la nation qui est pauvre, mais la richesse générale qui est mal distribuée.

Quelles sont les ressources qu'ils emploient pour faire sortir l'or des coffres du capitalisme ? Ils lâchent la bride aux sept péchés capitaux.

Alors on voit arriver un luxe effréné de fêtes, où se corrompent pauvres et riches, les uns par séduction, les autres par dénuement. On démolit sans prévoyance, des villes tout entières, afin d'exciter l'avidité insatiable de l'homme d'argent, par l'agiotage, la spéculation. Le millionnaire devient archi-millionnaire, et à cette condition qui aggrave de plus en plus le mal, l'ouvrier travaille. Mais quand la mesure est comble, quand on ne peut plus démolir, car il faut pourtant toujours de l'or pour satisfaire ces habitudes de luxe effréné, alors, on se décide à ruer les peuples les uns contre les autres. Nos diplomates n'osent l'avouer, mais le seul moyen qu'ils trouvent pour rétablir l'équilibre social, c'est de viser par toutes sortes de moyens à la dépopulation. Ils sont logiques, puisque sous ce système, ils sont impuissants à combattre ce terrible fléau, le paupérisme. Et qu'on y songe bien, ce triste état de chose n'a pas encore atteint son apogée, le mouvement de centralisation qui se produit dans le commerce et l'industrie, achèvera d'écraser le petit commerce, le petit marchand, le petit industriel, et ces pauvres ruinés viendront grossir la listes des affamés, et réclamer à leur tour, au travail déjà si encombré, leur existence et celle de leur famille. A cette liste, ajoutons encore les petits rentiers, dont la rente diminue continuellement ; accablés par le poids des impôts, des loyers et de la cherté des subsistances, ils se ruinent tous les jours, et on verra à un moment donné une foule d'hommes de quarante à cinquante ans, âge où l'on a ordinairement le plus de charge, dans l'impossibilité de vivre.

Je demande à nos gouvernants, quels moyens ils trouveront pour arrêter la société sur une si effroyable pente ?

Le progrès a poussé si loin le bien-être général, qu'on peut dire hardiment, qu'en ce moment, un dixième de la population suffit pour nourrir et entretenir l'autre. Pour prouver cela, il ne faut pas compter ceux qui travaillent utilement, ils sont si peu nombreux ; mais ceux qui sont occupés à des travaux inutiles, ceux aussi qui sont occupés à la fabrication de choses mauvaises c'est-à-dire ruineuses et malsaines.

Enfin les professions honteuses et inavouables ;

Les prêtres et les religieux ;

Les désœuvrés, fils de riches et les débauchés ;

Les employés inutiles dans les administrations, les domestiques de luxe, etc. Tous les parasites de toutes nuances qui se groupent autour de la grande armée des jouisseurs.

Et vous verrez que je suis plutôt au-dessous de la vérité.

Il ne faut pas être surpris de ce résultat. A quoi aurait servi le génie et l'industrie de l'homme, s'il devait ne pas être plus avancé, après des centaines d'années de peines et de travail que le premier jour ? Il ne faut donc plus s'étonner si l'on voit tant de gens désœuvrés.

On voit aussi où s'alimente la corruption, car il faut bien qu'ils vivent tous ces gens qui ne font rien, et auxquels le plus souvent, on ne connaît pas de moyen d'existence. C'est là *le point social*, et c'est pourquoi je demande à nos profonds politiques, comment ils s'y prendront pour nourrir tous ces affamés, dont le nombre s'augmentera chaque jour, puisque l'invention mécanique n'a pas encore dit son dernier mot. On le voit, on ne peut plus dire à l'homme : « Travaille, si tu veux manger, puisque la machine travaille pour lui. Détruiront-ils les machines, ou leur donneront-ils une plus sage direction ? On comprend la nécessité de la réglementation du travail par d'autres mains que les capitalistes, si peu soucieux du sort des autres.

Faut-il, pour en sortir, que les moyens soient toujours les mêmes : la dépravation, la corruption, la guerre en un mot ?

Cet exposé montre clairement ce que serait notre pays, si puissamment riche, puisqu'il peut donner même le luxe, à cette armée de parasites, la vie à des citoyens dont le temps et les occupations sont si mal dirigés, si une sage administration dirigeait le travail, et ne le livrait pas à la merci de l'égoïsme personnel.

Nous venons de toucher la plaie ; le mal est effrayant, mais je ne le crois pas incurable.

Lorsque dans un Etat, les intérêts particuliers dépassent les intérêts généraux, et qu'un gouvernement ne veille pas à déraciner les abus toujours croissants, qu'au contraire, il en favorise l'essor, il se forme des puissances qui, arrivées à leur apogée, s'unissent par les intérêts sans organisation apparente. Elles enlacent tellement les individus, qu'elles forment dans les Etats, un Etat plus puissant que *les gouvernements*. C'est alors que l'inégalité des conditions se fait sentir et qu'à côté de la richesse, de la force et de l'indépendance se débattent la misère, la faiblesse, la servitude.

Ces puissances s'appellent des Féodalités. Leur origine est toujours l'audace poussée le plus souvent jusqu'au crime ; nous savons avec quelle persévérance les rois ont combattu la féodalité seigneuriale, dont la source de fortune était le brigandage et les rapines, aujourd'hui nous sommes au pouvoir de la *Féodalité capitaliste*, dont l'origine est encore moins pure.

C'est donc dans les abus de ces féodalités que se trouvent les causes du mal social.

Le Capitalisme

Voyons, quels sont les principes et les moyens d'action dont le capitaliste se sert pour dominer les Empires et les Républiques.

D'abord, il ne faut pas confondre l'homme riche avec le capitaliste, l'homme riche peut être vraiment généreux, il y en a eu, il y en a encore ; le capitaliste, jamais, chez lui tout est calcul. Rien pour rien, le temps c'est de l'argent, voilà sa règle de conduite. Remarquez-le, on peut être sans le sou et pratiquer le capitalisme, sinon seul, du moins en société avec un homme d'argent. Le capitaliste ne se croit dans ce monde qu'obligé à faire sa fortune ; « chacun pour soi », voilà sa religion. Son devoir ne dépasse pas le cadre des lois humaines, qu'il tourne du reste très facilement. Alors il met en jeu toutes les passions humaines, bonnes ou mauvaises, les exploite à son unique profit, assiste froidement et *sans danger* aux luttes qu'il provoque et recueille de l'ignorance, des faiblesses, des malheurs, de la misère, du dévouement même ; le fruit de ses patientes machinations trône en souverain, et dit à ceux qu'il tient dans ses serres : *Je suis la sagesse.* On vous a appris jusqu'ici à estimer l'humanité, la famille, la vertu, l'honneur, le talent, le patriotisme, le génie... Graines de fou que tout cela !... Songes creux !... Mots vides de sens !... J'ai passé tout cela *au creuset de l'analyse*, et je n'ai trouvé au fond que ces seuls mots, les seuls sensés, *rapport, gain, intérêt.*

Voilà les principes du capitalisme, sa conscience, il l'étouffe, cela nuirait à ses intérêts.

Le monde depuis un siècle a marché sur cette pente glissante et aujourd'hui :

Qu'est-ce que la patrie ? Qu'est ce que l'humanité ?

Qu'est-ce que la famille ?

Qu'est-ce que l'honneur ?

Qu'est-ce que la vertu ?

Qu'est-ce que le talent devant l'argent ?

Rien !... Rien !... O génie de la France, devant tant d'obscurité, n'éteins pas ton flambeau ! Voilà le mal social.

Terribles conséquences

Ces conséquences se montrent dans le mouvement politique qui s'opère dans le monde entier.

Le sentiment de la Patrie s'affaiblit partout sous l'influence de cette fatale et sourde organisation féodale dont l'internationalisme n'est plus un problème, mais bien une chose faite.

En jetant un coup d'œil en arrière on peut apercevoir dans les grands événements, dont l'Europe a été témoin il y a 26 ans, une véritable déclaration de guerre à la liberté des peuples. Et on devine pourquoi la France, cette gardienne des grands principes de la Révolution, a été abandonnée par les puissances qui étaient les plus intéressées à la défendre. Le capitalisme régnait déjà (1).

Ainsi, centraliser les capitaux et empêcher par ce moyen toute concurrence, écraser du même coup petits commerçants, petits industriels ; par l'usage des machines poussées jusqu'à l'abus et sans discernement, faire atteindre à la production un chiffre qui dépasse les bornes de l'imagination ; n'oublier qu'une chose, c'est qu'après avoir vidé les poches, il n'y a plus d'argent pour acheter, voilà le capitaliste ; or, d'après leurs principes, ils ne trouvent pas logique de rendre ce qu'ils ont gagné de trop ; ils trouvent même qu'ils n'en ont jamais assez, il en résulte qu'à un moment donné, d'épouvantables crises arrivent, et qu'on est exposé à mourir de faim, au sein même de la plus grande

(1) Voici ce que disait il y a quelque temps l'Empereur Guillaume II (Berlin 2 janvier 95. Comme en 1870 nous sommes en présence d'événements graves, mais aujourd'hui nos ennemis ne sont pas à l'extérieur, ils sont dans la Patrie. Dieu toutefois nous aidera a triompher, et notre meilleur appui est notre armée).

Avis à ceux qui savent lire entre les lignes,

Rapprochez ces paroles de celles de Bismarck « La guerre se fait aujourd'hui à coup d'argent. » ce qui veut dire, nous ne sommes plus des soldats, mais des serviteurs de la finance, et vous comprendrez toute l'étendue de nos malheurs.

richesse productive ; mais ça, pour ces messieurs, c'est l'affaire des gouvernements, qu'ils se débrouillent !

Voilà ce qui se passe, non seulement en France, mais dans le monde entier. Ce doit être, puisque le principe est le même partout. Alors ces hommes, sur lesquels repose la sécurité de tous, au lieu de songer à leurs devoirs envers l'humanité, entraînent, pour maintenir leurs privilèges, les gouvernements, qui, embarrassés, usent de toutes les ressources imaginables de la politique pour ne rien faire du tout.

Mais en bas, on souffre, on gémit, on meurt de misère et de tous côtés on entend crier : le remède ! le remède ! — Le remède, mais il est dans nos mains : cessons d'être des empiriques, devenons des médecins intelligents ; les emplâtres sociaux, comme tous les emplâtres, ne guérissent pas le mal causé par un virus. Il faut un remède plus énergique.

Attendez ! Attendez ! vous voulez aller trop vite, entend-on autour de soi.

Pauvres jeunes filles, qui résistez à la corruption du siècle, pouvez-vous attendre ? Vous, époux unis, dont la misère vient troubler la paix intérieure et empoisonner la vie, pouvez-vous attendre ? vous aussi, vieillards, que la contagion n'a pu atteindre, dont les ressources sont épuisées, pouvez-vous attendre ?

A quelle source irez-vous demander l'existence ?

Oh ! Puissants de la terre, classe dirigeante, hommes qui gouvernez, songez à vos terribles responsabilités ! Ne voyez-vous pas le flot monter, monter toujours et menacer de tout engloutir ?

Vous êtes placés trop loin de la lutte, trop loin de la souffrance, vous ne voyez pas, vous ne comprenez pas, vous ne souffrez pas !!!..,

Si l'on pouvait espérer toucher le cœur de ceux qui tiennent les destinées des peuples entre leurs mains, la peinture qui vient d'être faite de l'État social que nous

subissons devrait suffire (1). Malheureusement l'histoire ne laisse aucun exemple de ce genre; quelques réformes sages et utiles ont été arrachées au machiavélisme des grands par le génie de profonds politiques qui ont su parfois les prendre dans leurs propres pièges.

C'est ainsi que Louis XI, Richelieu, et d'autres ont contribué au Progrès social, non par dévouement à l'humanité, mais pour eux-mêmes, pour l'orgueil de régner sur tous. Ces hommes, évidemment, auraient pu faire beaucoup, mais ils sont devenus les esclaves de ceux qui ont contribué à leur élévation, à leur fortune, et on connait l'exigence de ces complicités de l'orgueil.

C'est aux hommes de principe que l'on doit les progrès les plus rapides ; lutteurs infatigables, ils ne composent jamais avec le mal. Lorsque ces hommes, après avoir subi les persécutions et éclairé les puissants de la terre sur les terribles conséquences de leur endurcissement ne sont parvenus qu'à exciter leur ironie, leurs sarcasmes, c'est un signe certain de grandes commotions sociales.

Peuple, instruis-toi!... n'as-tu pas ton bulletin de vote? là est ton salut!

(1) Beaucoup ne croient pas à d'aussi grands maux dans la société, bien que les journaux soient remplis de récits plus terribles encore, que je pourrais citer, car des familles entières se suicident pour échapper à la misère. Ah! c'est que ceux qui ne souffrent ni moralement, ni physiquement, ne veulent point troubler leur quiétude par la vue des misères d'autrui... Ils ne se croient pas solidaires.

PREMIÈRE PARTIE

SOCIOLOGIE

« La Sociologie ne peut s'isoler des sciences sociales particulières dont la règle est l'observation patiente et analytique des faits.

René WORMS.

AVANT-PROPOS

A tous ceux qui souffrent des abus du Capitalisme

La question qui va nous occuper est à l'ordre du jour; car tous les gouvernements, tous les souverains, le Pape en tête, s'en mêlent. Il faut donc absolument compter avec le socialisme, quel que soit le nom dont on le décore, anarchisme ou individualisme, collectivisme, communisme, socialisme officiel, socialisme chrétien ou socialisme d'Etat, etc.

Si je me fais l'apôtre de cette noble cause, c'est pour mettre en garde contre les envahissements de collectivités dirigées par des hommes plus ou moins sincères, dont le but est de surprendre à leur profit la bonne foi des convictions honnêtes.

Je m'étonne qu'une classe de la société, aussi intéressante certainement, et tout autant vouée au prolétariat que la classe ouvrière (je parle de la classe instruite, qui constitue une grande partie de ce qu'on appelle les déclassés), reste muette, indifférente, devant le grand mouvement qui s'opère; mouvement qu'elle pourrait, en s'y ralliant, suivre avec succès.

Ceci me rappelle une conversation avec Louis Blanc, en 1878, alors qu'il était député de Paris; je lui faisais le reproche de ne mettre en jeu que la classe ouvrière. « Croyez vous, lui disais-je, que le prolétariat ne se compose que d'ouvriers selon l'expression propre du mot, et croyez-vous qu'eux seuls souffrent des abus du capitalisme? Regardez autour de vous tous ces déclassés, dont le nombre augmentera chaque jour avec l'instruction obligatoire.

— « Je le sais, me dit-il ; mais, qui voudrait s'intéresser à ces fils de nobles ou de bourgeois ruinés, fils même d'ouvriers parvenus dont les pères ont compté sur l'instruction pour faire leur avenir ? Forment-ils nombre ? S'occupent-ils seulement de leurs intérêts ? Ne sont-ils pas les premiers à entraver, par leur incompétence dans la matière, la marche du progrès ?

« Qui pourrait les représenter au Corps législatif ? Ils n'essaient même pas de s'unir. Qui pourraient-ils élire ?»

C'était dur à entendre, mais c'était vrai ; nous n'étions pas, sur ce sujet, à la hauteur de la classe ouvrière.

La leçon fut bonne ; depuis ce jour, j'ai dirigé mon apostolat de ce côté, avec d'autant plus de courage que j'ai vu là le salut de la France ; car il ne faut pas se le dissimuler, la violence déborde de tous côtés, et on sent le besoin de se rapprocher, de s'entendre, de sortir de ce chaos d'idées qui hantent les cerveaux ; d'arriver en un mot à créer une science qui doit nous apprendre à vivre en paix selon la justice. Cette science, dont les matériaux sont épars, c'est la *Sociologie*. Ecartons donc pour un moment le mot socialisme, que beaucoup regardent encore comme un parti, et devenons sociologues.

Persuadons-nous bien que c'est par l'argumentation que nous échapperons à ce péril social que tout le monde pressent ; car, quand même, fatalement, à cause des excès de la tyrannie capitaliste et des vengeances populaires, la guerre civile deviendrait inévitable, n'oublions pas qu'après la bataille il faut édifier ; tenons-nous prêts ! Instruisons-nous donc : ouvriers, employés, petits rentiers, petits industriels, petits commerçants, vous tous qui vous débattez comme la mouche prise dans l'immense toile d'araignée tendue par le capitalisme, *lisez ce livre*. Il vous apprendra à vous défier de ceux qui, depuis si longtemps, vous promettent d'abattre la toile, et la laissent à plaisir s'étendre et se fortifier, ne songeant qu'à s'en garer, eux et les leurs.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA SOCIOLOGIE

René WORMS dit : « A moins de déclarer que la Sociologie a reçu ses principes tout formés *a priori* d'une théodicée ou d'une métaphysique quelconque, elle ne peut s'isoler des sciences sociales particulières dont la règle est l'observation patiente et analytique des faits. »

Voilà notre règle, et nous nous engageons à la suivre et à ne jamais nous en écarter.

Qu'est-ce que la Sociologie ?

Je crois que l'on pourrait définir cette science :

Le résultat de l'analyse des faits qui peuvent conduire à l'art de vivre en paix en société.

Existe-t-il vraiment des gens qui ne croient pas à la nécessité sociale ?

Si oui, je renonce à combattre ces adversaires et je les renvoie à Aristote, qui fournit la réponse (1).

On ne peut empêcher personne d'être un sauvage, mais on peut lui demander pourquoi il persiste à partager les bienfaits des collectivités. S'il est un dieu, il n'a besoin de rien ; s'il est un homme, seul il aura bientôt capitulé ; s'il s'associe pour être plus fort, il vit en société.

Donc : avouons-le franchement et sans avoir peur du

(1) « S'il se rencontrait un homme qui pût vivre seul, ce serait un sauvage ou un dieu ». (ARISTOTE.)

mot, nous sommes tous socialistes, c'est-à-dire que nous voulons vivre en société.

Ceci admis, il n'y a plus que deux systèmes possibles : 1º Les sociétés régies par des lois ; 2º Celles qui n'admettent pas de lois; autrement dit, le collectivisme et l'anarchie.

Toute science repose sur l'expérience ; voyons donc ce que l'expérience nous dit.

Aussi loin que nous remontions dans l'histoire, et aussi près que nous nous rapprochions de la sauvagerie, partout nous voyons que, pour se défendre et garantir son existence, l'homme a recours à l'association. Or, toute association implique réglementation ; on peut donc dire que l'expérience confirme le collectivisme comme nécessaire.

Est-ce d'une façon permanente ? Non, car par intervalles l'homme veut être libre.

Comment allier la Loi et la Liberté, ces deux facteurs nécessaires à toute société ?

En donnant à chacune, comme on le verra dans notre plan social (2e partie), une part dans l'existence des individus.

La science qui nous permet d'arriver à ce résultat, c'est la Sociologie.

Que nous apprend-elle ?

Que, physiologiquement, l'homme est le plus faible, le plus délicat, le plus misérable de tous les êtres, et psychologiquement, qu'il est le mieux doué, mais aussi celui qui abuse le plus, et jusqu'à l'excès même, de ses facultés.

Aussi, on ne risque point de se tromper en affirmant qu'à quelques exceptions près, l'homme est le plus barbare, le plus dissimulé, le plus cruel, le plus égoïste de tous les êtres existant sur la terre.

C'est triste à dire, mais l'histoire est là pour l'affirmer.

Ceci établi, je pense qu'on ne m'accusera pas d'être

utopiste, c'est-à-dire de vouloir faire quelque chose de parfait avec des éléments imparfaits (1).

Mais si l'homme ne vaut rien, peut-il au moins devenir meilleur ?

On en peut douter, mais il n'est pas permis de désespérer.

Dans tous les cas, il ressort de tout ceci que, l'Etat social au moins ne doit pas être un piège pour l'individu ; sans être un Etat-Providence, il ne doit pas être non plus un Etat-Corrupteur.

C'est donc entre ces deux limites que l'on doit se placer pour répondre à ces deux besoins de notre nature : Liberté et Loi.

La paix sociale est à ce prix, le problème est donc de maintenir leur union.

Nous verrons plus loin le moyen d'y arriver.

Morale, son rôle social

Les conclusions de l'histoire universelle sont irréfutables : *Les hommes en général ne valent rien*, qu'ils commettent sciemment le mal, ou que, par égoïsme, lâcheté, ignorance ou insouciance, *ils laissent faire, ils laissent passer.*

Heureusement qu'à toutes les grandes époques de l'histoire, des hommes, faisant exception à la masse, ont montré qu'avec le courage, la persévérance, les protestations énergiques, dussent-ils même coûter la vie, on pouvait sinon guérir, au moins enrayer le mal. En sorte que, à côté des tristes conclusions de l'histoire, vient se placer l'Espérance.

(1) Ecoutons ce que dit Bourdeau : Si zélés que soient les socialistes de se conformer à la science, ils négligent la science la plus élémentaire, la psychologie, la principale pourtant en sociologie ; ils ne comprennent pas que la société n'est que l'unité supérieure des individus qui la composent, que leur imperfection forme son imperfection, et qu'en brisant à chacun le ressort individuel on le détruit pour le tout. Leur *psychologie enfantine* repose en un mot, non sur la *bassesse originelle*, mais sur l'excellence native de l'homme.

Reconnaissons toutefois que c'est à la Morale répandue par les philosophies et les religions, que nous devons l'adoucissement des mœurs, et c'est encore à elle que nous devons recourir pour établir l'équilibre entre ces deux mobiles sociaux, Loi et Liberté, que l'homme ne peut séparer.

Faits sociaux acquis au XXe siècle

Nous avons dit : « La Sociologie est une science positive » ; ceci n'est pas encore accepté par tout le monde, il y a encore plus de socialistes que de sociologues.

Cela tient à ce que, véritablement, les faits qu'elle peut emprunter pour se fonder sur l'expérience, ne datent que de notre époque, qui a ajouté considérablement d'éléments pratiques aux théories jetées *a priori* dans le passé.

Ainsi, par exemple, voici un fait social qu'il eût été difficile de défendre il y a seulement trente ans, et que je n'hésite pas à placer aujourd'hui en tête de ma sociologie :

Le bien-être pour tous (1).

« C'est une utopie », disait-on alors.

Aujourd'hui, nos traités d'économie sociale vont plus loin ; ils prouvent la surabondance du produit (2). Et en effet la machine, cette esclave à muscles d'acier, a centuplé la force et multiplié le produit à l'infini, et la machine n'a certainement pas encore dit son dernier mot.

Nous verrons plus loin (Plan social, 2e partie), comment pratiquement on peut parvenir, sans recourir à

(1) C'était aussi l'opinion d'Enfantin.

(2) Beauregard dit : « Que la France bien exploitée pourrait se suffire à elle-même et au-delà jusqu'à une population de 90 à 100 millions.

l'égalité des salaires, à la solution *du Droit pour tous de vivre confortablement.*

Ainsi donc, il ne faut pas s'étonner que jusqu'à Louis Blanc (ateliers nationaux) on n'ait vu que des utopies dans toutes les idées socialistes émises par Babeuf, Fourier, Cabet, même Proudhon. La machine n'avait pas dit son mot.

Loi et Liberté

L'homme individu tire sa force physique et intellectuelle de son organisation. Mais c'est à la collectivité qu'il doit l'instruction, c'est encore à la collectivité qu'il doit sa grande richesse productive et sa puissance sur la nature : donc il ne relève pas de lui-même, donc il n'est pas absolu ; s'il n'est pas absolu, il est faillible : s'il est faillible, il ne peut être absolument libre, il est donc un être relatif ; s'il est relatif, il en a tous les inconvénients, c'est-à-dire qu'en lui tout est limité : l'expérience démontre en effet la vérité de cette assertion (1).

On peut donc encore poser ce fait social : *L'homme est limité.*

Si l'homme est limité, il doit l'être dans ses désirs, dans ses besoins, dans ses passions.

Qui règlera cela ? Nous venons de le démontrer : le maître auquel il doit tout, la Collectivité, le Peuple souverain en un mot. C'est en effet ce que l'expérience prouve encore ; la tyrannie, ce suprême orgueil de l'homme individu, tombe peu à peu à mesure que la voix du peuple prend de l'extension, et elle aura perdu toute chance de retour lorsque les peuples, bien pénétrés de leur force collective, consacreront un temps relatif aux intérêts généraux ; qu'ils nommeront *des députés et non de petits souverains.*

(1) Alexandre Dumas fils partage entièrement cette opinion. (Voir ses préfaces).

Faut-il des lois sociales, ou n'en faut-il pas ? La voix du peuple seul peut encore décider. Voilà pourquoi il faut qu'il s'instruise. Quant à moi, mon opinion personnelle est qu'il faut un gouvernement, et par conséquent des lois.

De l'Etatisme (1)

L'Etatisme, c'est l'Etat-Peuple plus fort que l'individu et que les collectivités d'individus.

On verra plus loin (Plan social, 2e partie), quelle forme de Gouvernement nous proposons pour que la voix majorale du peuple soit efficacement observée.

L'Etatisme s'appuyant sur le peuple, sa force est naturellement le suffrage universel aussi étendu que possible ; c'est la seule arme que possède le peuple contre la tyrannie. On ne peut douter de cette puissance, car elle a déjà vaincu de rudes adversaires dans tous les champions du trône, et il a fallu au peuple un certain courage pour chasser ou mettre à la raison tous ces souverains qui se cachaient derrière le Droit divin. Il est vrai qu'aujourd'hui le Droit argent a remplacé le Droit divin, qu'il a engendré des despotes d'un autre genre, devenus tellement puissants, que Monarchies, Empires, Républiques, sont à leur merci, abandonnant les sceptres et les couronnes à leurs valets ambitieux ; prudents, ils se cachent derrière *le Droit argent* sous la sauvegarde même *du Peuple souverain.*

Mais depuis quelque temps le Peuple souverain s'éclaire ; il commence à s'apercevoir des abus de ce système infernal et du piège dans lequel il est tombé.

(1) Nous avons adopté ce mot, qu'il ne faut pas confondre avec le socialisme d'Etat en général, et surtout avec le socialisme d'Etat de Bismarck et Lasalle, qui sont tout le contraire de ce que nous entendons par Etatisme.

Ayant les bombes d'un côté, l'accaparement de l'or de l'autre, assassiné par les uns, affamé par les autres, il commence à réfléchir, et fait même déjà un appel à la Loi pour tempérer la Liberté.

Au fond, cela s'explique. Le peuple, jusqu'à 1789, avait subi l'expérience de la force. Par le triomphe de la Révolution il entrait dans une voie nouvelle ; il crut en modérer les abus par l'absolue Liberté, son intention était bonne. L'homme se croyait meilleur qu'il n'est, il ne se connaissait pas encore ; voilà tout. Il ne faut donc pas trop en vouloir à nos pères ; en payant de leur sang notre affranchissement, ils comptaient trop sur notre sagesse. Il faut donc en rabattre, et sans retourner en arrière comme certains le voudraient, il faut tout simplement être prudent, n'accorder que la confiance nécessaire à ceux que nous appelons la classe dirigeante, et ne pas oublier que nous sommes tous solidaires. La solidarité, voilà encore un fait social que l'on peut exprimer par cette formule : « *Tous pour tous.* »

Bases sociologiques

Pour bases sociales nous acceptons les trois faits déjà cités acquis et reconnus au XIXe siècle, par la science et le travail de l'homme, et nous nous engageons dans le cours de ce travail à ne jamais nous en départir :

1° *Le bien-être pour tous* (1) ;
2° *L'homme est limité ;*
3° *Nous sommes tous solidaires.*

Ces trois bases, qui sont en même temps trois principes fondamentaux, sont la conséquence de l'évolution

(1) Cette formule, toute évangélique, était mise en application aux premiers temps du christianisme. On est heureux de pouvoir appuyer ses bases sociales sur une pareille morale.

(*Epitres de Saint-Paul*).

sociale ; ils n'ont rien de commun avec ces principes soi-disant naturels qui servaient aux barbares des premiers âges, et sont devenus plus tard des lois sociales considérées encore aujourd'hui comme inviolables et sacrées par les partisans *du laisser faire, laisser passer,* et pour cause.....

De la Civilisation

Pour être devenus plus civilisés, les hommes n'en sont pas devenus meilleurs.

C'est encore un fait psychologique prouvé par l'histoire. Si à l'origine on a reconnu la nécessité de lois très sévères (1) pour réprimer l'élan de notre nature égoïste et barbare, les mêmes raisons existent encore aujourd'hui ; seulement, cet aveu, si pénible pour notre orgueil, n'est pas accepté au XIX[e] siècle par notre civilisation ; nous voulons être *moraux, loyaux, humains, équitables ;* nous reconnaissons cependant être égoïstes.

La science accommodante a même su trouver à ce péché mignon un fort joli rôle social ; que deviendrait le progrès, dit-elle, sans ce charmant petit monstre ?

Aussi, à une civilisation aussi raffinée faut-il des lois raffinées. Il y en a même qui trouvent qu'il n'en faut plus ; c'est aller un peu vite ; rappelons-nous l'usage que nous avons fait de notre liberté presque absolue depuis un siècle. On sait que nous ne partageons pas cet avis : c'est donc le moment de dire quelles lois nous désirons.

Nature de nos lois sociales fondamentales

Pour ouvrir l'ère du XX[e] siècle, voici la nature des lois que nous proposons comme pivots du système social :

(1) Moïse, le Deutéronome.

Lois préventives dominantes ;
Lois régulatrices ;
Lois répressives les moins sévères possibles ;
Lois homicides, néant, la peine de mort supprimée.

On verra au Plan social comment nous appliquons ces lois que nous allons du reste formuler.

Lois préventives

Leur but, le mot le dit, c'est de prévenir l'abus.

Elles sont l'hygiène sociale. — Elles ne se séparent pas de la morale, elles s'y appuient au contraire et restent en parfait accord avec nos bases sociologiques. Du reste, l'application de ces sortes de lois est déjà faite dans l'organisation actuelle : deux surtout, les plus importantes, sont généralement répandues et semblent ouvrir la voie à une législation nouvelle.

C'est l'*instruction obligatoire pour tous* et le *service obligatoire pour tous*.

On se demande comment on a pu arracher ces deux lois au despotisme des classes dirigeantes, non pas à cause de leur nature, qui au fond ne les gênait pas beaucoup, mais parce qu'elles ouvrent une voie à l'Etatisme, qu'elles redoutent plus que toutes les combinaisons anarchistes ou collectivistes venues d'Allemagne (1).

(1) Nota. — Il est bon de rappeler ici que le socialisme d'État, tel qu'on nous le présente généralement, est d'invention essentiellement allemande ; il est une corruption par Lasalle, royaliste, grand ami de Bismarck, des idées généreuses de notre compatriote Fourier, dont les vues républicaines étaient bien différentes. Pour Bismarck, l'Etat, c'est moi ; pour Fourier, l'Etat, c'est nous ; on voit la différence.

Depuis, Karl Marx en a complètement faussé la base essentielle ; et aujourd'hui, la tête du parti socialiste, politiciens de tous les pays, Bebel, Liebknecht, l'ont renvoyée aux calendes grecques comme but final, n'osant pas le renier ; de là est né le collectivisme partiel. L'un ou l'autre de ces systèmes ne peuvent nous satisfaire ; ils

En effet, ces deux réformes, l'instruction obligatoire et le service obligatoire pour tous, étant acceptées par la plupart des nations, ouvrent les voies du nouvel édifice social, entraînant avec elle, tout naturellement, l'*apprentissage obligatoire*, et comme conséquence le *travail obligatoire* pour tous avec une retraite après la dette payée.

Voilà encore deux lois que les classes dirigeantes voteront forcément comme les deux premières.

Lois régulatrices

La loi qui sera la plus difficile à arracher, à cause de son effet direct sur le mal qui nous ronge, c'est-à-dire le capitalisme ou la juiverie, comme l'appelle Drumont :

C'est la valeur temporaire de l'argent.

Avec le travail obligatoire, cette loi doit régler les abus exagérés de la thésaurisation, supprimer la Bourse et tous ses agiotages. Ce ne sont certes pas les moins utiles. (Voir 2e partie, Echange).

Le XIXe siècle aura donc la gloire d'avoir ouvert sérieusement l'ère des lois préventives et des lois régulatrices, et en quelque sorte posé les bases d'un ordre social nouveau (1).

Lois répressives

Nous avons dit que les lois répressives doivent être le moins sévères possible, c'est dire qu'on ne peut malheureusement s'en passer.

tournent autour de l'étatisme, autant y arriver directement. A ce nouveau piège opportuniste, il ne faut pas que la France se laisse prendre ; cela nous entrainerait dans l'anarchie criminelle ou la révolution sanglante. Nous y avons déjà passé ; à l'Allemagne le tour, si c'est son bon plaisir.

(1) Nota. — Le 5 février 1849, à propos de l'instruction obligatoire pour tous, Jules Simon disait, au Corps législatif : « La loi est faite

Il est bien évident qu'il n'est point de loi qui ne touche à la Liberté. L'anarchie, dans sa logique absolue et serrée l'a reconnu : « Pas de lois, pas d'autorité. »

Or, l'expérience prouve que, ni la morale qui respecte la liberté et fait appel à la raison, ni les lois répressives, ni même les lois excessives n'ont corrigé l'homme ; le devoir a toujours été ce dont il se soucie le moins ; il accommode la morale à son esprit, et il tourne les lois répressives quand il ne les viole pas ; facilement, il regarde la prison comme un repos temporaire exempt de soucis ; l'échafaud meme comme une délivrance.

Voilà la triste vérité !... L'expérience, cette grande pierre de touche, le prouve malheureusement tous les jours. Serons-nous plus heureux avec les lois préventives ? Oui, selon la logique, car ayant une portée toute contraire, les effets seront logiquement tout contraires ; d'abord elles sont d'un bon exemple, puisque la majorité y obéit ; elles sont justes et humaines, puisqu'elles sont égales pour tous, et en même temps prévoyantes, puisqu'elles assurent à tous *le Droit de vivre*, ce droit, que Jules Simon définit ainsi : « Le droit de vivre n'est pas une objection contre le principe de la propriété, mais contre toute organisation de la propriété qui ne le reconnaîtrait pas. »

C'est précisément là le but des lois préventives, c'est de le faire reconnaître, ce droit de vivre, et de permettre

précisément pour contraindre tout le monde à faire son devoir. Nous avouons sincèrement que cette loi est difficile à réaliser, mais il faut au moins la poser en principe.

Et il ajoute : « Ce principe, jusqu'ici nouveau dans nos mœurs, ne sera pas sans influencer sur l'avenir de l'éducation nationale. »

Depuis, les lois de l'instruction obligatoire et du service obligatoire pour tous ont été votées, non seulement en France, mais chez d'autres peuples qui sont entrés dans le même mouvement. Le travail obligatoire suivra. Jésus dit, à propos du travail : « Oui, à vous aussi, docteurs de la loi, malheur !... car vous chargez les hommes de fardeaux qu'ils ne peuvent porter, et que vous ne touchez pas même du doigt. » (Le Père Didon, *Vie de Jésus-Christ.*) Est-ce clair ?... Qui ne voit dans ces paroles l'obligation de la dette corvée, justifiée par l'Evangile ?

à tous d'être propriétaires, mais comme l'entendaient Jésus-Christ et ses apôtres (1).

Dans l'organisation actuelle, les lois répressives, facilement tournées, sont d'un dangereux exemple ; non seulement l'expérience prouve qu'elles ne corrigent pas, mais, comme nous l'avons dit, elles ouvrent un refuge au crime, qui y trouve un droit de vivre, refusé dans la société au malheureux sans ouvrage. Tout le monde sait qu'il y a *des gens sans aveu* qui aiment mieux voler, aller en prison, que de mendier ; vous aurez beau dire : « Où la fierté va-t-elle se nicher ? » C'est comme cela, le voleur orgueilleux, criminel même, méprise le mendiant.

La répression ouvre les prisons, et on y organise un travail forcé (2) ; encore est-il réglé, et devient-il une distraction pour le malheureux prisonnier, qui n'a plus le souci du lendemain ; mais pour le miséreux dans le monde, le travail libre est pour lui une crainte perpétuelle de chômage, aussi aspire-t-il à faire travailler les autres, chance qui se ferme de plus en plus devant lui. Je ne crains pas le démenti, mais depuis un siècle c'est la crainte de cet esclavage fatal qui a fait le patronat (3).

Les lois répressives n'assurent pas l'existence, même au sein de l'abondance ; la loi dit au malheureux sans ouvrage : « Tu n'as pas de travail, de moyens d'existence, je te défends de vagabonder, de mendier, de voler, tire-toi de là comme tu pourras ! » et il y en a des milliers comme cela.

(1) Voir Père Didon, *Vie de Jésus*, page 158 : « Jésus ne niait pas la propriété individuelle, il y voyait seulement une gérance temporaire : l'homme n'est et ne doit être qu'un administrateur ; le seul, le vrai propriétaire, c'est Dieu. »

(2) Voilà le socialisme d'État !...

(3) La plupart des patrons millionnaires, aujourd'hui, beaucoup anciens ouvriers, ont fui l'atelier sentant l'esclavage qui devait résulter de la machine ; aujourd'hui qu'ils sont les maîtres par le capital, ils oublient ce qu'ils ont été ; ils forment une aristocratie et oppriment à leur tour ceux qui les ont aidés à se libérer.

Et les bureaux de bienfaisance ? dira-t-on.

Faut-il en parler ? qu'encouragent-ils ? la paresse. Ces bienfaits si malheureusement distribués sont-ils en rapport avec la misère ? Voyez les statistiques de suicides par misère, les malheureux morts d'inanition sur la voie publique, et jugez......

C'est à d'autres moyens qu'il faut recourir ; non seulement ceux-là sont inefficaces, en ce sens que s'ils soulagent un moment ils ne guérissent pas, mais encore ils répugnent aux âmes bien nées.

La société, dans ses institutions, doit faire tout ce qu'elle peut pour relever les caractères ; elle ne doit pas être un piège pour la vertu, ni une pente glissante pour le vice, elle doit étouffer les horreurs de la faim. Voilà le moyen de faire des créatures libres.

C'est bien de réprimer ; mais pour avoir ce droit il faut d'abord avoir prévenu. C'est ce que nous faisons avec nos lois obligatoires.

Il y en a trois :

Instruction obligatoire, Apprentissage obligatoire, Service obligatoire.

Par l'instruction obligatoire, nous prévenons l'ignorance, nous rendons l'homme conscient et responsable de ses actes.

Par l'apprentissage obligatoire, nous donnons à l'homme le moyen de se rendre utile à la société, et la société en retour lui assure le droit de vivre : 1° lorsqu'il paye sa dette au travail ; 2° en lui accordant une retraite après sa dette payée.

Par le service obligatoire, nous donnons à l'homme le moyen de se défendre collectivement contre d'autres collectivités jusqu'au jour où ce vieux reste de barbarie,

étouffé par la civilisation, aura trouvé dans l'arbitrage le moyen de faire respecter la Patrie (1).

Valeur temporaire de l'or et Travail obligatoire pour tous.

Ces lois sont justement appelées lois régulatrices ; elles sont les plus importantes de notre système, elles mettent un frein à la cupidité individuelle. Unies, elles font les gouvernements plus riches, et par conséquent plus forts que les individus et les collectivités d'individus (2).

Le peuple, retrouvant ainsi sa vraie souveraineté, peut choisir librement le système qui lui plait ; nous fermons ainsi l'ère du capitalisme, qui du reste n'a pas toujours aussi universellement régné, et nous permettons au mérite et à la vertu d'occuper la place qu'ils auraient toujours dû avoir dans le monde.

Mais j'entends l'objection.

Et le progrès, que deviendra-t-il sans l'initiative individuelle absolue, et surtout sans la perspective de l'alléchant million ?

Nous allons répondre :

Le Progrès

Vous nous dites :

En confiant tout à l'Etat, vous arrêtez le progrès.

En ôtant le stimulant de l'or, vous stérilisez les intelligences.

(1) Nota. — La Patrie !... Comprenons bien ce mot, elle est une conséquence de l'évolution sociale. Après une guerre entre toutes les Nations, l'humanité pourrait, dans une paix consentie, n'être qu'une : mais la Patrie, comme la famille, n'en subsisterait pas moins. Bien fou le conquérant qui oserait y toucher ; après la conquête, la fusion des peuples l'aurait bientôt rétablie.

(2) Plan social. Nous verrons plus loin quelle organisation gouvernementale nous adoptons pour arrêter la possibilité des retours aux usurpations, aux dictateurs ; en un mot, aux coups d'État dont, du reste, nul Gouvernement n'est à l'abri.

Non, nous n'arrêtons rien, nous dirigeons mieux, voilà tout. C'est encore l'expérience qui va fournir la preuve et nous donner la réponse :

D'abord, ces progrès dont se targue notre XIXe siècle trouvent leurs germes dans des époques où le veau d'or n'était pas la religion à la mode ; et fort heureusement pour la dignité humaine, le stimulant de l'or n'était pas le mobile qui faisait travailler ; car les génies de ces époques, et la liste en est longue, n'ont su que lutter avec la faim et la misère noire. Le magnifique tableau de Glaize, « le Pilori », le montre éloquemment.

Il faut donc, pour trouver cette catégorie d'hommes qui ne travaillent que sous le stimulant de l'or, s'adresser aux spéculateurs, aux aventuriers. Voyons donc ce qu'ils ont fait de ces précieuses découvertes qui, sous leur patronage, ont été perfectionnées par des natures peut-être moins géniales que les premières, mais pour sûr aussi désintéressées (je parle des artisans et des ouvriers intelligents), et rendons à chacun ce qui lui appartient.

Je dis à ces charlatans, ces agioteurs, ces tripoteurs du siècle, qui constituent les classes dirigeantes :

Vous avez voulu de l'or et on vous en a gorgés, vous devez être contents, vous êtes les rois de la terre ; mais, tout compte fait, il faut que les choses s'établissent sous leur vrai jour ; vous avez géré si bien *vos petites affaires* et si mal celles de tous, que votre royauté ira bientôt retrouver celle de vos devanciers, les nobles, devenus vos alliés. Quant au progrès, que rien ne lasse, il ne sera pas plus arrêté par votre déchéance, qu'il ne l'a été par la leur. Jetons un petit coup d'œil sur les progrès du siècle.

La Machine

Un des progrès les plus considérables intéressant la sociologie, c'est la machine.

Certes, bien utilisée, il y avait là un élément de bien-être inconnu aux siècles passés, bien-être pour tous, bien entendu. Au pouvoir de l'individualisme à outrance, ce bien-être s'est distribué de telle façon que la plus choquante inégalité dans les conditions en est résultée.

Ceux qui croient que la vie des hommes doit être le jouet du sort trouvent cela très bien (1), mais au moins ils sont logiques avec leur théorie, ils ne veulent de lois pour personne, ils proclament la liberté absolue ; ils sont d'accord avec leur principe : « pas d'autorité. »

Mais comprend-on ces hypocrites de l'anarchie féodale qui, réussissant avec leur or à se placer en dehors des lois, réclament à l'Etat des lois répressives et même homicides pour garantir et perpétuer un bien qu'ils doivent souvent à la rouerie, à l'agiotage et à l'escroquerie ; les krachs, les scandales financiers qui ont ruiné et qui ruinent tous les jours la petite épargne n'en sont-ils pas la preuve ?

Qu'ils soient au moins conséquents avec eux-mêmes, qu'ils établissent des lois pour arrêter les abus de l'enrichissez-vous, qu'ils donnent une part raisonnable à tous ceux qui se rendent utiles et qu'ils donnent au moins *la sécurité* à tous ceux qui contribuent à la fortune publique. Nous savons malheureusement qu'ils ne veulent rien entendre sur ce chapitre.

Les Capitalistes

Voyons maintenant la part des services rendus à la société par ces conquérants de l'or qui, *non contents de leurs milliards, veulent encore les honneurs* et la reconnaissance publique. Comment ont-ils dirigé le machinisme ? Ont-ils su l'organiser au point de vue des intérêts généraux ? Peut-on au moins leur accorder ce mérite ?

(1) Anarchistes.

Spencer le croit. Il dit : « *Dans les sociétés en général, les arrangements organiques qui pourvoient à la production et à la distribution des richesses se sont développés non seulement sans l'aide de l'Etat, mais presque toujours malgré les obstacles créés par l'Etat, qu'il est de mode d'invoquer aujourd'hui.* »

Je ne sais pas quels obstacles Spencer veut signaler; mais ce que je connais, ce sont les abus de ce prétendu *laisser faire*, qu'il trouve *le nec plus ultra de ce que l'on peut attendre.*

Ne confondons pas : Il y a progrès et progrès, comme il y a fagot et fagot. Si demain on nous habillait tous en papier, pour la plus grande gloire de l'individualisme et des financiers, je trouverais absurde que l'on dépensât son temps à construire des machines pour cet usage ; qu'on prît la moitié des citoyens pour extraire le charbon des entrailles de la terre pour alimenter et conduire ces machines, et qu'on nous laissât crever de faim faute de bras pour cultiver la terre.

Ce désordre causé par l'anarchie du produit coûte des milliards aux nations et n'enrichit que les roublards; nous allons en montrer un échantillon, le prospectus — la réclame autrement dit — sous toutes ses formes. Il se dépense pour cet usage des sommes considérables, en presses typographiques, en machines pour faire les encres, en machines pour fabriquer le papier et broyer les chiffons, en machines pour le couper, le rogner, etc., en force motrice pour donner le mouvement à toutes ces machines, en machines pour extraire le fer, le cuivre, le charbon, utiles à leur construction et à leur alimentation, en ouvriers pour les construire, les entretenir et les conduire, en bâtiments nécessaires pour les abriter ; ajoutons à cela les ouvriers et les employés qui en dirigent l'exploitation, la quantité d'artistes dessinateurs et graveurs occupés à la représentation des machines et des produits à vendre, et nous pourrons

nous rendre compte de l'économie d'argent et d'hommes apportée dans notre organisation au profit de tous, par une plus sage et moins égoïste direction.

Voyons maintenant ce que valent ces produits vendus à son de trompe, et pour lesquels on dépense en réclame tant de force, tant de bras, tant d'intelligences.....

Je ne parlerai pas des bons produits, ils sont tellement rares et appréciés par ceux qui peuvent se les procurer, qu'ils se passent de réclame.

C'est donc au peuple que s'adresse cette avalanche de prospectus.

On sait tout ce qui s'emploie de roueries, en tout bien tout honneur, et quels abus sous cette forme il est fait de l'offre et de la demande.....

Sous l'impulsion de ces braves et dignes exploiteurs, la concurrence à rebours s'est implantée ; ce n'est plus à qui fera le meilleur, c'est à qui fera le meilleur marché ; si nous n'en sommes pas encore aux éphémères habits en papier, nous en approchons ; les étoffes lustrées à bon marché ne sont guère plus durables, et pour fabriquer ces produits, ruineux pour celui qui les consomme, il faut encore machine sur machine, fer sur fer, charbon sur charbon, homme sur homme, transport sur transport, usine sur usine, multipliés naturellement en raison de la durée éphémère du produit ; en sorte que dans cette branche également, et elle n'est pas peu importante, on retrouve une économie d'hommes et d'argent au profit de tous. A ceux qui prétendent qu'un produit supérieur ne serait plus à la portée de toutes les bourses, je réponds : « Si vous défalquez le bénéfice des intermédiaires entre l'acheteur et le vendeur, intermédiaires complètement inutiles dans notre organisation, vous aurez, par cette suppression, largement de quoi faire pour amender le produit sans l'augmenter, et personne ne s'en plaindra ; car ces produits mauvais ne

sont achetés que parce que misère oblige, tout le monde sait que le bon marché ruine. »

Ainsi, en rejetant cette camelote que l'individualisme seul a inventée et qu'il a seul intérêt à perpétuer, on dispose d'une somme énorme qui serait mieux employée au service d'autres branches, l'agriculture par exemple, qui manque de bras et d'argent.

Mais là ne s'arrêtent pas les gâcheries, les prodigalités si chères à ces brillants économistes. Pour donner plus d'attrait et mieux tenter le pauvre acheteur, on enveloppe ces camelotes de boîtes et de cartons, de caisses et de toiles, de papiers d'emballages, multipliés toujours en raison du peu de durée des produits, à tel point que dans ces branches encore, la machine, l'homme, le produit se gaspillent, sans profit pour la richesse générale, mais non pas sans grand profit pour les exploiteurs de la misère, ces mêmes amateurs de l'enrichissez-vous faisant parfaitement payer et avec bénéfice ce luxe complètement inutile.

Les exemples se multiplient tellement qu'on peut hardiment prouver, par un simple et grossier examen, que la moitié des travailleurs d'une nation comme la France, c'est-à-dire ceux qui sont forcés de vendre leur temps, sont employés à fabriquer cette avalanche de produits mauvais ou inutiles.

Qu'on s'étonne maintenant du surmenage, de cette fièvre d'activité qui anémie tant de besogneux !

Mais tout cela n'est encore rien en comparaison de ce qui va suivre. L'exploitation jusqu'ici n'attaque qu'un point de l'économie sociale ; c'est grave sans doute, mais à notre siècle les nations sont si riches qu'on peut bien se payer ce luxe-là. Mais cette race de vipères n'est jamais assez riche, ces messieurs ont trouvé un champ plus fertile encore à exploiter, et comme ils n'y regardent pas de si près, ils s'y sont livrés sans scrupule, toujours sous la garantie de l'offre

et de la demande : je veux parler des produits alimentaires ; là on empoisonne le monde carrément et luxueusement ; la dorure, les belles étiquettes, les boîtes de luxe, etc., rien n'y manque ; aussi, de cet ingénieux système, les verriers, les cartonniers, les lithographes (chromos), les cordiers, les artistes afficheurs, dépensant leur génie sur les murailles, se trouvent très bien. Là encore la machine, le fer, le charbon sont prodigués sans pitié pour les malheureux porions qui peinent et exposent leur vie pour les extraire. Mais cela, pour l'individualisme, c'est un détail... Enrichissez-vous, enrichissez-vous, ce qui veut dire : Enrichissons-nous. A bon entendeur, salut. — Pour les pauvres diables obligés d'acheter ces produits, cette perspective d'être empoisonnés lentement, sous peine de mourir de faim, n'a rien de bien gai. Qu'en pensez-vous ?

Voilà longtemps qu'en France le besogneux ne boit plus de vin (naturel); les alcools sont tellement funestes que plusieurs économistes en réclament l'exploitation par l'Etat pour mettre un terme aux honteuses falsifications dont ils sont l'objet. Est-il besoin d'énumérer tous les produits qui ont été reconnus par les experts, falsifiés, complètement dénaturés et même empoisonnés ? Non, la liste en serait trop longue.

Voilà ce que Spencer appelle : « Le *nec plus ultra* de ce qu'on peut attendre. »

Eh bien ! nous, nous nous faisons fort de prouver que l'on peut attendre mieux.

Pour le moment, il nous suffit d'avoir prouvé que, dans les mains des accapareurs d'argent, les sublimes inventions du génie de l'homme, au lieu d'être un bienfait, sont des calamités, et que ce n'est pas le désir de s'enrichir qui a présidé aux grandes découvertes du siècle ; du reste, on peut être tranquille ; on peut diriger mal ou moins bien le progrès, mais on ne l'ar-

rête pas ; nous prétendons le diriger mieux au profit de tous. Voilà tout !

Le Socialisme et la Morale chrétienne

C'est avec raison que l'on dit que Jésus est le premier socialiste. En effet, si ses préceptes avaient été suivis, depuis longtemps la question sociale serait résolue.

Ecoutons ce que dit saint Paul :

« Pour ôter l'inégalité, que votre abondance supplée maintenant à leur pauvreté, afin que votre pauvreté soit soulagée un jour par leur abondance et ainsi tout soit réduit à l'égalité. » Est-ce clair ?

« Contentez-vous, dit-il un peu plus loin, *de ce qu'il faut pour vous loger, vous nourrir et vous vêtir.* »

Voilà le bien-être que Paul voyait *pour tous* à une époque où la machine n'avait pas centuplé le produit.

On me répondra : Oui, mais Paul ne propose aucune loi, pas même répressive, pour obliger à faire son devoir. Il ne touche pas à la liberté individuelle, il respecte la propriété privée (1). — Très bien, c'est pour cela que les anarchistes regardent Jésus-Christ comme leur maître. Si Paul ne parle pas de lois, il ne dit pas non plus de les supprimer.

Malheureusement 1900 années d'expériences ont démontré scientifiquement que l'homme, psychologiquement parlant, ne valait rien. Dans un siècle pratique comme le nôtre, où la morale a tant d'interprétations, il faut quand même avoir recours à des lois : « Ne pouvant, dit Pascal, faire que l'homme soit forcé d'obéir à la justice, on l'a fait obéir à la force, afin que la justice et la force fussent ensemble, et que la paix fût, car elle est le souverain bien. » A la bonne heure !

Et je suis tout à fait de l'avis de Pascal ; je pense aussi

(1) Avec réserve, cependant, nous l'avons vu plus haut.

comme Drumont, lorsqu'il dit : « Pourquoi ne codifierait-on pas l'Evangile ? »

En effet, pourquoi s'être inoculé le virus des anciennes civilisations en greffant la nôtre sur leurs lois, puisque la loi nouvelle (pas l'esprit nouveau de Spuller), en avait reconnu les germes corrupteurs ?

Revenons donc aux Pères de l'Eglise qui disaient :

Saint Chrysostome : « Le riche est un brigand; il faut qu'il se fasse entre les hommes une espèce d'égalité en se donnant l'un à l'autre le superflu. Il vaudrait mieux, ajoute-t-il, que tous les biens fussent en commun. »

Saint Jérome, l'auteur de la *Vulgate*, dit : « L'opulence est toujours le produit du vol ; s'il n'a été commis par le propriétaire actuel, il l'a été par ses ancêtres. »

Saint Ambroise : « La nature a établi la communauté ; l'usurpation, la propriété privée. »

Saint Clément : « En bonne justice *tout devrait appartenir à tous*. C'est l'iniquité qui a fait la propriété privée. » On voit que tout le programme socialiste est là (1), *Formules et Lois*.

Qu'on ne dise donc plus comme Liebknecht que l'Évangile et le socialisme n'ont rien à voir ensemble.

La Morale chrétienne et la Science positive au XIX[e] siècle

Parfaitement d'accord avec nos bases et nos lois sociales

La Morale chrétienne. — Nous venons d'emprunter à plusieurs moralistes chrétiens, et je crois que

(1) Ces citations, dont plusieurs ouvrages font mention, seront peut-être contestées par les cléricaux. Tout le monde sait qu'elles ont été dites en pleine Chambre ; un bon chrétien ne peut les rejeter, il ne pourrait y voir qu'un peu de violence dans l'expression.

nul ne constestera notre choix, des citations écrasantes, qui prouvent que la morale chrétienne n'est point en contradiction avec les principes sociaux que nous avons posés ; qu'au contraire, elle rejette les principes égoïstes soi-disant pratiques et naturels, qui régissent les sociétés actuelles.

Nous avons vu ce que pense saint Ambroise... de la propriété privée ; il la regarde comme une usurpation sur la nature. Saint Clément va plus loin, il la regarde comme une iniquité.

Quant à la liberté individuelle absolue, cette loi primordiale que les coquins tiennent surtout à maintenir, Jésus, par exemple, nous montre le cas qu'il en fait :

« Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu », dit plus sur cette matière que tous les livres écrits sur ce sujet depuis que le monde est monde.

On voit que Jésus concentre tout son être dans *la liberté morale*; il nous montre qu'en plaçant là notre dignité nous sommes imprenables. Cette force, il la communique aux martyrs chrétiens; c'est encore cette force qui soutient aujourd'hui les honnêtes gens et les met à l'abri de la corruption du siècle. Heureux ceux qui en sont pénétrés !.....

C'est à cette force que nous devons les plus grands progrès de notre science, progrès couronnés, comme les vertus chrétiennes, par le martyre.

La Science

L'homme, obligé de renoncer à l'absolu, ne pouvant le comprendre, a dans le domaine de la pratique écarté tout l'abstrait pour mieux concentrer son esprit sur le réel.

Le Positivisme

En sociologie, le positivisme est la seule base qui puisse nous rallier; c'est à cette science, que j'appelle

la *Science de l'homme*, que nous allons emprunter nos arguments, et comme elle s'appuie sur l'expérimentation et sur l'observation, on verra que plus elle avance, plus elle s'accorde avec la morale chrétienne, qu'elle élague plutôt qu'elle ne rejette.

Au point où en est aujourd'hui la science expérimentale et où elle restera longtemps encore, on reconnaît que tout est relatif, tout est limité, l'infini, l'absolu ne pouvant se prouver très bien. Nous ne nous écartons pas de cette donnée.

On se rappelle les premiers axiomes que nous avons posés comme base de notre sociologie :

Le bien-être pour tous.
L'homme est limité.
Nous sommes tous solidaires.

Je ne crois pas que la science positive, en sociologie, rejette une seule de ces bases.

1° « Le bien-être pour tous ». La science serait un vain mot, si elle ne devait pas y arriver ; du reste l'expérience prouve qu'elle y marche à grands pas.

2° « L'homme est limité ». Jusqu'à ce qu'il ait conquis l'univers et que, fondu dans l'infini il ait trouvé Dieu, ou se soit proclamé Dieu lui-même, nous pouvons admettre, sociologiquement parlant, que l'homme individu est limité.

3° « Nous sommes tous solidaires ».

La science ne peut nier ce fait, l'expérience le confirme trop ouvertement.

Eh bien ! mais, ces trois axiomes nous venons de les voir confirmés par la morale chrétienne.

On peut les développer ainsi :

Le *bien-être pour tous :* c'est l'abandon volontaire du superflu, comme le comprenait saint Paul (ne pas confondre avec l'aumône).

La liberté individuelle limitée: c'est la soumission aux lois existantes, comme le comprenait Jésus.

La propriété privée: c'est le tout appartenant à tous, comme l'entendait saint Clément.

Et enfin, *la solidarité:* c'est le poids des maux inévitables partagés, comme le comprenait Jésus-Christ, par la charité. Eh bien ! c'est sur cet accord entre la morale pure et la science que nous avons conçu notre plan social dont on connait déjà les principaux rouages. Nous allons maintenant développer notre organisation en continuant, comme le dit René Worms, à nous appuyer « sur l'observation patiente et analytique des faits ».

Organisation sociale fondée sur la formule : « l'Etat c'est nous »

Indépendance et Liberté

Psychologiquement, l'homme peut se traduire en peu de mots :

Etre susceptible de progrès moral et physique, libre assez pour décroître et s'accroître, par sa seule volonté, conscient ou inconscient, responsable ou irresponsable, selon son bon ou mauvais état mental et corporel.

Voilà, je crois, l'homme individu tel que l'expérience nous le montre depuis des siècles ; c'est sur ce personnage plus qu'imparfait que nous avons compté pour établir nos lois préventives afin d'arriver au bon ordre et à la sécurité de tous.

Eh bien! à cet être si susceptible, si faillible, si enclin à la révolte, le système social actuel accorde la plus complète indépendance, c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour favoriser sa malheureuse nature.

Faut-il s'étonner des résultats anti humains qui en résultent ? Notre système, plus logique, met bien un frein à l'indépendance : mais, en retour, il laisse une grande part à la liberté, non pas de crever de faim comme dans

l'organisation actuelle, mais telle que la définit si bien Bossuet :

« La liberté, dit-il, ne doit pas être confondue avec l'indépendance ; un être est libre quand il a le pouvoir d'observer ou d'enfreindre une loi qui lui est prescrite. »

Donc, l'être libre est celui qui raisonne avant de se déterminer ; c'est bien là *l'être moral* ; la loi ne l'opprime pas, au contraire, elle lui donne l'occasion de mériter ou de démériter. Cette liberté, nous la vénérons. Voilà pourquoi nous voulons des lois égales pour tous ; mais quant à l'indépendance sous laquelle se cache le caprice de l'homme, l'indépendance, cette source d'où partent tous les abus, c'est différent ; nous la respectons, mais nous ne l'alimentons pas. C'est pour elle que nous réclamons des lois répressives douces, afin de laisser à la vraie liberté le moyen de se développer et d'imposer à l'indépendance l'obligation de se régler.

Ne sommes-nous pas dans le vrai ?

Tous les abus de l'individualisme à outrance, que nous avons signalés plus haut, ne viennent-ils pas de l'anarchie ?

Réglons cette anarchie, et ce que nous perdrons en indépendance, nous le regagnerons en paix et par suite en liberté. A moins d'être un sauvage ou un roublard, tout le monde doit comprendre cela.

Justice et Socialisme

La *Revue philosophique* (février 1892), pose ce double problème :

1° « Comment l'Etat doit-il pratiquer la justice, et consiste-t-elle simplement pour lui à garantir la liberté des individus, et à s'abstenir de toute intervention positive ? »

2° « L'Etat peut-il viser à un idéal *au-delà* de la jus-

tice, et compromet-il sa fonction primordiale en prétendant dépasser cette fonction ? »

Voici, dit la *Revue*, le *nœud du problème social* (1).

Il semblerait, à la manière dont est posée cette thèse, que justice et socialisme sont contradictoires.

D'abord je ne comprends pas que l'on puisse viser à un idéal au-delà de la justice, attendu qu'en sociologie la justice purement et simplement est le plus bel idéal ; le dépasser, si possible, ne serait plus de la justice, mais une monstruosité.

Quant à la fonction primordiale de ce qu'on appelle Etat, c'est-à-dire l'ensemble des individus, le suffrage universel en est la plus fidèle expression : l'Etat, c'est nous. Voilà ce qui est juste en tant que l'on reconnait un Etat.

Le Socialisme le reconnait, à plus forte raison l'Etatisme.

Je crois qu'on ne sait guère quelles étaient les fonctions primordiales des premières sociétés ; mais dans tous les cas, ce n'est pas aux époques d'ignorance et de barbarie qu'il faut aller chercher *l'idéal de justice sociale*. Pour nous, cet idéal sera atteint lorsque le peuple sera vraiment souverain, et cela dépend de lui (2). Il n'est donc nullement question d'atteindre un idéal *au-delà de la justice*.

Comment l'Etat doit-il pratiquer la justice ?

La réponse est bien simple : Comme cela s'est fait jusqu'à présent depuis l'origine des sociétés, les lois s'établissent d'elles mêmes en rapport avec les progrès moraux et physiques des époques que l'on traverse.

Ces lois sont en rapport inverse avec le plus ou moins de moralité, d'éducation et d'instruction des collectivités constituées en Etat.

(1) Je ne pouvais laisser passer cette thèse sans y répondre.

(2) Nous donnerons (Plan social, 2e partie) le système de gouvernement que nous concevons pour arriver à cela.

Pas de lois (anarchie) lorsque l'homme sera parfait, c'est-à-dire lorsque les lois seront devenues inutiles par défaut d'application ; et nous n'en sommes pas là, malheureusement. Mais je crois que nous en sommes arrivés aux lois préventives, et qu'il ne faut pas retourner en arrière, mais marcher en avant.

L'histoire prouve que les civilisations qui se sont succédé ont en germe le même virus ignorance et cruauté, virus dû à une chute (dogme) ou à une conséquence nécessaire à toute évolution de l'être pensant (science) ; mais, ce qu'il y a de certain, c'est que ce virus s'atténue.

Le passage des civilisations par l'esclavage, le servage, le prolétariat en est la meilleure preuve.

Ainsi, le prolétariat, ce vieux reste de l'esclavage antique, tend à disparaître en notre siècle, peut-être pour faire place à une forme amoindrie, mais laissant toujours des traces difficiles, sinon impossibles, à effacer complètement, parce qu'elles tiennent par leur essence à la nature faillible et limitée de l'homme.

On peut prouver qu'au XXe siècle la justice humaine usera des lois préventives et de moins en moins des lois répressives, parce que la tyrannie ne peut plus s'exercer ouvertement comme par le passé avec des formes brutales et sauvages, mais avec tous les raffinements de la politique et de l'argumentation, ruses qui s'usent journellement. Justice et socialisme ne sont donc point incompatibles, et l'Etat peut très bien user de son intervention dans une large proportion sans nuire pour cela à la liberté des individus, pas plus que la nature lorsqu'elle exige un temps réservé pour la satisfaction des besoins naturels.

La Religion chrétienne et le Socialisme sont-ils incompatibles ?

Nous avons vu que notre Etatisme n'est point incom-

patible avec la morale; l'est-il davantage avec la religion chrétienne bien entendue ? Non, il est la solution pratique des préceptes de l'Evangile; plusieurs Pères de l'Eglise vont même plus loin que nous, ils sont franchement communistes, comme l'était Saint-Simon, nous l'avons vu.

Saint Chrysostome dit : « Regardant le riche comme un brigand, il vaudrait mieux *que tous les biens fussent en commun.* »

Saint Ambroise dit : « La nature a établi la communauté. »

Nous, nous ne sommes pas communistes dans le sens ordinaire du mot (1); nous croyons devoir user des progrès de la science, nous trouvons que la terre est assez grande pour étendre les populations et non les centraliser.

Nous ne sommes pas partisans des villes de 3 et 4 millions d'âmes ; l'hygiène physique et morale nous le défend, et l'Etatisme nous donne les moyens d'y remédier. C'est précisément sur cet assainissement que nous comptons pour voir revivre les beaux jours de la religion primitive, c'est-à-dire assainie elle-même à son tour de la corruption du siècle dont elle s'est imprégnée.

Saint Jacques dit, parlant de la vraie religion chrétienne : « La religion pure et sans tache consiste à visiter les orphelins et les veuves, dans leur affliction, et à se conserver pur de la corruption du siècle présent. »

Voilà ce que n'a pas fait l'Eglise ; elle s'est entachée.

« S'il entre dans votre assemblée, dit encore l'apôtre, un homme qui ait un anneau d'or et un habit magnifique, et qu'il entre aussi un pauvre n'ayant qu'un méchant habit, dire au riche en lui présentant une place honorable : asseyez-vous ici, et au pauvre : tenez-vous

(1) On verra (2e partie, Plan social) que, sans l'autoriser, nous en respectons l'entière liberté.

debout ou asseyez-vous à mes pieds ; n'est-ce pas faire une différence entre ces deux hommes ? »

Pourquoi déshonorer le pauvre, ne sont-ce pas les riches qui vous oppriment par leur puissance ?

Est-ce suivre le précepte de Jésus : Aimez votre prochain comme vous-même ?

Le socialisme, compatible avec la morale, l'est donc aussi avec la religion chrétienne bien entendue ; nos principes sont donc d'accord avec les Evangiles et les actes des premiers apôtres.

Pour moi, je ne vois la religion du Christ que dans un culte intérieur et exempt de toute pompe, à part quelques usages familiers.

Je pense, comme le dit le Père Didon, que « les sacrements constituent la partie essentielle du service divin dans l'Eglise catholique. Institués par Jésus-Christ, ils doivent durer immuables jusqu'à la fin des siècles ; mais que les cérémonies que l'Eglise y a ajoutées peuvent être changées. *La cène, dit-il, était célébrée à l'origine comme des repas de charité destinés au soulagement des pauvres.* » C'est aussi notre opinion, c'est cela que j'appelle des usages familiers sans pompe, sans éclat.

Nous espérons que l'Eglise, purifiée des corruptions des siècles, simplifiera son culte extérieur, écartera tout cet étalage, tout ce luxe contraire à sa dignité, et ne méritera plus cette apostrophe de Châteaubriand :

« Le christianisme (il devait dire le catholicisme) est à la fois une sorte de secte philosophique et une antique législation ; de là lui viennent les abstinences, les jeûnes, les veilles, dont on retrouve des traces dans les anciennes républiques et que pratiquaient les écoles savantes de l'Inde, de l'Egypte et de la Grèce » (1).

(1) Le Christ, toute sa vie, n'a fait que combattre tous ces abus des prêtres et à montrer que sa religion ne consistait que dans l'apostolat Voilà la *vraie religion chrétienne*, celle qui s'accorde parfaitement avec les devoirs sociaux.

Pénétrée de l'esprit nouveau (si c'est celui-là qu'entendait M. Spuller, je suis avec lui) de Jésus-Christ, la religion se régénérera avec le peuple.

Il faut un Plan social

Toute sociologie suppose un édifice social à fonder, c'est l'objet de notre deuxième partie.

On a vu que notre tâche ne consistait pas à détruire pour reconstruire, comme on en accuse généralement le socialisme, mais bien à reprendre en sous-œuvre un édifice construit sur une base mauvaise ou plutôt privé de toute base. Ce n'est pas sans raison qu'on a dit qu'on s'efforçait depuis des siècles (1) de consolider une pyramide reposant sur son sommet, en plaçant continuellement des étais.

Nous, nous conservons la pyramide, nous remplaçons même les étais quand ils pourrissent, afin de vivre en paix, ce qui ne veut pas dire sans lutte ; mais usant de l'expérience acquise, sans retard nous posons des assises et nous la convertissons en un solide parallélipipède.

Socialistes convaincus, il ne faut pas que nous méritions plus longtemps cette apostrophe jetée si souvent à notre tête par nos adversaires.

Il n'y a pas bien longtemps le prince de Liechteinstein disait dans un discours à Floresdoff :

« Quant à la question sociale, ce n'est pas le socialisme qui donne la solution. Grand dans la critique de cette société décomposée, grand dans l'art de discipliner les mécontents, grand dans sa tactique d'attaque contre le monde ébranlé, le socialisme évite toute discussion, toute explication, lorsqu'on lui demande ce qu'il mettra à la place du monde détruit. Il dissimule son plan parce qu'il n'a pas de plan. » Il ne faut pas laisser cette impression dans le peuple. (Voir 2e partie, notre Plan social).

(1) Faisant allusion à la société actuelle.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉTATISME (1)

Plan social basé sur la Morale et la Science.

Nous voulons lutter également contre toutes les tyrannies ; nous voulons lutter contre cette doctrine qui voudrait imposer au libre développement de l'activité et de la volonté humaines, le niveau, la tyrannie de je ne sais quelle puissance supérieure qui s'appellerait l'État, alors que l'État n'est à nos yeux autre chose que l'association des hommes libres. *(Applaudissements.)*

M. BOURGEOIS, *Discours Ministériel.*

(1) Ne pas confondre l'Etatisme avec ce qu'on a coutume d'appeler socialisme d'État.

Le socialisme d'Etat, c'est l'Etat-Roi, l'Etat-Patron, comme on en a déjà quelques exemples dans la société actuelle. Ce système a tous les inconvénients du patronat, des corporations, des associations partielles, de créer des États dans l'État.

Rien de semblable dans notre Etatisme, qui est non seulement l'expression, mais la représentation la plus complète du suffrage universel et en même temps une véritable association d'hommes libres et solidaires; en un mot, *l'Etat, c'est le Peuple.*

INTRODUCTION

Il y a déjà un certain nombre d'années, j'ai conçu le Plan social que je soumets aujourd'hui à votre appréciation.

Ce Plan a été lu salle d'Arras à Paris, en 1875, devant un public d'ouvriers. Il reçut bon accueil, on m'engagea à le faire imprimer, mais cela ne me fut pas possible.

Depuis cette époque, j'ai propagé mes idées comme j'ai pu; je me suis fait par la parole l'apôtre de mes convictions. Ai-je besoin de dire ce qu'il m'a fallu de patience et de courage pour braver l'espèce de ridicule qui s'attache à ces hardiesses? Cela a duré plus de 20 ans.

Faut-il l'avouer? c'est la classe instruite que j'ai trouvée la moins préparée, la plus indifférente et la plus ironique. Depuis 4 ans, cette classe s'est enfin décidée à marcher en avant; elle a étudié ces questions, et je puis dire que si les idées que je défends ne sont pas, par elle, entièrement acceptées, je suis au moins écouté.

A ces luttes, j'ai gagné quelque chose : d'abord j'ai fait de sérieux adeptes, puis je me suis fortifié moi-même ; j'étais socialiste convaincu, je suis devenu sociologue.

Comme il arrive souvent à ceux qui sèment la parole, beaucoup de mes idées ont voyagé, et je n'en ferais pas ici la remarque si elles n'étaient pas sorties de France ; ma revendication est donc toute patriotique. Ici je fais allusion à un roman américain paru il y a 5 ou 6 ans, *L'An deux mille*, par E. Bellamy. Sans croire que les idées ne peuvent se rencontrer, même au-delà des mers, je puis du moins, sur toute publication parue depuis 1875, réclamer la priorité des bases fondamentales de mon

Plan social qui n'ont pas changé. J'insiste donc, et je regarde comme française et comme mienne *l'idée du Travail obligatoire alliée à la valeur temporaire de l'argent au moyen de bons et tickets ;* idée qui rend possible le système que je présente, non pas avec la fantaisie du roman, mais avec tout le sérieux que comporte un tel sujet ne craignant point l'argumentation.

Bien qu'il y ait une certaine analogie dans les idées, je dois dire que la manière dont elles sont présentées dans ce roman n'ôte rien de sa nouveauté à l'œuvre que j'ai l'honneur de vous soumettre. L'auteur paraît avoir été frappé comme moi de l'importance du machinisme comme facteur social ; il cherche à démontrer sous des couleurs fantaisistes ce qu'il croit possible seulement dans 100 ans ; c'est une affaire de tempérament.

Depuis 1830, on a fait l'impossible pour enterrer les sublimes doctrines de Louis Blanc, Cabet, Fourier, Babeuf et même Platon, tous génies bienfaisants dont les idées ont été rejetées dans le domaine de l'utopie, faute d'un facteur de la plus haute importance, je veux dire la machine.

On sait que Platon en était arrivé à tolérer la triste nécessité de l'esclavage comme indispensable, croyait-il, au maintien de la richesse publique ; il fallait à cette époque des machines humaines corvéables à merci.

La machine, que rien ne lasse, a affranchi non seulement ces esclaves, mais l'animal, cet autre esclave de l'homme.

Il ne peut donc y avoir aucune comparaison à établir entre les civilisations passées et celle qui s'ouvre pour nous au xxe siècle. — Le *Droit au travail* de Louis Blanc, qui a échoué si malheureusement en 1848, n'a été rejeté en Suisse (1894) que par 60,000 voix contre 127,000. On voit que l'idée a marché, malgré tout ce qui a été fait et écrit par les politiciens de toutes nuances pour enrayer toute tendance vers l'Etatisme.

Feu M. Terrier, ancien ministre, disait (1) : « Qu'il fallait proclamer le droit à l'existence pour les travailleurs, que la terre de France devait nourrir ses enfants. » Je suis parfaitement de cet avis.

Le *Droit de vivre* s'impose au sein des sociétés opulentes où le produit abonde, et où le luxe s'étale effrontément en face de la misère noire. L'aristocratie bourgeoise le sait, aussi elle s'en émeut; on lisait, il n'y a pas encore très longtemps, dans les journaux de la haute bourgeoisie (*Figaro*) : « M. le prince de Lichtenstein demande un plan aux socialistes et ils ne répondent pas, parce qu'ils n'en ont pas. Il est peut-être en germination, dit M. Magnard, mais jusqu'à présent personne n'en a formulé les principes applicables. »

Que voulez-vous dire par là, Messieurs les satisfaits? Lorsqu'on vous réduit *a quia*, voici ce que vous répondez : « Enfin, il est une observation qui a son prix. L'un des systèmes d'organisation sociale, fût-il l'idéal au point de vue théorique, et ne fût-il pas hérissé de difficultés pratiques, la société civilisée aurait à hésiter avant d'aborder le certain pour l'incertain (2). »

Peut-on appeler civilisée une société où l'un se gorge et où l'autre meurt de faim? C'est s'échapper par la tangente. Soyez francs, Messieurs, et dites carrément comme l'économiste anglais Ricardo : Le meilleur système, le voilà : « *Pourvu que le revenu net et réel d'une nation, ses fermages et ses produits soient les mêmes, qu'importe qu'elle se compose de 12,000,000 d'individus ou de dix seulement ?* » Voilà bien le capitalisme.

Aussi de Sismondi répond dans l'*Éclair* d'une indignation magnanime : « *Quoi? la richesse est tout et les*

(1) Discours de M. Maujan sur la tombe de son ami M. Terrier (28 août 1895).

(2) Cauwès, *Traité d'économie politique.*

hommes ne sont rien ? En vérité, il ne reste plus qu'à désirer que le roi demeure seul dans son ile en tournant constamment une manivelle et fasse accomplir par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre. »

Pour nous, nous ne prétendons pas avoir pris la pie au nid; mais en face *de ce certain*, nous n'hésitons pas à remplacer ce pire par un mieux sensible, et cela sans être homicide de fait ni de consentement.

1er avril 1896.

Ami Lecteur,

En lisant la Sociologie qui précède, vous avez pu vous assurer que je ne me suis pas laissé entraîner au caprice de l'imagination.

Du reste, en prenant pour règle ce principe pratique de René Worms (1) : « La Sociologie ne peut s'isoler des sciences sociales particulières dont la règle est l'observation analytique des faits », je ne pouvais tomber dans l'utopie. La physiologie et la psychologie, sur lesquelles s'appuie tout ce système, et la pure morale, qui en règle les lois sociales, en sont encore une garantie.

On a pu voir dans la Sociologie que nous ne comptons pas sur l'excellence native de l'homme pour établir les bases de notre état social.

Nous n'avons pas oublié, comme le dit M. Bourdeau (2), « que la société n'est que l'unité supérieure des individus qui la composent, que leur imperfection forme son imperfection ». Nous n'avons point davantage brisé le ressort individuel, nous l'avons simplement réglé... Notre psychologie n'a rien d'enfantin; beaucoup peut-être trouveront qu'elle est exagérée, que l'homme vaut mieux que nous le supposons ; tant mieux. Nous n'en gardons pas moins notre opinion, comme le dit M. Bourdeau dans son économie politique et sociale : « Il vaut mieux compter sur la bassesse originelle de l'homme que sur son excellence native. C'est le moyen de ne pas tomber dans l'utopie. »

Très bien! mais alors pourquoi les partisans du sys-

(1) Economiste anglais.
(2) Economiste français.

tème social actuel comptent-ils, eux, sur l'excellence native de l'homme ?

En effet, leur individualisme à outrance, *leur liberté* et leur propriété individuelle sans limite n'en sont-ils pas la preuve?

Je ne voudrais pas dire qu'ils comptent plutôt sur la simplicité et l'ignorance des masses, mine si riche à exploiter. Je veux bien les croire plus honnêtes.....

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un siècle d'expérience de ce système n'a abouti qu'à une féodalité puissante dont les abus intolérables et honteux ne sont plus supportables. Là est peut-être mon excuse devant vous. cher lecteur, d'avoir tenté ce travail, et c'est ce qui me donne l'espoir d'être lu.

Ce Plan social, pris au sérieux, est évidemment une hardiesse, et pourra peut-être soulever un moment votre rire ironique : Nous ne sommes pas Français pour rien! Mais n'ayez crainte, il a essuyé le feu de bien des critiques, et si j'ai le bonheur que ce premier ouvrage mérite votre bon accueil, je m'empresserai de publier le 2e volume prêt à l'impression. Ce volume se recommande par les développements complets de tout ce qui a été dit et écrit de plus important dans toutes les écoles socialistes et anti-socialistes, avec notre réponse aux plus importantes critiques.

Qui que vous soyez, quelle que soit votre situation sociale, veuillez, cher lecteur, ne voir dans ce travail qu'un désir sincère d'être utile.

Si c'est l'ouvrage d'un fou, plaignez le fou ;
Si c'est l'ouvrage d'un sage, méditez-le.
Certainement c'est l'œuvre d'un homme convaincu.

C. LEPAGE.

Nota. — Les personnes qui voudraient souscrire pour le 2e volume sont priées de remplir le bulletin placé fin du volume, de le découper et de l'envoyer à l'adresse de l'auteur.

DEUXIÈME PARTIE

NOTRE PLAN SOCIAL

Ce Plan contient 10 points que nous discuterons successivement dans notre 3e partie, après les avoir développés dans celle ci.

1er Point. — L'État est l'ensemble des citoyens et citoyennes d'une nation.

L'autorité est le suffrage universel le plus étendu possible. Notre forme de gouvernement est l'*Étatisme*, c'est à-dire le peuple en corps, plus fort que l'individu ou les collectivités partielles d'individus.

Système Gouvernemental

Plus de Présidence, ni à vie, ni temporaire.

Une seule Chambre.

Deux ministères composés du même nombre de ministres et entièrement semblables dans leurs attributions :

L'un sera exécutif :

L'autre sera contrôleur.

Le nombre des ministres sera fixé selon l'urgence : mettons par ministère, 10, si vous voulez ;

En tout 20 ministres.

L'Exécutif

La mission de ce ministère d'action est très simple : il est chargé de la politique extérieure, de la politique intérieure, et du maintien de la paix...

Voilà son rôle.

La diplomatie est de son ressort.

Le Contrôle

La mission de ce ministère est de la plus haute importance; seul, il peut faire appel au pays et réclamer en cas d'urgence le plébiscite.

Nullement aux prises avec les difficultés de la diplomatie, de la politique, il veille au maintien de la Constitution.

Composé exactement de la même manière que le précédent, il peut *le remplacer immédiatement* sur la décision d'un vote plébiscitaire provoqué d'urgence.

Dans le cas où le peuple ne pourrait être consulté, par défaut de temps, ce qui peut arriver en cas d'invasion ou de troubles graves intérieurs, les deux ministères sont chargés de l'exécutif pour les mesures préventives à prendre ; mais immédiatement, les députés, convoqués ou non, se rendent au Parlement pour arrêter ou combattre l'événement.

Qu'on remarque bien ici la différence de notre organisation gouvernementale avec celle qui existe.

Dans notre système, le député, élu par le suffrage universel, est toujours en communication avec le peuple dont il est le mandataire; ils étudient ensemble les projets de loi pour couper court à de nouveaux abus ou empêcher le retour des anciens; le député surveille avec le peuple les actes du ministère d'action, et il a à sa disposition le ministère contrôleur qui, comme le premier, a été nommé au suffrage universel.

Je crois qu'on trouve là une combinaison permettant de croire, à cause des attributions différentes de ces trois autorités et de leurs rapports moins fréquents, à une stabilité gouvernementale ayant plus de chance de durée que dans le système actuel, qui donne une si grande facilité au renversement des ministères bons ou mauvais.

Ce n'est plus la majorité des Chambres qui décidera et mettra un ministère en échec, c'est le peuple.

Voilà, il me semble, le problème de l'Etat Peuple bien près d'être résolu, et tel que le concevait (à l'organisation près) le Tiers-Etat, lorsqu'il protestait avec énergie, les cahiers du peuple en main, contre les prétentions des aristocrates de ce temps, partisans de l'Etat Roi.

L'Etatisme (notre système social)

2e Point. — Ce système roule sur deux pivots :

Le *Travail* et l'*Echange*, combinés pour éviter les abus excessifs de la thésaurisation.

PREMIER PIVOT

TRAVAIL

Il y en a de deux sortes : Le travail obligatoire et le travail libre.

Travail obligatoire pour tous. — Ce travail, que l'on pourrait appeler la corvée, parce qu'il déplaît généralement à tout le monde, quoique certainement le plus utile, est une Dette nationale qui donne à tous le *Droit de vivre* en travaillant, à moins d'invalidation.

Droit de vivre reconnu par Jules Simon

Jules Simon dit : « Le Droit de vivre n'est pas une objection contre le principe de la propriété, mais contre

toute organisation qui ne le reconnaîtrait pas. » Nous le reconnaissons et nous n'attaquons pas le principe de la propriété.

Jules Simon dit encore : « La propriété est naturelle dans son principe, artificielle dans ses applications. »

C'est aux applications seules que nous nous attaquons ; nous respectons donc le principe de la propriété individuelle.

Nos lois préventives (1) concernant le travail obligatoire sont justes et morales.

Justes : 1° Parce qu'il faut instruire, rendre conscient, pour que le droit de punir soit vraiment un droit ;

2° Parce qu'il faut donner à chacun selon ses aptitudes un métier utile, pour qu'il puisse acquitter sa dette sociale ;

3° Qu'après avoir instruit et donné un état, il faut assurer le moyen de l'exercer.

Morales : 1° Parce qu'elles invitent à remplir le Devoir social ;

2° Qu'elles règlent l'indépendance, tout en respectant la Liberté.

En matière sociale, le Devoir c'est l'obéissance à la Loi votée à la majorité du suffrage universel (2).

En matière religieuse, c'est autre chose : la différence est parfaitement exprimée dans les Evangiles.

Le « rendez à César ce qui appartient à César, et à Dieu ce qui appartient à Dieu », prouve que Jésus-Christ reconnaissait l'obéissance aux lois sociales ; si saint Paul a dit qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, c'est pour tout ce qui touche à la conscience, ce refuge de la liberté morale qu'on sait inattaquable ; mais comme Jésus-Christ, saint Paul se garde bien de pousser à la désobéissance aux lois pratiques, adoptées

(1) On les connait, il y en a trois. Voir *la Sociologie*.

(2) Voilà pourquoi nous réclamons des lois étudiées et votées par tous, hommes et femmes.

dans un pays : « Avertissez-les, dit-il, d'être soumis aux princes et aux magistrats, de leur rendre obéissance, d'être prêts à faire toutes sortes de bonnes œuvres. »

Il ne faut donc pas, sociologiquement, mêler les devoirs sociaux avec les devoirs envers Dieu.

Nos Lois obligatoires (concernant le Travail)

Nous en avons jeté les bases dans notre Sociologie. (Voir 1re partie).

Ce sont :

1° L'instruction obligatoire pour tous, existant déjà ;

2° L'apprentissage obligatoire (en bonne voie par l'enseignement professionnel) ;

3° Le travail obligatoire pour tous, conséquence toute naturelle des deux premières bases.

Il est bien entendu que l'obligation concerne seulement les citoyens et citoyennes remplissant les conditions d'âge, de santé et d'intelligence nécessaires pour les fonctions qu'ils auront à remplir.

Lorsque des lois sont basées sur la nécessité, la morale et la justice, et c'est ce que nous nous sommes efforcés de faire, il n'est pas dur pour les citoyens honnêtes de s'y soumettre, surtout quand ces lois sont générales.

Travail libre. — Le travail libre a pour but de donner aux citoyens désireux de se rendre utiles à la collectivité, le moyen d'augmenter leur situation normale : et pour que tous participent aux mêmes avantages, tout citoyen, après avoir acquitté sa dette du travail obligatoire, peut, même pendant son engagement, donner son temps à l'Etat ou à des individus, et cela sans préjudice des salaires du travail obligatoire, ou de la retraite (1).

Par ce moyen, le ressort si préconisé du stimulant par le désir du luxe individuel n'est pas supprimé, il est

(1) L'objection de l'égalité absolue des conditions n'a donc aucune valeur dans notre système.

tempéré, et ne produit guère dans les habitudes actuelles de perturbation que dans la classe des millionnaires et des milliardaires (1).

Salaire et Durée du Travail obligatoire

La Durée est fixée selon la nature des professions; mais dans l'ensemble d'une année elle ne devra pas excéder de 4 à 6 heures par jour pour chacun, selon les professions plus ou moins pénibles.

La Dette est de 10 années au moins, 15 ans au plus, selon le plus ou moins de grandes fatigues et de surmenage nécessités par les professions.

Le Salaire est fixé sur l'ensemble de la richesse collective.

Un minimum est assuré avant tout; à chaque individu il est égal pour tous, quel que soit le mérite personnel. *C'est le Droit de vivre.*

Ce minimum doit fournir le logement, le vêtement, la nourriture; le surcroît est destiné aux retraites, au travail libre intéressant l'État et au luxe individuel et collectif de la nation.

On n'est ni caserné comme avec Fourier, ni conciergé comme dans le système actuel; s'il s'établit des communautés volontaires, elles sont comme les individus soumises aux mêmes lois.

Retraites obligatoires

Tout citoyen qui a acquitté sa dette du travail obligatoire a droit à une retraite; c'est la continuation du *Droit de vivre;* son minimum est le même que le salaire du travail obligatoire pour les deux sexes, bien entendu. Si des lecteurs faisaient la réflexion qu'après cette large distribution de la richesse publique à tous, il ne restera pas grand'chose pour le travail libre et le luxe

(1) On verra plus loin comment nous empêcherons le retour à l'abus de la thésaurisation.

de la nation, nous les renverrions, s'ils ne l'ont pas lu, au chapitre *Progrès* (1) de la 1re partie.

Ils seront tout étonnés de trouver sous une direction mieux entendue, et surtout moins égoïste, des milliards à la disposition de tous.

Ces milliards, qui peuvent être encore augmentés par un usage mieux entendu de la science (2), donnent la certitude que notre pays, déjà bien riche en produits, peut l'être bien davantage lorsqu'il sera débarrassé des tripoteurs d'argent et des exploiteurs des corruptions humaines.

Penser autrement serait une malédiction jetée sur les riches, ce serait dire avec l'Evangile:

« Le luxe des riches est le nécessaire des pauvres », et reconnaître avec justesse que tant qu'il y aura des pauvres, tout luxe est *une injustice sociale;* et si les pauvres, comme il arrive dans notre siècle d'argent, meurent de faim autour de l'abondance, ou se suicident par misère, ce n'est plus une injustice sociale, *c'est un crime.* Du reste, saint Jérôme, un Père de l'Église, n'hésite pas, nous l'avons vu (3); il dit : *L'opulence est toujours le produit du vol; s'il n'a été commis par le propriétaire actuel, il l'a été par ses ancêtres.*

Saint Jérôme voulait sans doute dire *abus.*

C'est pour cette raison aussi, qu'en face des abus dont tout le monde souffre, nous préférons chercher une autre organisation où, comme le dit saint Paul, « l'inégalité des conditions soit moins choquante ».

Mais comment empêcher le retour des abus de la thésaurisation?

Nous allons le voir :

(1) On verra l'immense économie qui pourra résulter d'une sage administration où les intérêts individuels ne dominent plus sur les intérêts généraux.

(2) Beauregard dit : La France bien exploitée pourrait se suffire à elle-même et au-delà jusqu'à une population de 90 à 100 millions.

(3) Pages 27, 28, 1re partie. *Le Socialisme et la Morale chrétienne.*

DEUXIÈME PIVOT

L'ÉCHANGE

Valeur temporaire de l'or. — Nous en avons déjà dit quelques mots. Cette loi, d'une importance capitale, et le travail obligatoire, sont les deux assises principales de notre système.

Ces deux assises s'appuient comme nos bases sur la morale, la justice et la science (1).

En effet, la morale chrétienne accepte la sentence : « Tu travailleras à la sueur de ton front. »

Je crois qu'il y a là obligation, nul ne peut s'en affranchir *sans désobéissance.*

La science reconnaît que l'homme nu comme un ver ne peut vivre sans travailler; s'il n'y a pas là obligation, il y a *nécessité;* or, nécessité fait loi. Nul ne peut s'en affranchir sans nuire à un autre; donc, pour la morale chrétienne, travailler est une obéissance; pour la science sociale, c'est une justice; pour toutes deux *un devoir*, et c'est bien comme devoir que nous présentons *la Loi du travail obligatoire pour tous.*

La valeur temporaire de l'or est également une loi scientifique, juste et morale.

Scientifique, parce qu'elle règle les abus de la puissance de l'or, d'accord en cela avec la psychologie, qui reconnaît l'homme naturellement égoïste et prêt à abuser d'un pouvoir qui lui est confié.

Juste et morale, parce que, en réglant ces abus, elle protège la liberté contre les caprices de l'indépendance.

Le but de cette loi est de limiter la thésaurisation en ce qui est raisonnable, et de laisser malgré cela assez de jeu dans le système pour que chacun puisse distribuer à son gré son revenu. Elle a aussi pour effet de laisser

(1) Voir 1re partie, page 13. *Bases sociologiques.*

le capital or à la nation et d'augmenter ainsi la richesse de tous.

Le Capital à la Nation, les Revenus à tous

Bons et Tickets

Nous avons dit : le capital est à la Nation, mais le revenu reste la propriété individuelle de chacun.

Le revenu commun consiste dans la retraite obligatoire après la dette payée du travail corvée.

Mais au travail libre, ce revenu peut être augmenté par des services rendus volontairement à l'Etat ou aux individus.

Il n'y a donc pas égalité de fortune.

Il est facile de voir que le moyen d'augmenter son revenu ne ressemble en rien aux moyens actuels : *il faut être utile*, et c'est bien là le but proposé ; la thésaurisation de son côté non seulement est réglée, mais ne porte que sur le revènu, ce qui laisse le capital libre à la Nation ; on peut prévoir *a priori* la direction que prendra ce stimulant.

Le mercantilisme individuel ne dominant plus sur les affaires intérieures du pays, les travaux faits par le travail libre n'auront et ne pourront avoir d'autre but que d'atteindre *le vrai, le beau, l'utile* ; car quel intérêt aurait-on personnellement à corrompre et à se corrompre ? — Sous le régime actuel, non seulement cela se voit, mais on pouvait à son origine *a priori* le prévoir ; la preuve, Robespierre prévoyant les tristes effets du système que nous subissons, parlant des Encyclopédistes qui rêvaient déjà prendre la place, *Histoire de la Révolution française* (Thiers), disait :

« *Cette secte prévalut parmi les grands et beaux esprits, réduisant l'égoïsme en système, regardant la Société comme une guerre, le succès comme la règle du*

juste et de l'injuste, la probité comme une affaire de goût ou de bienséance, le monde comme le patrimoine des fripons adroits. »

Quelle belle réponse à donner à ces hommes qui, pris dans les derniers retranchements de l'argumentation, pour ne pas être réduits *a quia*, osent, à une logique qu'ils ne peuvent atteindre, répondre par ce pitoyable argument :

« Enfin, il est une observation qui a son prix : l'un des systèmes d'organisation sociale fût-il l'idéal au point de vue théorique, et ne fût-il pas hérissé d'impossibilités pratiques, la Société civilisée aurait à hésiter avant d'abandonner le certain pour l'incertain. »

Lorsque le certain n'est plus tenable, il faut bien viser à l'incertain ; mais nous venons de voir qu'*a priori* on ne se trompe pas quand on connaît les bases d'un système.

Les abus d'une société basée sur l'égoïsme avec la liberté individuelle, sans correctif sérieux, étant donnée la nature psychologique de l'homme, et Robespierre s'y connaissait, pouvaient être prévus, comme on peut prévoir dès à présent ce que serait une société, qui au lieu de favoriser la corruption, la préviendrait par des lois contraires.

Je ne suis pas partisan *du laisser aller, du laisser faire,* qui précipitent les événements sur une route de sang (1). Et je n'hésite pas à dire que toute indifférence ou parti pris d'enrayer le Progrès est une complicité et même une provocation ; et c'est assumer sur sa tête la responsabilité de tous les crimes individuels et révolutionnaires. Arrêter l'Evolution, c'est provoquer la Révolution.

Plus loin nous donnerons, sous le titre *Féodalité électorale*, les prévisions (*a priori*) de quelques économistes admettant le triomphe du tout à l'Etat.

(1) Comme en 1793.

En tout cas, nous aimons mieux ces adversaires ; au moins, ils ne s'échappent pas par la tangente ; nous répondrons plus loin.

Revenons au sujet : Les Bons et Tickets sont la monnaie courante ; les billets de banque, les coupons, etc., donnent une idée de ce que nous comprenons par ces moyens d'échange.

L'or et l'argent, le capital métal autrement dit, qui représente le capital travail (car le travail est le seul capital vrai), reste en dépôt dans les caves de l'Etat (Banque de France), sous la garde du peuple (Force nationale).

Il sert aux transactions commerciales et industrielles, c'est-à-dire au commerce et à l'industrie extérieurs, et aux besoins de la guerre en cas d'invasion.

On comprend comment, à l'aide de ces Bons et Tickets, on résoudra le problème de la thésaurisation.

Il suffit de les renouveler tous les trois, six, neuf ans, durée du reste qui ne peut être fixée qu'après débat, mais qui, selon moi, doit être en rapport avec la sagesse de la nation.

Cette loi temporaire serait, ce que l'on peut appeler, *un frein régulateur de la fortune individuelle*, à la disposition du suffrage universel au cas d'abus excessifs ; à elle seule, sans le travail obligatoire, même sans rien changer au système actuel, cette loi serait déjà un remède aux abus excessifs de la puissance de l'argent. C'est pour cela que nous l'avons appelée *Loi régulatrice*.

Les avantages de ce système sont :

1° Réduire le vol et le jeu à leur plus simple expression, en ôtant l'aliment, et en écartant la tentation ;

2° Prévenir l'avarice qui, dans le système actuel, retient, surtout dans les campagnes, une très notable partie du numéraire métal, aussi précieux pour tous que l'air que l'on respire ;

3° Régler la prodigalité, et par suite la prostitution, qui est son principal aliment ; tout le monde sait que la misère est la plus sûre des pourvoyeuses. Dans notre société actuelle, des milliards sont dépensés à l'entretien de ce vice honteux, où hommes et femmes trouvent à entretenir leur paresse. On s'étonne quelquefois qu'il n'y ait pas plus de meurt-de-faim. Cela s'explique : la prostitution en nourrit par milliers ;

4° Cette combinaison place les Etats au dessus de toutes les conspirations financières, rendues impossibles ;

5° Par ce système, on ne réclame plus l'impôt d'argent, il est remplacé par l'impôt travail, lequel ne ruine pas l'individu ; au contraire, il l'enrichit.

Nous venons de voir que *la valeur temporaire de l'argent*, rendue possible à l'aide des Bons et Tickets renouvelés, selon une convention acceptée par tous, combat les abus de l'enrichissez-vous à outrance, tempère l'avarice, règle la prodigalité, le luxe individuel et dispense de toutes lois d'exception.

Cette loi a encore un avantage : elle permet à tous ceux qui trouvent dans le travail libre un désir d'augmenter leur bien-être, de le perpétuer jusqu'à leur mort, d'obtenir de l'Etat une rente de 1 à 1 1/2 %, ceci serait réglé ultérieurement. Cette rente sera accordée à tout individu qui, au bout de la période monétaire, présentera en or, argent, valeurs étrangères, bons et tickets, le produit d'économies ou d'encouragements pécuniaires mérités pour des travaux manuels ou intellectuels librement vendus par les auteurs. Ainsi l'économie individuelle ne sert plus aux tripoteurs d'argent, mais au travail même.

De cette manière, nous supprimons dans la nation l'agio, et si du capital or étranger rentre chez nous, il enrichit tout le monde. On peut répondre que cette rente doit être fixée pour être juste sur le marché des

autres nations; peut-être, cela nous est égal; par notre système, ce n'est plus l'or qui est l'important, c'est le produit.

D'ailleurs, y a-t-il sérieusement lieu de s'en préoccuper? L'or devient si commun partout, qu'il ne vaut bientôt plus rien; réduit déjà au-dessous de 3 0/0, on rêve de le faire arriver à 2 0/0. C'est bien près de ce que nous offrons, et on sait que c'est à ce but également que tendent les financiers des autres nations : diminuer toujours l'intérêt du capital; ils sont roués, et je ne vois que les agioteurs, les accapareurs d'argent, les orgueilleux, qui n'accordent de prix aux choses que selon leur valeur intrinsèque, qui auraient à se plaindre qu'ailleurs ils pourraient trouver un meilleur placement. En vérité, ceux là ne peuvent pas beaucoup nous intéresser; quand ils déserteraient leur patrie pour assouvir leur insatiable cupidité, je ne vois pas ce que la collectivité y perdrait.

La France, comme disait Louis XVIII, est une bonne vache à lait; elle n'a pas besoin de se prostituer pour vivre.

Les milliards donnés à la Prusse en 1871 ne l'empêchent pas d'être encore, par sa richesse productive, à la tête des nations.

S'il y a disette en France pour une majorité de la population, qu'on le retienne bien, ce n'est pas de produit, c'est d'argent dans les poches des prolétaires et des meurt-de-faim, bien entendu. Voilà ce que l'on ne peut voir dans notre système.

Tout le monde sait que, depuis le machinisme, la production dépasse la consommation sur toute chose, l'individualisme n'a aucun intérêt à l'augmenter jusqu'au bien-être de tous. Peu lui importe les crève-de-faim, la loi de Malthus règlera tout cela, voilà son patriotisme. L'Etatisme, autrement dit l'intérêt de tous, au contraire, la doublera, la triplera s'il le faut, car le travail de la machine bien réglé, nous l'avons vu plus haut, a des milliards en réserve.

Voilà la différence. Puisse le peuple le comprendre!

Propriété et Héritage

3e Point. — La propriété se présente sous trois formes :

Collective,
Foncière,
Individuelle.

Propriété collective

Sous ce nom, nous entendons le droit à la jouissance, les musées, bibliothèques, jardins publics, etc.

Propriété foncière

C'est-à dire la terre et les immeubles fixés au sol que l'on distribuera selon la situation sociale de chacun.

Cette propriété est temporaire (1), c'est-à-dire retourne à l'Etat lorsque les propriétaires, par la mort ou pour des raisons quelconques, cessent de l'habiter. Tout immeuble construit sur le sol, sans exception, retourne à l'Etat à la mort du propriétaire, même quand le propriétaire l'aurait reçue, achetée ou fait faire à son choix et à ses frais.

Propriété individuelle

Tout ce qui est meubles, objets de luxe ou usuels, bons et tickets.

Les retraites et les rentes seules retournent à l'Etat.

Héritage

On hérite, selon le degré de parenté, de tout ce qui est du ressort de la propriété individuelle, la retraite et la rente exceptées.

(1) Le Père Didon, *Vie de Jésus*, dit : Jésus reconnaissait la propriété, mais il la voulait temporaire. Le seul, le vrai propriétaire, c'est Dieu. Nous, nous disons : Le seul, le vrai propriétaire, c'est l'Etat.

Nous allons voir les avantages que l'on recueille de cette organisation de la propriété :

1° Impossibilité d'un retour à la grande propriété ni aux colossales fortunes ;

2° La colonisation n'est plus une source d'agiotage et de ruine.

Impossibilité d'un retour à la grande Propriété et à la grande Richesse or, individuelles

Notre but est d'empêcher le retour à la grande propriété foncière individuelle, franche ou dissimulée ; pour cela il faut pousser à la décentralisation, et obliger à étendre les villes le long des chemins de fer et des grands fleuves,. afin d'ouvrir de nombreuses communications avec les campagnes, que nous voudrions voir se peupler, sortir de leur profond isolement, et participer enfin, comme tous les citoyens des villes, aux agréments de la civilisation et des progrès de l'époque. Avec nos réformes cela est possible, et l'hygiène morale et physique y gagneront largement sur ce qui existe. L'hygiène morale en écartant la promiscuité, l'hygiène physique dans l'assainissement de l'air ambiant, et surtout dans la supériorité des produits alimentaires si souvent falsifiés, et même empoisonnés *par la cupidité de l'individualisme*. Tout le monde sait que les bons produits vont à l'étranger, qu'ils se convertissent en or, et que cet or n'est point pour le travailleur; il ne lui reste que le frelaté et le rebut, si encore il le peut payer, car il est fort cher. Voilà les merveilles de l'individualisme, ce soi-disant grand facteur du progrès au XIXe siècle.

On parle de progrès : Y a-t-il quelque chose plus en contradiction avec la science moderne que des villes de 3 ou 4 millions d'âmes vivant dans un espace relativement petit, obligeant à des maisons de 7, 8 et même

10 étages comme en Amérique, tandis que les grandes voies de fer sont désertes ? N'est-ce pas un non sens?

Faut-il s'étonner que ces Babylones d'un autre âge recèlent les vices les plus honteux et les crimes les plus épouvantables?

Faut-il s'étonner aussi que la répression soit à peu près nulle? Ces villes trop petites à force d'être peuplées peuvent renfermer 3 à 400,000 coquins à la disposition du plus offrant et bouleverser en un clin-d'œil l'ordre le mieux établi. N'est-ce donc rien que des réformes qui détruisent ces germes de guerre et de corruption ?

La Colonisation

On voit ce que quelques lois sages peuvent apporter de bienfaits, et ce que des lois égoïstes peuvent engendrer de maux.

Ici encore, on peut voir l'Individualisme faire une pitoyable et criminelle application des grandes découvertes du siècle, en maintenant et accumulant les populations sur un point, quand ces progrès étaient venus précisément pour les étendre.

La colonisation sous l'individualisme est funeste et ruineuse; non seulement elle affaiblit le sentiment de la Patrie, mais elle étend comme une lèpre l'égoïsme individuel, la plus grande plaie des sociétés.

Avec l'Etatisme, la colonisation change d'allure: la Patrie ne perd pas son nom, elle s'étend.

Le travail obligatoire ouvre aux esprits aventureux l'occasion de se rendre utiles, il ne les laisse pas égorger faute de forces, et végéter faute d'argent (1).

La colonisation n'est plus un moyen politique aux mains de l'enrichissez-vous ; elle est un moyen d'extension et une source de richesse, non pour les accapareurs d'or, mais pour tout le monde.

(1) Explorateurs égorgés.

La colonisation est nécessaire, mais plus cependant à certaines nations qu'à d'autres ; il faut donc qu'elle soit réglée en vue des intérêts généraux et non particuliers.

Les famines de l'Inde, sous la royale Angleterre, sont la honte de l'*Individualisme à outrance.*

Cette puissance, qui depuis 40 ans accumule l'or par monceaux, est la honte de l'humanité.

Mais nous, France, pays si heureusement situé géographiquement, pour lequel la colonisation n'a pas une importance si capitale, quelle raison avons-nous de la suivre ? Pourquoi tant d'or, là où le produit abonde ?

Pourquoi se débarrasser du bon produit dont tout le monde manque pour le convertir en un or tellement abondant qu'il n'a plus de valeur ? Dérision amère !... Dans notre belle France si féconde, on meurt d'anémie et de faim, et dans l'opulente Angleterre, *qui ne devrait manger que de l'or,* on se gorge et on meurt d'apoplexie ; quand comprendrons-nous les avantages de notre pays et perdrons-nous la manie d'une imitation stupide ?

Famille, Communautés, Associations

4e Point. — Respect le plus complet des usages qui n'entravent pas la liberté collective.

Exemples :

Liberté dans les unions ;

Paternité libre ;

Maternité seule responsable de l'identité (état civil) et de l'enfant si la mère s'en charge ;

Liberté complète à tous d'élever ou de confier à l'Etat ses enfants ; mais si le père ou la mère s'en chargent, ils s'en rendent responsables tout le temps qu'ils les gardent jusqu'à l'âge de leur majorité. Le but de cette loi est de prévenir les infanticides et d'extirper de nos mœurs le déshonneur attaché à la maternité délaissée.

Mariage

Il est libre, officiel ou religieux ; devant la loi, ces formes sont égales.

Le divorce devient inutile ; la question des enfants étant résolue par l'Etat, pour quiconque ne veut pas s'en charger.

Le mariage officiel, c'est-à-dire cérémonial, est réservé aux personnes qui ont besoin, pour se croire mariées, d'une autre sanction que celle de leur propre famille et de leurs véritables amis. Beaucoup aussi ne se croiraient pas mariées sans la sanction de l'Eglise ; nous n'avons rien à voir à cela, tout ce qui touche aux mœurs et aux habitudes est pour nous *littéralement respecté* ; ainsi nous ne changeons rien à l'ordre de parenté admis par l'usage ; on a pu le voir au chapitre *Héritage*.

Communautés, Associations

Les communautés sont admises. Considérées comme de grandes familles, elles sont soumises aux mêmes règlements et aux mêmes lois que tous les citoyens et citoyennes.

Elles doivent faire connaître leur but par des statuts, elles ne peuvent échapper au contrôle de l'Etat, qui sera d'autant plus sévère qu'elles seront plus impénétrables.

Il y a des natures qui aiment le complet isolement (célibat), il y en a d'autres qui se plaisent entourés de leurs propres enfants (mariage), et enfin d'autres qui aiment la fraternité à l'exemple des premiers chrétiens, et qui préfèrent la communauté ; c'est l'affaire de chacun ; les *Dettes à l'Etat payées*, chacun est libre de dépenser son revenu à sa guise ; je dirai plus... si des associations se formaient ouvertement dans un but purement moral, humanitaire, elles pourraient obtenir un surcroît d'installation pour leur faciliter la voie.

Charité

Il est fait appel à tous les dévouements sans distinction de sexe, pour secourir d'une façon permanente les enfants abandonnés à l'Etat, les malades, les infirmes de corps et d'esprit, en un mot tous les affligés.

Pour cela, il est créé des asiles maternels, des maisons de santé pour les vieillards et pour les infirmes; des hôpitaux pour les maladies qui ne peuvent être bien traitées autrement que par l'Etat.

Convaincu que cet appel désintéressé à la charité sera entendu, surtout dans notre France, nous avons pensé qu'une entière *liberté morale* devait y présider.

Pour cela, il y a dispense de toute charge publique pour ceux ou celles qui se dévoueront à ces nobles fonctions.

Qu'elles vivent en communauté ou isolément, il leur est accordé la vie confortable de tous, considérant leur œuvre comme acquittant toutes les dettes sociales.

Il sera donné à ces personnes l'instruction pratique concourant au but humanitaire qu'elles se proposent d'atteindre.

Si elles renonçaient à leurs fonctions pour des raisons autres qu'une impossibilité matérielle, elles seraient immédiatement astreintes à payer les dettes dont on les a affranchies.

Une catégorie de ce personnel choisi librement ayant prévenu à l'avance de ses intentions, sera désignée pour aider et secourir les personnes chez elles; dans ce cas, elles jouissent des avantages du travail libre, c'est-à-dire du droit d'augmenter leur avoir. Cette catégorie, bien entendu, n'est pas exempte des dettes sociales, mais ces dettes payées, elles n'ont plus aucun engagement avec l'Etat.

Essor de l'Intelligence

5e Point. — Le travail obligatoire est à la disposition du travail libre pour l'accomplissement des œuvres exceptionnelles de l'intelligence.

Il sera organisé des concours accordant au plus méritant la direction de son œuvre, et tout ce qu'il lui faut pour la produire.

Si l'œuvre n'est pas le fait d'un concours, elle sera jugée par une Commission experte nommée à cet effet, et le travail obligatoire mis à la disposition de l'auteur de l'œuvre.

L'œuvre achevée, le succès constaté, l'utilité reconnue, exemptent l'auteur et l'inventeur pour toujours du travail obligatoire, s'il y appartient, et donnent droit immédiatement à la retraite.

Si l'œuvre est importante, une invention par exemple, dotant le pays d'une chose d'un intérêt général, il sera accordé à l'auteur, à l'inventeur ou à l'artiste, une allocation fixée par un tribunal compétent et dont il lui sera tenu compte en rentes sur l'Etat, d'après les règlements précédemment exposés.

Les décorations, médailles, etc., sont purement honorifiques.

Expositions permanentes

Des expositions permanentes seront établies pour toutes les œuvres hors ligne.

S'il s'agit d'œuvres littéraires, un tirage indéfini sera fait et distribué à très bas prix à tout le monde.

Les œuvres de moindre valeur seront dans toutes les bibliothèques nationales à la disposition de tous.

Il en sera de même pour les œuvres d'art et autres de moindre valeur : des musées seront mis à la disposition de ces œuvres, pour que, dans le cas d'une protestation de l'opinion publique contre un jugement mal rendu,

un deuxième jury composé de nouveaux membres compétents adjoints au premier, décide à nouveau à la majorité du sort de l'œuvre.

Examinons ce qui doit résulter de ces mesures ; nous avons montré 1re partie (*Progrès*, page 20) la gâcherie des produits et de la main-d'œuvre des hommes; ici, c'est bien autre chose, l'individualisme arrive à des chiffres que l'on n'ose regarder, tellement ils sont insensés.

Je ne veux parler pour le moment que de la littérature à la mode, qui pousse tant d'écrivains à gâcher leur talent, leur génie même. Qu'est-ce que c'est que la *littérature à la mode?* Ce qui plait au plus grand nombre, non pas comme on pourrait le croire, de connaisseurs, mais à *M. tout le monde*, celui que Voltaire reconnaissait son maître pour l'esprit. Mais laissons là cette perfide flatterie.... Le bon public serait vite élagué s'il n'avait que son esprit pour le rendre intéressant auprès de ces vampires. Il faut plus à ces beaux messieurs de l'individualisme à outrance, *ce sont les sous de M. tout le monde, sous* qui, pour le monde des éditeurs, atteignent des milliards.

Faut-il recommencer à présenter le nombre des machines à imprimer, des machines à fabriquer le papier, la reliure, du charbon et des moteurs nécessaires à leur activité, le nombre des hommes utiles pour conduire ces machines, et l'esclavage par misère qui en résulte ? On me dira : mais il faut bien des livres? Oui, sans doute; mais l'imprimerie est sacrée, elle n'a pas été inventée pour corrompre et mettre le désordre dans les idées et dans les esprits ; ses effets mal dirigés sont aussi funestes à tous que les alcools empoisonnés, frelatés et falsifiés; il ne s'agit pas d'entraver la liberté de la presse, d'arrêter la pensée, mais d'apprécier sainement des œuvres avant qu'elles soient livrées à tous.

Vous le faites pour l'hygiène physique, faites-le pour

l'hygiène morale; vous le faites pour les arts de la forme, faites-le pour la parole écrite. Je comprends qu'avec l'individualisme vous ne pouvez arriver à tempérer ces abus toujours croissants qui vous débordent et qui vous font commettre les répressions les plus graves, puisqu'elles s'attaquent à la libre pensée, mais avec l'Étatisme, tous les éléments de corruption, de vénalité étant écartés, la littérature saine reprendrait ses droits.

C'est pour cela que des *lois préventives* sont préférables aux *lois répressives*, et ici encore, c'est une loi préventive que nous appliquons pour faire cesser ces abus: *Le Concours.*

Le Concours

Le concours pour l'essor de l'intelligence est ce qu'il peut y avoir de plus juste et de plus sage; mais il faut qu'il soit soutenu par le droit de vivre, afin que la misère, cette marâtre qui a prostitué tant d'artistes et tant d'écrivains, perde ses droits sur les âmes honnêtes et de bonne volonté. Il faut que les fruits du caprice et de l'indépendance, où la cupidité a la plus grande part, et qui ne s'arrête devant aucune considération morale, soient réglés, parce qu'ils touchent à la *liberté individuelle et collective.*

Dira-t-on encore que de ce côté s'arrêtera le progrès, parce qu'il n'y aura plus de crève-faim (selon l'expression littérale du mot) parmi les hommes de vraie valeur?

Non seulement c'est une injure que je n'accepte pas, pour l'honneur du vrai mérite, mais un fait auquel l'expérience donne un démenti.

Les plus belles œuvres ont trouvé leur Mécène à des époques où *M. tout le monde* ne se flattait pas d'avoir plus d'esprit que le génie inspiré ; aujourd'hui, l'on voit ce peuple, gâté par la flatterie des roués qui se moquent de lui, chercher des hommes compétents pour juger

l'œuvre d'un cordonnier, et se faire juge lui-même d'œuvres d'art et de littérature?

Il est vrai, et c'est là son excuse, qu'il ne croit pas payer cher; cela l'amuse, cela le corrompt, je pourrais ajouter cela l'enivre, lui fait oublier ses misères; il est content de pouvoir, pour quelques sous, s'abrutir et ne plus penser.

Mais croit-on que faire un pareil usage du génie et de l'industrie des hommes soit, comme le dit Spencer, « *le nec plus ultra de ce qu'on peut attendre* ? » Quelle dérision!....

Les lois préventives que nous proposons étant égales pour tous, n'entravent point la liberté; elles règlent le caprice, et arrêtent surtout la corruption.

Sous l'influence de ces lois, non seulement les produits intellectuels et manuels seront sains, relèveront le moral et le physique de tous, mais encore ils apporteront une économie d'hommes, de temps et d'argent pour des produits plus utiles, et augmenteront la richesse générale. Dans le système actuel, l'inutilité, l'ordure, le camelot bon marché augmentent la richesse de quelques-uns, ruinent la masse générale, et entraînent les gouvernements dans une dette publique augmentant de plus en plus.

On dit habituellement : le bon marché ruine; c'est vrai parce que le produit est mauvais; mais dans notre organisation, le produit est toujours bon, bon marché et en abondance, puisqu'on n'a aucun intérêt à le faire mauvais; on voit d'ici la différence.

Je ne parle pas du très beau, du très riche; ces productions rares ne sont jamais encombrantes, chacun ne pouvant s'en procurer que selon ses moyens. Notre but n'est pas de supprimer le luxe, c'est de supprimer la misère.

L'Evangile dit que le luxe des riches est le nécessaire du pauvre; nous l'avons déjà dit : si c'est encore ainsi,

cela tient à l'accaparement de l'or par quelques-uns, car il n'y a pas disette de produits, il y a disette d'argent dans la poche du besogneux et, je le répète, le produit peut être doublé et même triplé par le travail obligatoire; puisque la machine, que l'on peut multiplier sagement, ne se lasse ni ne se fatigue. Le luxe n'entrave plus ici le nécessaire du pauvre.

Les puissants le savent très bien; les crises économiques et financières, qu'ils sont impuissants à éviter, leur en ont donné la preuve; mais ils ressemblent aux puissants du moyen âge qui savaient fort bien qu'ils n'utilisaient pas toute la richesse du sol. Que leur importait!.... N'avaient-ils pas pour eux l'abondance? Ils répondaient par le fameux: « Il y a trop de monde, » et ils appelaient les guerres, les épidémies, la famine à leur aide jusqu'au jour où le peuple, plus éclairé, y a mis bon ordre (1789).

L'essor de l'intelligence ne doit pas être entravé, mais il doit, comme le feu, être réglé; dans la société actuelle, il est entravé par la misère et par l'intérêt capitaliste et n'est réglé par rien.

L'Enseignement à l'Etat

Nous n'avons pas à faire de loi préventive pour cette catégorie du travail obligatoire; elle est faite, il suffit de l'étendre. L'instruction obligatoire a ouvert la voie à ces réformes; comme l'a dit Jules Simon, forcément on ne s'arrêtera pas là.

Cette réforme a déjà porté ses fruits; mais qu'ils sont loin d'être ce qu'ils seraient si l'enseignement avait été confié entièrement à l'Etat!

Ces demi-mesures sont toujours funestes; elles établissent des situations fausses, obligent à des lois d'exception, ne se comprennent pas et donnent le prétexte aux mauvaises volontés d'en retarder l'application. En

effet, l'individualisme prétend respecter la liberté individuelle, pourquoi, alors, l'Etat fait-il concurrence à l'individu ; et pourquoi l'individu, qui a raison de se plaindre de l'Etat, veut-il avoir la direction d'une chose aussi grave que celle de diriger et instruire la jeunesse ?

On voit toutes les difficultés qui doivent naître de ce conflit.

« *Le cléricalisme, voilà l'ennemi* » est né de là ; il y a longtemps que je dis : l'ennemi, *c'est le Capitalisme, autrement dit, l'Individualisme absolu.* Visez là et vous aurez bientôt raison de la juiverie et du cléricalisme, ils sont frères... en un mot de tout ce qui a la prétention d'être un *État dans l'État.* Il y avait une puissance autrement forte que toutes ces petites coteries ; c'était la puissance de l'épée protégée par une loi prétendue divine. L'épée a été rendue définitivement à la nation par la loi du service obligatoire pour tous, j'ai déjà eu l'occasion de le dire et on ne saurait trop le répéter. L'or, cette puissance aussi terrible entre les mains des nouveaux despotes, aura le même sort. *Le Travail obligatoire pour tous* fera tomber du même coup toutes les velléités de féodalités si funestes aux Etats.

Donc, nous donnons l'enseignement entièrement à l'Etat.

Les fonctions du personnel enseignant font partie du travail obligatoire, les professeurs y payent naturellement la dette du travail. Comme dans toutes les professions où l'intellect domine, chacun peut s'affranchir du travail obligatoire, de la corvée en un mot, non par le privilège de l'argent, comme il arrive dans notre modèle de société, mais par des services rendus à la collectivité ; plus haut, nous avons parlé (*Essor de l'Intelligence*, page 66) des jugements et des avantages échus aux lauréats. Elu, on jouit immédiatement de sa retraite, augmentée de la rente sur l'Etat qui est accordée pour services exceptionnels.

Si on est appelé à cause de ses mérites à des postes supérieurs, on touche les honoraires dus à ces fonctions.

On le voit, ce que nous voulons, c'est du plus petit jusqu'au plus grand utiliser les forces et les intelligences au profit de la richesse générale.

Sous l'individualisme, c'est le contraire : des milliers de forces et d'intelligences restent très longtemps inactives, faute d'ouvrage ou d'occasion de se produire. Au point de vue moral, qui ne voit les bienfaits de notre organisation. L'alcoolisme, cette plaie du siècle, qui abrutit et conduit à la folie ; toutes ces maladies mentales qui désolent notre temps, n'ont d'autres causes que celles que nous signalons, le dégoût de sa propre inutilité quand on se sent quelque chose dans la tête. Emile Henry en est un triste exemple.

Le capitalisme s'en réjouit, il trouve là un aliment à son principe égoïsme ; il cache sous le principe sacré de la liberté individuelle les sources fécondes où il satisfait son insatiable cupidité ; peu lui importent les conséquences funestes qui en résultent ; l'abrutissement d'un peuple, ce n'est rien pour lui auprès du respect de *la liberté* comme il l'entend...

L'Anglais, ce capitaliste par excellence, connaît cela ; l'opium ne l'a-t-il pas fait le premier peuple de la terre, c'est-à-dire — ne confondons pas — le plus riche en or ?

Méfions-nous donc de la politique de ce peuple qui ne peut exister que par des moyens criminels qui, s'ils étaient suivis par les autres puissances, nous conduiraient fatalement à un esclavage pire cent fois que l'esclavage antique.

La Presse

Voilà une grande question.

Comment va-t-elle trouver place dans notre organisation ? Ma foi, très naturellement. Commençons par le journal.

Le Journal. — Ces organes seront multipliés autant qu'il sera nécessaire par les presses du travail obligatoire et réglés par l'opinion.

L'opinion peut être considérée comme des collectivités ne se connaissant pas, mais s'entendant intuitivement.

Ces collectivités devront être assez nombreuses pour justifier l'impression. Constituées numériquement (voyez *assemblée*, page 77), elles choisiront un rédacteur en chef qui représentera leur opinion.

Après la déclaration et l'engagement par ces collectivités de suivre les règlements préalablement votés par la corporation, l'Etat prend à sa charge l'impression et la distribution à tous les abonnés ou lecteurs.

Les rédacteurs appartenant au travail libre (1) seront rétribués par les lecteurs intéressés à soutenir cet organe.

Que ces publications soient quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles, leur vente sera fixée par le travail obligatoire au minimum possible.

La censure ne portera que sur les obscénités ; sauf cela, liberté entière de la Presse.

Dans le système actuel, les journaux ne vivent que parce qu'ils flattent les instincts curieux, grossiers, malsains de notre nature ; tout le monde sait cela.

On comprend que l'Individualisme trouve là une mine d'or à exploiter, et nous connaissons tous leur habileté et leurs géniales inventions.

Les abus qui découlent de ce système ne font que croître et embellir, et les lois répressives qui, bien plus que les nôtres, touchent à la liberté individuelle, sont rejetées au nom de cette liberté même, si bien qu'il n'y a rien à faire que *laisser faire, laisser passer*, et la corruption va son train.

(1) On sait que le travail obligatoire n'empêche pas de travailler librement après la dette journalière payée.

Dans notre système, la même liberté existe; seulement on n'a plus le puissant mobile de l'enrichissez-vous à outrance pour pousser un éditeur à souiller la plume d'un écrivain, obligé de se rendre intéressant quand même pour faire vivre son journal.

A celui qui répondrait: « Mais le journalisme tombera, » on pourrait répliquer qu'il n'a pas toujours existé en souverain comme aujourd'hui; et que s'il tombait, pour ne pas flatter les bas instincts, la généralité ne s'en porterait pas plus mal; ce qu'il importe de faire, ce n'est pas de tuer le journalisme, qui a sa raison d'être, mais de combattre toutes les causes qui en font un instrument de corruption individuelle; nous sommes de ceux qui croient que la corruption vient d'en haut, parce que c'est là qu'est leur corrupteur, et surtout les moyens de corrompre. Il ne faut pas confondre les corrupteurs avec les corrompus.

Le Livre. — Le livre étant le plus souvent l'œuvre d'une pensée individuelle, trouve dans notre organisation la plus complète liberté. Les manuscrits sont présentés à un jury compétent pour chaque matière. Cette commission n'est chargée que d'en contrôler *la valeur utile*, littéraire ou scientifique.

Une commission spéciale, prise dans le travail obligatoire concernant la presse, sera chargée de corriger les fautes grammaticales qui pourraient exister dans des ouvrages *bons, malgré cela, à cause de leur fond.*

Ceci dans le but de laisser à la pensée le plus grand essor.

Pour qu'un travail soit rejeté, il faut qu'il soit complètement nul, ou encore pour cause d'obscénité.

Les manuscrits renvoyés à leur auteur pourront toujours être présentés à l'examen d'un nouveau jury; seulement, on mettra une année d'intervalle entre chaque présentation.

Cette mesure est pour empêcher qu'une œuvre bonne, mais présentant une allure originale, et à laquelle il peut avoir manqué une ou deux voix, ne soit enterrée.

Dans le système actuel, non seulement que de bonnes et utiles choses ne seront jamais imprimées, mais que de mauvaises, dégoûtantes, insignifiantes et nulles reçoivent les honneurs de l'impression!....

Tout le monde connaît l'éditeur, ce produit de l'individualisme; c'est à lui qu'est confié le livre, et ce qui l'occupe surtout, c'est le succès de la vente. Souvent nul, toujours cupide, il ne connaît que *l'enrichissez-vous*..., et, fait incroyable, cette chose si importante que le livre, qui demanderait tant de soins, de prudence dans l'exposition des idées, est confiée à qui? à des hommes d'argent qui n'ont le plus souvent d'autres titres que leurs millions.

Faut-il s'étonner des résultats pitoyables d'une si effroyable anarchie, bien plus funeste à l'humanité que les bombes des anarchistes?

Je répète ici ce que j'ai dit du journal : « Otez l'occasion et l'abus cessera. »

Des bibliothèques seront organisées partout, le livre prêté gratuitement; si on l'emporte, une faible somme est mise en depôt.

Arts

Il y aura des expositions annuelles indépendantes exemptes de tout jury.

Liberté la plus entière de la facture et des procédés.

La pensée libre.

Un jury sera seulement chargé d'écarter toutes les obscénités; il n'a rien à voir au mérite des œuvres.

La récompense consiste simplement dans le classement des œuvres d'un mérite reconnu, dans des musées de 1er, 2e et 3e ordre, par un jury nommé au suffrage de tous les artistes.

Ces expositions ont lieu dans toutes les villes et centres populeux.

Toute œuvre achetée par l'Etat en vue d'un musée exceptionnel sera payée à son auteur, sur la valeur que lui aura accordée un jury composé de connaisseurs en arts et nommé au suffrage des artistes ayant au moins obtenu les honneurs du 3e ordre.

Les œuvres de 1er ordre exemptent leur auteur du travail obligatoire, donnent droit à la retraite augmentée du prix d'acquisition.

Théâtres

Il y en a de plusieurs ordres, quatre par exemple.

Le quatrième ordre sera nombreux, il y en aura partout et le prix des places à la portée des plus petites bourses.

Le contrôle ne portera que sur les obscénités indiscutables.

Liberté complète de la pensée, ces petits théâtres de 4e ordre ont pour but de donner des distractions à tous, et puis de faciliter les essais, les tentatives du talent.

Toute pièce qui aura obtenu un succès public sera examinée par un jury compétent pour son classement dans une des trois classes désignées.

Il en sera de même pour les acteurs, les artistes seront recrutés partout où ils se découvriront ; ils débuteront d'abord dans les petits théâtres, et pourront s'élever jusqu'aux théâtres de premier ordre ; ces derniers seront pensionnés par l'Etat selon leur ordre de mérite.

Les plus grands honneurs seront décernés aux génies qui se seront montrés patriotes.

Ceci s'adresse à tous les hommes de génie en général, qui auraient la malheureuse idée de se montrer ingrats envers leur Patrie, et de faire acte de vénalité.

Voici une petite anecdote arrivée sous le régime actuel de l'offre et la demande, et qui montre bien l'égoïsme des

capitalistes, cette classe qui mérite certainement mieux être nommée les sans-patrie que les anarchistes.

Du reste, tout le monde sait le rapprochement qu'il y a dans les idées de ces deux partis extrêmes de la société.

Les anarchistes veulent s'affranchir des lois, pour suivre tous leurs caprices. Les capitalistes, les juifs, comme les appelle Drumont, veulent se placer au-dessus des lois afin de s'en affranchir impunément pour les mêmes raisons, et ils y sont arrivés. Je reviens à mon anecdote. Ceci se passait entre M. Claretie, et Sarah Bernhard que la cupidité poussait à l'étranger. Comme on lui demandait pourquoi il ne s'était pas entendu avec Sarah Bernhard pour un engagement au Théâtre Français, il répond :

« Nous serions tous très heureux de voir rentrer au bercail une artiste de la valeur de Sarah Bernhard.

« Mais ce que nous ne pouvons admettre, c'est qu'elle ne consente à y reparaître que pour une seule création *(La Reine Juina)*, drame en vers de M. Parado, qu'elle emporterait ensuite à travers le monde, après s'être fait en quelques mois un nouveau piédestal au Théâtre Français. »

Le génie a une part de gloire que l'on ne peut retenir par aucune loi ; mais quand il est question de se donner au plus offrant ou de spéculer, en posant des conditions impossibles pour l'honneur, c'est au peuple qui fait et défait ses idoles de châtier comme l'a fait M. Claretie, et de ne pas supporter ces espèces de trahisons.

Ceci dit pour ceux qui croient que la vénalité seule commande le génie.

Assemblées

Sixième Point. — Des locaux sont désignés pour toutes les assemblées, et en aussi grand nombre que l'on jugera nécessaire.

Cultes, conférences, meetings, réunions populaires, ont tous des locaux appropriés à leur usage.

Les cultes ont les églises, les temples, les mosquées. Les conférences des locaux spéciaux aussi nombreux que possible; la parole doit, comme l'écrit, être répandue à torrents.

Les meetings, réunions populaires, de vastes locaux à la disposition de tous; ces locaux seront disposés pour que les discussions contradictoires soient réglées, que l'ordre y règne et que des rapports très circonstanciés constatent le travail fait et le résultat des votes.

Dans l'organisation actuelle, cette partie qui intéresse au plus haut point le suffrage universel est négligée. Dans la nôtre, au contraire, considérant les volontés du peuple souverain comme sacrées, nous voulons que rien ne manque pour arriver à connaître leur véritable expression.

L'organisation actuelle, livrée à l'initiative privée, a abouti, après 23 ans de République, à une diffusion de doctrine qui a amené dans les esprits des désordres tels que si elle continue on n'en pourra plus sortir.

Nous ne voulons plus d'églises, nous demandons que les adversaires soient face à face avec le peuple pour juger.

La quintessence des discussions sera résumée au suffrage universel sous forme de formules, aussi rien ne sera-t-il négligé pour le confortable de ces assemblées populaires.

Ces bâtiments communiqueront télégraphiquement et téléphoniquement, de manière à obtenir au besoin très promptement un vœu ou un vote plébiscitaire (1).

(1) Par ce moyen la commune et la région deviendraient d'excellents *laboratoires de réformes sociales*, selon l'expression de Barrès; car comme lui nous voulons *l'autonomie régionale et communale dans l'unité nationale*, ce qui ne peut exister sérieusement qu'avec l'Etatisme.

C'est par le jeu bien compris de cette institution que le peuple conquerra la véritable souveraineté, qu'il se maintiendra et se défendra contre les velléités de tout retour au despotisme, soit d'une royauté, d'un empire, et même de parlements organisés pour le corrompre ou l'annihiler.

L'Etat-peuple prend lui-même l'initiative des grandes réformes lorsqu'il le juge convenable, il consacre à cela un temps utile pour l'étude par lui-même de ces réformes radicales qui doivent faire cesser les abus dont la majorité a à se plaindre.

C'est sous forme de cahiers, comme en 1789, que l'on opérera (1).

Là est le salut pour le présent, là est la sécurité pour l'avenir.

Morale et Justice

SEPTIÈME POINT. — *Juges, Prêtres et Avocats.*

Que deviennent ces personnages dans notre organisation?

Faut-il les supprimer ? Non.

Notre principe est de ne rien supprimer que l'entièrement inutile, mais de tout régler et laisser les choses qui ont fait leurs temps tomber par non application ou inutilité.

LE PRÊTRE. — On a dit : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi. » Pourquoi est-il l'ennemi ? *Parce qu'il est un Etat dans l'Etat* qui fait sa puissance. L'or, dont il est aussi avide que le capitalisme; l'or, dont il fait le même usage et qu'il attire à lui par les mêmes moyens, ce qui fait appeler les cléricaux, par Drumont, les Judéo-catholiques.

Otez-leur l'enseignement qui les enrichit, ôtez-leur le trafic ; en un mot, qu'ils payent leur dette :

(1) Lire notre vœu, à la Chambre des députés, paru en 1895.

A l'instruction obligatoire,

A l'apprentissage obligatoire,

Au travail obligatoire,

Au service obligatoire comme tous, et ils jouiront ensuite des avantages de tous les citoyens, c'est-à-dire du travail libre. On sait en quoi il consiste (2e partie, page 51). Là les bons prêtres indépendants et libres sauront exercer leur vraie mission d'apôtres.

L'Etatisme l'y encouragera.

Le travail obligatoire cesse à 30 ans ; cet âge est convenable, il nous semble, pour la mission du prêtre.

Il pourra donc librement exercer, non sa profession comme dans la société actuelle, mais sa mission. Je vous garantis que cette obéissance aux lois reconnues à la majorité du suffrage universel, les aura bientôt placées dans le rang social qu'ils doivent occuper. Ils redeviendront ce qu'ils auraient dû rester, des apôtres, et pour cela, nous leur conservons les églises.

Quant aux rites et aux cérémonies, n'étant plus une source de capital, ils se régleront selon les temps, et il n'y a aucun inconvénient à les tolérer. Nous avons vu plus haut ce que pense à ce sujet le père Didon (1re partie, page 36).

Le mal du cléricalisme n'est pas tant ce qu'il coûte à l'Etat, sociologiquement parlant, mais il est dans le trafic qu'il fait, c'est-à-dire dans son rôle capitaliste exploitant la crédulité.

Il va sans dire que le traitement du clergé n'existe plus puisque pendant ou après le travail obligatoire il a le confortable de tous. L'entretien du culte est, comme le journalisme, payé par les habitués.

On sait l'influence que le cléricalisme a sur la catégorie des classes nécessiteuses, influence due précisément dans l'organisation actuelle, à son alliance avec le riche qui se sert de lui pour dominer les petits. De là ces hypocrisies particulières dont on est témoin journellement, surtout

dans nos provinces. Pour réussir dans ses affaires, que ne fait-on pas ?

Je n'apprends du reste rien de nouveau, tout le monde sait cela. Petits commerçants, petits employés croient échapper par ce moyen aux griffes du capitalisme qui les écrase, ils tombent de Charybde en Scylla. Voilà la plaie sociale; qu'on le remarque bien, ce n'est pas le prêtre que nous attaquons, c'est l'institution cléricale. Nous respectons la foi, pour laquelle il n'y a pas à se tourmenter ; sous notre système, elle reprendra sa force, et de bons prêtres, de bons dévots vraiment croyants et sincèrement convaincus, dans toutes les religions, ne seront jamais des gens à redouter. Dans tous les cas, on sait que *notre système prudent laisse le moins d'armes possible à toute association quelle qu'elle soit.*

Juges et Avocats. — Quant aux avocats, aux juges, l'état social actuel n'en a jamais de trop ; la mauvaise foi se multiplie tellement, qu'il faudrait des gendarmes et des agents bientôt autant que de gens ; on parle quelquefois de la surveillance que suscitera le travail obligatoire pour combattre la fainéantise. Hélas ! quelle différence! Il n'y aura jamais autant de fainéants dans notre société qu'il y a de coquins dans la vôtre, et la surveillance sera autrement efficace, *car elle enrichit*, et la vôtre ruine; notre organisation, on ne peut le contester, tend, non à leur suppression, mais à leur diminution faute d'emploi.

En effet, sur quoi et comment se reporteraient les voleurs de bas étage et les roués du haut pavé ? Sur les économies individuelles ? C'est une misère, ils n'ont plus le tentant capital qui enrichit tout d'un coup.

Il faudrait qu'ils volent l'Etat...., et ils ne s'en gêneront pas, je suis de votre avis.

Voyons comment, et quel serait le préjudice causé à la collectivité, dans un cas même très important.

Je suppose 38,000,000 volés à l'Etat par un fonctionnaire infidèle [d'ailleurs, on pourrait conjurer ce malheur en confiant les traités commerciaux ou autres avec l'étranger à une délégation et non à un seul homme.]

La population en France étant de 38,000,000 d'habitants environ, ce serait 1 franc de perdu pour chaque citoyen et citoyenne.

Supposons maintenant 38,000,000 extorqués à la petite épargne par une entreprise individuelle ou collective, le Panama, par exemple, et on sait que ces accidents ne sont pas rares, on va voir la différence des résultats.

Dans le premier cas, le mal est très faible; dans le second, au contraire, il est très grave; des milliers d'individus, dont quelques-uns se suicident, sont ruinés, et une misère noire plane sur de nombreuses familles.

On sait bien que tout cela n'est rien pour l'individualisme, qui considère la lutte pour la vie comme un enjeu. Ces tyrans de la paix armée regardent leurs victimes comme les tyrans de la guerre regardent leurs cadavres; plus il y en a, plus la gloire est grande, et, soit dit à la confusion des capitalistes, dans ces batailles, ils n'exposent jamais leur vie. Au contraire, plus ils tripotent, plus ils s'enrichissent.

Et c'est ce système que le grand économiste Spencer regarde « comme le *nec plus ultra de ce que l'on peut attendre* ».

Je l'ai déjà dit, nous avons meilleur espoir.

Notre Code

Puisqu'il faut des juges et des avocats, il faut aussi des lois répressives et par conséquent un code.

Que sera ce code ? Ce qu'il a été dans tous les temps, en rapport avec la moralité et le niveau intellectuel des nations.

Nous avons vu que la suppression du capital à l'individu diminue considérablement les occasions de grands vols, et par suite de chantage, de prostitution vénale, de concussion, etc.

On sait que nous nous attachons surtout à changer le moins possible ce qui existe, persuadé que tout a eu sa raison d'être, que les abus qui en ont résulté causent seuls le mal dont nous souffrons. La propriété privée, l'offre et la demande, le droit du plus fort sont dans ce cas. Si toutes les raisons primordiales, que nos économistes prennent pour des *lois inviolables*, n'avaient pas été suivies d'abus atroces, épouvantables ; si elles n'avaient été la cause d'événements effroyables de tous genres que révèle l'histoire ; si l'instruction répandue à profusion avait montré que les classes éclairées étaient bonnes, humaines, animées de sentiments moraux, justes, que par leur exemple elles ont montré la sagesse, la modération ; qu'elles ont chassé l'égoïsme comme principe de leurs mœurs sociales ; il est évident que nous n'en serions pas aujourd'hui à la nécessité du socialisme ; il existerait et trouverait ses bases acceptées par tout le monde, précisément où nous les puisons, *dans la morale évangélique* (1), qui, comme le dit Drumont, *peut être codifiée.*

Est-ce à dire que la morale est insuffisante ? Non ; c'est, comme ajoute Drumont : « Parce que la prédication est faible, devant le triste entêtement de certaines duretés, et qu'il faut l'action légale pour en briser la résistance. »

Nos lois préventives, de concert avec la morale dont elles ont été tirées, adouciront les lois répressives qui tomberont d'elles-mêmes faute d'aliment ; c'est alors que le rêve des anarchistes aura son temps, pour nous qui croyons au progrès, mais non à l'absolu en ce qui touche

(1) Edouard Drumont. — Quand même on reconnaitrait que le Christ n'est pas le premier vulgarisateur de cette sublime morale (orgueil auquel il tenait peu), il est celui *qui est mort* pour la soutenir, et à ce titre il mérite bien, ne serait-ce que comme homme, tenir la tête de tous les philosophes, moralistes, nés avant et après lui.

la créature, si élevée que soit son essence, nous admettons avant peu la suppression des lois homicides, par exemple la peine de mort.

Voici, en substance, les bases que nous proposons :

Erreurs, Fautes, Délits

Les lois de cette catégorie sont plus disciplinaires que pénales.

La plus lourde faute est la rébellion ou le mauvais vouloir à accomplir la tâche du travail obligatoire.

Ce délit entraîne un travail quelconque, sous une étroite surveillance disciplinaire, pour un temps plus ou moins long, selon la gravité des cas.

Récidives

Même peine, mais avec les travaux les plus ingrats, surveillés continuellement et d'une durée quatre fois plus longue que le travail normal, sans augmentation de salaire.

Crimes

Viols, grands vols, assassinats, trahisons, pièges, etc.

Selon la gravité, éloignement plus ou moins prolongé dans des colonies pénitentiaires, où le travail n'est plus seulement obligé, mais forcé, comme il l'est pour les honnêtes gens dans la société actuelle, par misère.

Nous ne parlerons pas de l'adultère ni de la fornication, nos lois préventives ayant résolu sociologiquement la situation des enfants, et aboli la prostitution vénale : ces délits appartiennent à la conscience et sont du pur domaine de la liberté morale ; on sait que nous n'y touchons pas.

A l'État tout ce qui garantit le bien-être et la sécurité de tous

HUITIÈME POINT. — *La Banque, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce sont nationaux.*

Nous avons vu plus haut (*Impossibilité, Retour à la grande propriété*, page 61), que la forme des villes existantes tenait à des nécessités d'époques, où le progrès n'avait pas encore doté l'humanité de puissants agents, tels que la vapeur, l'électricité, etc.

Le communisme, le collectivisme et surtout le socialisme d'Etat ne pouvaient pas, dans ces temps reculés, faire de grands progrès ; bien qu'ils fussent pressentis, ils devaient échouer devant le fameux mot : « Ce serait beau, mais c'est une utopie. »

L'histoire nous montre cependant, en 1525 (Guerre sociale), que les paysans voulaient établir l'égalité absolue par la communauté des biens (1).

Cela paraît surprenant, car aujourd'hui les paysans sont les derniers à mordre au socialisme.

« Ils furent réduits, dit l'histoire, par ceux mêmes qui les avaient exaltés ; vaincus, ils périrent par milliers. Ils étaient du reste en communion d'idées avec les Pères de l'Eglise. » 1789 les a vengés et aujourd'hui, ce communisme qu'ils demandaient, non seulement ils ne le demandent plus, mais ils se sont jetés dans l'individualisme à outrance, jusqu'à ce que, attaqués en plein dans leur fortune par nos gros financiers, ils se voient, comme la petite bourgeoisie, réduits à l'impuissance. Si jamais ce livre tombe entre leurs mains, qu'ils s'en souviennent! Au capitalisme (la juiverie comme l'appelle Drumont), il a suffi d'une quarantaine d'années, 1830 à 1870, pour réduire le petit bourgeois, rentier, industriel, commerçant, ouvrier, à néant ; les bourses sont vides de ce côté. C'est du côté de l'agriculture que la bande capitaliste porte maintenant ses batteries. C'est aux économies de ceux qu'ils appellent « le bon sens des nations », qu'ils vont s'attaquer ; et que les paysans se le tiennent pour dit : c'est pour ces

(1) Voir plus haut *Religion*, 1re partie.

roublards l'affaire d'un tour de main, et où la majorité rurale ne verra pas plus clair que n'a vu la majorité bourgeoise et ouvrière. Les populations rurales se croient à l'abri parce qu'elles supposent impossible le retour à la grande propriété; mais qu'elles y prennent garde! En plaçant le capital or au-dessus du capital travail et au-dessus du capital terre, elles ne voient pas le piège qu'on leur tend ; elles ne voient pas qu'elles tombent peu à peu sans s'en douter à la merci du capital or, devenu la propriété de quelques individus, comme autrefois, la terre était devenue celle de quelques puissants seigneurs. Ce système les réduira à néant par des lois soi-disant protectrices, et n'ayant, en réalité, d'autre but que de permettre aux capitalistes d'augmenter dans leurs mains le capital or, qui fait toute leur force. Si la génération agricole nouvelle ne profite pas des leçons de l'expérience, elle se verra bientôt réduite à la même extrémité que le prolétariat bourgeois et ouvrier qu'elle regarde en pitié, l'accusant de n'avoir pas su faire des économies, de s'être laissé aller aux plaisirs du siècle et d'avoir dépensé tout ce qu'il gagnait pour jouir de la vie. Elle ne voit pas que le même piège lui est tendu, non pour elle, qui est trop avare pour y tomber, mais pour ses enfants dont elle a fait des messieurs.

Je n'ai qu'une crainte, c'est que Jacques Bonhomme, instruit, corrompu à son tour, beaucoup plus occupé de lui que des intérêts généraux, ne laisse échapper de ses mains le suffrage universel, la seule arme pouvant sauver le peuple de l'esclavage lorsque, mûri par l'expérience, il sentira, comme la bourgeoisie en 1789, le besoin de recourir aux fameux cahiers qui ont rendu si fort le Tiers-Etat.

Puissé-je par ce livre être bon prophète et avoir prévu la solution pacifique de ce grand problème de l'avenir, qui peut être résolu par une formule simple coupant court aux abus dont alors tout le monde souffrira.

Nous n'avons pas la prétention d'imposer nos formules pas plus que notre plan, nous les présentons; mais c'est au peuple à décider. Voilà pourquoi nous demandons avant toute réforme une étude sérieuse par le peuple, et sous l'initiative du gouvernement, de tout ce qui a été écrit en sociologie (1).

Nous avons dit que toutes les branches du travail utiles à la prospérité des nations sont confiées par notre système à la gérance de l'Etat.

Si on examine sérieusement la question, on est tout surpris de voir que les ennemis les plus acharnés de l'Étatisme y poussent malgré eux, ce qui confirme de nouveau ce que j'ai déjà dit plus haut :

Qu'il ne faut rien détruire, qu'il faut tout régler.

Les Féodalités

Comment elles s'établissent

Féodalité de l'Épée. — Les grands conquérants ont eu leur raison d'être, raison qui disparaît de plus en plus faute d'aliment.

Féodalité de l'Argent. — Les grands brasseurs d'affaires perdent aussi de plus en plus leur raison d'être faute d'aliment.

Les premiers auraient-ils pu être ce qu'ils ont été sans être des barbares ou des coquins? Je n'en sais rien, mais l'histoire nous les montre tels, tout en les élevant sur un piédestal; ce qu'il y a de certain, c'est que la raison d'être de ces hommes disparaît avec leur temps. Les guerriers aujourd'hui ont cédé le pas aux financiers et sont devenus, suivant une parole de Bismarck, les serviteurs de la finance.

Parbleu! tout irait bien si ces féodalités saisissaient le moment psychologique pour déguerpir quand leur mission est terminée.

(1) Lire *Un Vœu*, Élections 1895, Dreux.

Malheureusement il n'en est pas ainsi, l'histoire n'en offre pas d'exemple, mais elle n'offre pas d'exemple non plus qu'elles aient duré.

La paix, voilà aujourd'hui le vœu du peuple. Au XIXe siècle, on dépense des milliards pour garantir la paix et rendre inutiles les hommes de guerre. C'est un grand progrès sur les civilisations passées, qui mettaient toute leur gloire à s'entre-tuer; continuant l'évolution, nous voulons aussi rendre inutile *la guerre à coup d'argent*, et pour la prévenir, nous ne demandons pas des milliards au peuple en le chargeant d'impôts ; nous lui en offrons, au contraire pour le préserver. C'est que notre système social n'est pas le même. Nous ne prêtons pas au peuple pour le rançonner après, comme le font les capitalistes de ce siècle; nous réservons sur le travail de tous, ce qu'il faudrait consacrer aux éventualités de la guerre. Il y a là une grande différence; le sort de la nation n'est plus dans les mains de quelques-uns, et comme la guerre est supportée par tous, son poids n'est pas écrasant pour les petits pendant de longues années, comme il est arrivé après 1871. D'ailleurs, notre système social diminue considérablement les chances de guerre. En effet, tout le monde sait que le plus souvent elles sont provoquées par les gouvernements eux-mêmes lorsqu'ils ne peuvent plus contenir la révolution dans les pays.

Malheureusement pour ces égoïstes, les guerres ne durent plus longtemps, les peuples n'ont pas le temps d'oublier leurs misères, et la paix faite, la révolution recommence (Commune de 1871); aussi est-ce encore une politique qui s'use et ne peut durer longtemps.

Les guerres à coup d'argent dont parle Bismarck touchent donc aussi à leur fin. Et bientôt, comme les hommes de guerre, les hommes du jeu et de l'agio auront vu finir leur règne. Comme tout le monde, ils trouveront la place qu'ils doivent occuper pour le bien

de tous. 1789 a remis l'épée à la nation ; nous pressentons voir sous peu *le pouvoir de l'or* rendu aussi à la nation.

FÉODALITÉ CLÉRICALE. — Le goupillon. Il y en a qui disent : Nous n'avons pas besoin de cléricalisme. C'est très bien, mais le moyen de s'en débarrasser ? Comment le réduire, c'est-à-dire l'empêcher de nuire à la collectivité ?

Par quel moyen ? le même : le cléricalisme prendra dans l'Etat la place qu'il doit occuper pour le bien de tous. Je l'ai déjà dit, tout ce qui est, a sa raison d'être ; l'abus seul est mauvais, et nous sommes en cela d'accord avec l'expérience, puisque, psychologiquement, l'homme est rempli de faiblesse, d'orgueil, de révolte et de superstition. Il faut compter là-dessus, et non sur *l'excellence native de l'homme.*

M. Bourdeau (1) va plus loin, il veut qu'on compte sur sa bassesse originelle.

Par le travail obligatoire dont nul n'est exempté, le prêtre trouve comme tout le monde le droit de vivre confortablement. Sa dette payée, il est libre de se faire prêtre, comme dans la société actuelle on est libre de se faire franc-maçon, etc. ; l'Etat n'a pas à s'occuper de ces associations, communautés (voir plus haut, page 54) autrement que pour ce qui concerne les règlements qui les engage envers lui.

Quant à leurs pratiques mystérieuses, tant qu'elles ne gênent pas la collectivité, l'Etat n'a rien à y voir : *tout ce qui touche à la conscience ou à la liberté morale* restant absolument libre.

Des temples sont à la disposition de toutes les idées reposant sur la morale ; nous regardons l'apostolat comme le facteur le plus important qui doive nous aider à chasser la cupidité des cœurs, ce mal qui nous ronge et

(1) *Economiste.*

nous empêche d'arriver librement à ce désir de saint Paul, déjà cité :

« *Mais pour ôter l'inégalité, que notre abondance supplée maintenant à leur pauvreté afin que notre pauvreté soit soulagée un jour par leur abondance et ainsi tout soit réduit à l'égalité.* »

On voit clairement les intentions de l'apôtre; Paul n'a rien d'ultramontain, rien de clérical, rien de dominateur. Il ne veut pas toucher aux lois, il veut les rendre presque inutiles, ce qui arrivera, lorsque les hommes, par suite de l'application de la morale évangélique, approcheront de la perfection. En effet, qu'importent à un honnête homme les lois contre l'assassinat, le vol, etc.? Que lui importent le bourreau, les gendarmes? Ces lois et ces gens ne sont pas pour lui, il les regarde comme une triste nécessité des temps. Que le législateur aide l'apôtre par des lois sages diminuant de rigueur au fur et à mesure des progrès moraux, et bientôt, marchant de concert, la morale et la loi seront efficaces; le goupillon, autrement dit le cléricalisme, ne sera plus un danger social. La couronne qu'il n'aurait jamais dû mettre sur sa tête, pour être en accord avec son maître Jésus, tombera d'elle-même, et le christianisme, dépouillé de tous ses oripeaux dorés, apparaîtra aux hommes avec sa pureté native. Loin d'être un sujet de guerre et de troubles, il personnifiera *la Paix*, rentrant dans son véritable rôle.

Féodalité ouvrière

Il y a encore une 4e puissance qui s'élève sur les ruines des trois que nous venons de passer en revue, c'est le travail, *ce capital indiscuté* dont notre siècle a fait une gloire.

A peine sorti de la réprobation où on le tenait depuis des siècles (Tu travailleras à la sueur de ton front), il cherche à son tour à régner.

De faux travailleurs se sont mis à sa tête, et sous le beau nom de Liberté, ont déjà posé les bases d'un despotisme insensé ; avant d'aller plus loin, le peuple souverain doit enrayer ce despotisme, mais comment?

Par le tout à l'Etat, Or et Produit

Voilà pourquoi nous ne voulons ni du patronat, ni de l'anonymat, ni *des corporations, ou associations, ni des syndicats ayant un but commercial. Pas d'Etat dans l'Etat* (1).

Ce que nous voulons, *c'est l'Etat-peuple*. En ces temps-ci, le peuple n'est qu'un fantôme de roi comme l'étaient les rois fainéants. L'histoire nous fait voir ces puissances despotiques : prêtre, soldat, financier, se succéder à tour de rôle après s'être fait une guerre acharnée, puis fusionner après la bataille presque toujours sanglante, et enfin se consolider en faisant alliance avec la dernière arrivée, continuant à maintenir autant qu'elles le peuvent une partie du peuple en esclavage. Seulement, à chaque transition, on remarque que la forme de cet esclavage est sensiblement plus douce par suite des concessions que ces féodalités sont obligées de faire pour se maintenir bien avec le peuple, marchepied de leurs ambitions; le passage de l'esclavage au servage, et du servage au prolétariat en est la preuve la plus éclatante.

La fin des Féodalités

Nous touchons à la fin de ces puissances occultes qui se développent à l'insu des peuples ; ils sont bien avertis par quelques génies prophétiques, mais ces hommes de bien, peu écoutés, passent souvent pour des fous, des rêveurs.

(1) Il ne faut pas confondre les associations et communautés que nous tolérons dans notre système, avec les syndicats et associations dont il est question ici. Nos associations n'ont aucun pouvoir sur l'Etat, le capital qui pourrait les rendre puissantes leur étant enlevé.

C'est toujours quand le mal a pris racine, qu'il a gagné les majorités, que le peuple sort de sa torpeur. Nous assistons à ce réveil ; en ces temps de vapeur et d'électricité, un siècle a suffi pour cela ; il eût fallu plus de mille ans autrefois.

Lorsque le peuple s'aperçoit qu'il est joué, ridiculisé, il secoue sa crinière, honteux de sa simplicité, de son ignorance.

Devenu lion populaire, il est sans pitié pour ses ennemis. Alors la lutte est terrible ; les méchants, les âmes perverses, les ambitieux, les roués excitent son instinct sauvage, et bientôt, perdant la raison, il s'égare et commet les plus grands crimes qui souillent la terre. A quoi cela tient-il? A ce que le peuple, encore dans l'enfance, manque d'expérience. Les exploiteurs du genre humain, les histrions, les paillasses, les roués disent : « Le peuple est bête et fait pour ce rôle. Vous aurez beau faire, il se laissera toujours tondre. » Pauvres moutons!....

Qu'on y prenne garde! En ce moment le peuple n'est pas disposé à se laisser tondre.

Les temps sont proches où le peuple, plus instruit, plus expérimenté, saura faire ses affaires lui-même et se débarrassera ainsi de ces formes féodales qui se succèdent pour son malheur.

Que des absolutistes, anarchistes ou autres, rêvent l'homme autrement que la psychologie ne nous le montre, crient à l'indépendance, c'est bien ! mais nous ne pouvons sur ce terrain les suivre ; ils retournent à la sauvagerie en parcourant vertigineusement les étapes de la barbarie, croyant trouver en arrière ce que le progrès nous montre en avant.

L'Étatisme, me dit-on, ouvre la voie au Mandarinisme ; comment empêchez-vous cette nouvelle inégalité ?

La réponse est facile : cela existe déjà, le favoritisme s'exerce dans la société actuelle sur une grande échelle,

on prétend le régler par le Concours, ce moyen nous ne l'écartons pas ; on sait que nous n'avons nullement la prétention de rendre les hommes meilleurs, notre rôle social se contente d'empêcher le plus possible de nuire à la généralité ; on va le voir :

L'Étatisme, je l'ai déjà dit, régularise, modère les abus et empêche surtout qu'ils touchent mortellement à la vie de chacun, mais n'a nullement la prétention de faire disparaître les inégalités inhérentes à la nature des hommes ; il vise surtout *au droit pour tous de vivre confortablement*. Or, je ne vois pas que le Concours, organisé comme nous l'avons indiqué, ôte le pain de la bouche à personne. Il peut se faire, ce qui est déjà et ce qui sera toujours, que l'amour-propre et la vanité des ambitieux soient quelquefois froissés par des injustices, mais c'est tout. Le peuple sans prétention et désirant simplement vivre en paix, et c'est *le plus grand nombre*, ayant sa vie assurée, son bon sens saura toujours faire justice de ces luttes qui l'instruiront plus qu'elles ne lui nuiront. Il n'en est pas de même dans la société actuelle où le droit Hasard l'emporte sur le droit Sécurité.

Jouez de l'or, Messieurs, jouez de l'esprit, ruinez-vous au jeu, affolez-vous de gloire si cela vous plait, dira le peuple, à l'abri de tous ces caprices de l'ambition, mais laissez-moi fumer ma pipe en paix.

Cette Féodalité électorale, qui, selon la *Revue philosophique*, peut être prédite dès maintenant avec, dit-elle, bien plus d'assurance que ne pouvait l'être l'Ère de notre féodalité capitaliste par la sagacité de Fourrier au commencement de ce siècle, n'a donc rien de bien redoutable pour la masse du peuple.

La masse du peuple veut vivre en paix en travaillant tant qu'elle le peut et avoir le moyen de se reposer quand elle a payé sa part du travail indispensable à la société.

Elle laisserait volontiers, même dans le système actuel, se vautrer les sportistes de tous genres, dans la fange dorée, pourvu qu'elle ait son droit indiscutable de vivre confortablement.

Dans tous les cas, quand cette évolution vers l'affranchissement ne serait pas encore la dernière, n'ayons point peur de marcher en avant, puisque le peuple, c'est-à-dire la masse toujours exploitée, y gagne quelque chose.

La Banque, le Commerce, l'Agriculture, l'Industrie

Voyons comment s'organisent dans notre système : *la Banque, le Commerce, l'Agriculture et l'Industrie.* Ces branches du travail n'étant plus livrées à l'individualisme, ce n'est plus, comme dans l'organisation actuelle, entre l'offre et la demande, une lutte dont l'effet est d'entretenir une guerre intestine perpétuelle, pour le moins aussi funeste que le serait une guerre civile.

Avec notre système, la lutte pour l'existence s'établit entre nations et non entre individus.

La banque, le commerce, l'industrie, font partie du travail obligatoire et exercent particulièrement leur action dans les rapports avec l'étranger.

Les aptitudes reconnues dans l'instruction et l'apprentissage obligatoire, où tous les métiers sont exercés, fourniront les capacités nécessaires à la direction et à l'action de ces différentes branches du travail.

La Locomotion

Chemins de fer, Fleuves, Rivières

On a déjà vu que, dans notre organisation, les villes s'étendent le long des chemins de fer, des rivières, des fleuves. On comprend combien deviennent faciles les communications qui doivent mettre en rapport le pro-

duit agricole avec la fabrique, et enfin la fabrique avec l'ouvrier de l'usine et l'ouvrier de la terre.

Cette disposition de centres, plus ou moins populeux, s'étendant le long des grandes lignes de chemins de fer donne une immense économie de force et d'argent dans les transports de tout genre. En effet, les colis ne se promenant plus inutilement pour le *bon intérêt* des individualités, la force dépensée pour leur transport sera une réserve utile au profit des intérêts collectifs; et on sera tout étonné d'avoir obtenu un résultat meilleur et d'avoir économisé, en ne parlant que du charbon, une immense quantité de ce combustible, au service de l'industrie et de l'agriculture.

Le vélocipède trouvera, dans notre système, une application sérieuse lorsque l'on aura fait pour lui ce que l'on a fait pour la locomotive, c'est-à-dire nivelé la route, chose très facile, en lui réservant un espace de chaque côté des lignes de chemin de fer.

Est-il difficile de deviner l'économie qui résulterait de cet arrangement, les chemins de fer n'ayant plus à s'occuper du transport des voyageurs que pour des cas exceptionnels, par exemple, dans les trains rapides?

Tous ces progrès, qui peuvent presque immédiatement être réalisés par l'Etatisme, puisqu'il a à sa disposition une armée de travailleurs, demanderait un siècle à l'individualisme, toujours intéressé *à centraliser* pour donner une grande valeur à la propriété privée, à accaparer le produit et se rendre maître ainsi des petites villes.

On le voit, les causes qui dirigent l'individualisme ne peuvent donner d'autres effets que ceux que nous connaissons.

C'est-à-dire « tout pour les uns, rien pour les autres. »

N'avons-nous pas le droit de penser que des causes contraires donneront des effets contraires, c'est-à-dire une répartition plus équitable de bien-être donnant *à*

tous le droit de vivre confortablement en réalisant des économies sérieuses sur les gâcheries de l'individualisme que nous n'avons fait qu'effleurer?

Lorsque le peuple sera bien pénétré de ces faits, il ne sera plus si prompt à rejeter, sous prétexte d'utopie, un système qui lui assure un travail modéré, un bien-être certain et une sécurité complète.

Personnel

Le personnel attaché aux trois branches, *Commerce, Agriculture et Industrie*, jouit de tous les avantages du travail obligatoire et du travail libre déjà cités pour d'autres groupes (voir *Essor de l'intelligence*, page 66).

On a vu plus haut(1) comment s'opéraient les transactions avec l'étranger; ici encore on peut apprécier la supériorité de notre système.

Nous ne craignons plus la concurrence étrangère, elle n'a plus de prise sur nous, elle ne peut nuire au travailleur ni lui ôter le pain de la bouche, comme il arrive dans le système actuel, où les individus peuvent vendre les produits de l'étranger dans notre pays et accaparer les nôtres, paralyser ainsi le petit industriel et le petit commerçant.

Ne relevant de personne, ils peuvent, pour satisfaire leur rapacité, causer la ruine de leurs semblables, par des accaparements calculés d'avance pour leurs profits personnels.

N'est-ce pas de là que sortent ces fortunes colossales plus ou moins scandaleuses qui nous entourent(2)?

L'Étatisme, basé sur notre système, coupe court à ces abus parce qu'il place les intérêts généraux au-dessus des intérêts individuels et protège ainsi tout le monde.

Donc, plus de grèves possibles, plus de revendica-

(1) *Échange*, page 54.
(2) Krach du Comptoir national d'Escompte.

tions des ouvriers se plaignant avec raison de l'étranger. En effet, il ne suffit pas que la machine leur enlève le travail, il faut encore que l'Italien, l'Allemand, l'Anglais, l'Espagnol, etc., que l'individualisme sans vergogne attire chez nous, leur ôtent le pain de la bouche.

Toutes ces causes de révolte, dont notre pays est rempli, jettent dans les cœurs et dans les âmes honnêtes le découragement; et ce n'est pas par des répressions violentes qu'on y remédiera.

Qu'est-ce qui mettra un terme à de si grosses injustices?

Le progrès, affranchi du parasitisme qui l'étouffe, comme l'ivraie étouffe le bon grain.

Estimation des Produits et extinction du Charlatanisme au sein de la nation

Comment estimera-t-on la valeur des produits, et comment se feront les affaires de la banque?

En général, le prix des produits sera fixé d'après leur abondance; c'est ce qui se passe dans le système actuel, mais avec tous les abus de l'individualisme.

Tout le monde connait l'énorme tribut prélevé par l'intermédiaire qui donne au produit deux, trois, et quelquefois dix fois sa valeur réelle. On sait aussi avec quelle indifférence et quel peu de conscience le marchand livre sa marchandise; combien il se soucie peu de la qualité, et combien l'étiquette mensongère est pour lui une ressource; en un mot, on sait que c'est là que règne le charlatanisme, mettant à couvert sa mauvaise foi, sous l'égide de la fameuse loi *de l'offre et de la demande*.

Rien de tout cela dans notre système.....

Nous l'avons dit: le produit est coté selon son abondance et vendu au consommateur à son prix réel de revient. Il n'est surchargé d'aucun impôt. Voilà pour le consommateur de l'intérieur. A l'étranger, il en sera

écoulé, non plus comme dans l'état actuel, dans le but d'attirer l'or dans la poche d'individualités, ce qui fait sortir au dehors le meilleur des produits, et ne laisse que le rebut au dedans, mais en considération du besoin d'or que la nation croirait nécessaire, pour les transactions à l'extérieur, pour l'entretien des armements et machines de guerre pour lesquels les produits de l'étranger seraient nécessaires.

On voit d'ici la différence, et combien les dificultés budgétaires sont simplifiées; ce n'est plus l'État qui demande aux particuliers l'impôt pour ses besoins, l'État, plus riche que l'individu et les collectivités d'individus ne relève que du peuple (voir *Gouvernement*, page 47).

Affaires de Banque

La Banque nationale est en grand ce qu'est en petit la caisse d'un industriel ; elle sert aux opérations d'argent à l'intérieur comme à l'extérieur; à l'intérieur, il est tenu une comptabilité pour les échanges qui se font avec de l'or; par exemple les voyageurs envoyés à l'étranger pour l'achat ou la vente de produits, et aussi pour l'étranger apportant son or en échange de produits nationaux, etc.

L'encaisse métallique n'a plus, dans notre organisation, la même importance que dans l'organisation actuelle, où il peut arriver qu'un pays fasse banqueroute, à côté de quelques individus riches à milliards.

L'important est qu'il y en ait assez pour l'utilité des affaires extérieures; autrement, nous l'avons déjà montré, c'est le produit qui est la vraie richesse, et avec notre système, où l'organisation du travail est tout, le produit ne peut jamais manquer.

L'individualisme a intérêt à produire de la camelotte pour l'écouler aux malheureux, nous l'avons vu plus haut; l'étatisme, au contraire, a intérêt à bien faire et à écouler le produit dans l'État même. Il y a là une

immense différence et qui doit donner d'autres résultats, qu'il est facile de deviner. *C'est l'abondance pour tout le monde de produits sains et bons.*

Le personnel de la banque est également recruté parmi les aptitudes reconnues à l'apprentissage obligatoire, et jouit des mêmes droits au travail libre que toutes les autres professions.

Voyages et Plaisirs

Nous avons vu que les lignes de chemin de fer, par notre système, deviennent les grandes routes des villes s'étendant plutôt en long qu'en rond.

Nous avons vu aussi que le vélocipède, qui n'est pas le dernier mot de la locomotion, affranchit le voyageur, et lui fait perdre son attribution bien marquée de colis mobile. Les voyages reprennent leur gaieté, on s'arrête quand on veut, en un mot, les routes de fer deviennent de véritables promenades agrémentées par les soins du travail obligatoire, à ses moments de liberté, que l'on sait très sufisants; la distribution du produit en vue des voyages n'est plus, comme avec l'individualisme, une question d'enrichissez-vous à outrance, d'exploitation comme cela se pratique dans les bains de mer et aux eaux. Tout le monde trouve là, aux mêmes conditions que partout, ce dont il a besoin.

On comprend que l'État, n'étant pas comme l'individu obligé de s'enrichir avec son propre produit, n'a aucun intérêt à exploiter les citoyens; son but est de donner à la vie collective tout le bien-être possible.

N'est-il pas juste, en effet, que tous ceux qui se sont actionnés au travail pour enrichir le pays, trouvent les plaisirs et les distractions à la portée de leur bourse; aussi les théâtres, les cafés, les hôtels répandus autour des plus grandes agglomérations, seront en assez grand nombre pour satisfaire tout le monde, et desservis par le travail obligatoire.

Vacances

Des vacances de deux mois sont accordées à tout le *travail obligatoire*, et distribuées dans l'année pour le mieux des intérêts de tous, eu égard aux exigences des professions, car le travail ne peut être arrêté pour cela.

Étrangers

Les étrangers se conforment aux lois du pays.

Les transactions se font avec l'or de leur pays ou d'autres pays, qu'ils échangent contre la monnaie courante, c'est-à-dire contre *des bons et tickets.* A leur départ, il leur est rendu en or la valeur de ce qu'ils apportent en bons et tickets.

Pour les transactions, les marchands et industriels étrangers ont affaire à l'État et non à l'individu. Toute contravention à cette loi entraînerait la confiscation des produits.

Ce n'est pas qu'il y ait à craindre un retour à l'abus de la thésaurisation, *la valeur temporaire de l'argent* l'empêche, mais parce que l'État se chargeant de ces transactions, il y a une inutilité pour la collectivité que l'individu s'en mêle ; si on ne peut l'empêcher entièrement, elles ne pourront jamais se faire sur une grande échelle.

Il en est de même des nationaux allant à l'étranger. A leur départ, la Banque change les bons et tickets contre de l'or, et à leur retour en France, ils échangent leur or contre des bons et tickets, la monnaie courante.

Missions à l'Étranger

Neuvième Point. — Les transactions commerciales ne se font jamais individuellement; une collectivité composée de cinq ou dix personnes, selon l'importance de la mission, opérera pour l'État sous la responsabilité des négociateurs.

Comme on ne peut compter sur l'excellence native de

l'homme (Bourdeau économiste), pour rester pratique, on prendra toutes les précautions afin que ces missionnaires ne soient pas précisément des coquins fieffés.

D'ailleurs, nous avons vu *(Morale et Justice*, p. 79) qu'un vol, même important, réparti sur l'ensemble de la population, est pour ainsi dire insignifiant pour chacun.

Voilà les avantages de la solidarité. A ceux qui craindraient de voir notre or s'expatrier, on peut répondre que dans notre système actuel c'est bien autre chose.

Des milliards vont à l'étranger, déposés par des capitalistes et, chose plus grave, au moment d'un évènement important, en un clin d'œil, tout l'or de la France, qui est entre les mains des Juifs, passerait à l'étranger.

C'est bien autrement grave, et on n'y pense pourtant pas.

Qu'on réfléchisse donc à cela avant de crier à l'utopie.

Militarisme

Dixième Point. — Le militarisme à notre époque a perdu la prépondérance qu'il avait aux siècles précédents ; déjà, à notre fin de siècle, il est organisé comme le comprend le socialisme d'Etat. L'épée n'est plus à l'individu ni à la collectivité d'individus, l'épée est à la nation ; aussi la féodalité de l'épée est morte de cette sage réforme, et ce n'est pas du despotisme militaire que nous souffrons aujourd'hui, ses chefs les plus illustres en face des puissances de l'argent sont des enfants soumis (1).

Qu'est-ce que la fortune d'un général à côté du moindre millionnaire, commerçant, financier, ou industriel? rien, chacun le sait. Mais ce que tout le monde ne voit pas, ne sait pas, c'est que la féodalité de l'argent, le capitalisme, en un mot, qui a rendu

(1) On se rappelle le mot de Bismarck.

ses chefs si puissants, est aujourd'hui non seulement maître des États, mais des peuples eux-mêmes, entraînés dans leur machiavélique organisation financière qui, comme une immense toile d'araignée, enveloppe le globe et ne laisse rien échapper.

On sait que nous détestons les féodalités, quelles qu'elles soient, mais s'il en est une sortie de l'enfer, c'est bien la féodalité de l'argent. On se demande ce que l'on eût pu inventer de plus impitoyablement corrupteur que la thésaurisation de l'or.

La féodalité de l'épée excitait encore le courage, la valeur, l'héroïsme, le dévouement, le cœur, en un mot, la féodalité de l'argent, non seulement a engourdi, étouffé ces nobles sentiments, mais elle a développé l'égoïsme au plus haut degré; aujourd'hui tout se vend, honneur, vertu, génie. Il ne reste plus rien, rien!.....

La conquête du monde a été tentée par l'épée, et les tyrans n'ont abouti qu'à la division, à la haine des peuples. Ce n'est point le sac d'écus qui réussira mieux.

Le socialisme, qui a fait de grands progrès depuis 30 ans, réduira cette puissance de l'enfer à néant.

Deux lois, deux simples lois suffisent pour cela.

Le Travail obligatoire pour tous, et la Valeur temporaire de l'Or

Voilà le cri de ralliement.

Dans notre organisation, nous ne changeons rien à l'organisation militaire actuelle.

Nous serions disposés à diminuer encore la durée du casernement pour l'armée, et à donner à la caserne militaire tous les avantages dus au travail obligatoire. Seulement, en temps de paix, nous réclamons de cette armée, au besoin, le concours de ses bras pour les travaux pressés de l'agriculture ou autres, où l'intérêt collectif est incontesté.

La discipline reste des plus rigoureuses. Les militaires

de profession peuvent, en dehors de leur service, se livrer au travail libre, et contribuer, comme tout le monde, au progrès général ; les concours leur sont ouverts, et ils jouissent des bénéfices que nous avons exposés (*Essor de l'intelligence*).

Police, Surveillance

Les grandes agglomérations actuelles étant disséminées, la police devient plus facile et bien moins coûteuse. Paris à lui seul, pour contenir une population de 2 ou 3 millions d'âmes, occupe aujourd'hui plus de policiers que les populations réunies des campagnes et des petites villes qui sont cependant bien supérieures à ce chiffre, et à qui il suffit d'un garde champêtre et d'un ou deux agents de police par fraction de 10.000 âmes environ.

Tout le monde comprend aussi combien il est aisé aux scélérats de tous étages de se cacher dans ces babylones modernes.

La police a tant de mal à les pincer, que l'on pourrait croire la chose impossible.

Il est facile de voir que dans notre organisation, ces plaies, ces chancres sociaux diminueront considérablement et finiront par disparaître faute d'aliment.

On peut me répondre : Les surveillants que vous emploierez pour le travail obligatoire dépasseront de beaucoup en nombre ceux que nous employons pour réprimer. Je ne le crois pas. Mais, en tous cas, il y a une grande différence dans les résultats : *l'une enrichit la collectivité, l'autre la ruine.*

Pour contenir Paris, il faut à sa portée et dans son intérieur une armée formidable et encore n'y arrive-t-on pas.

Pour contenir les provinces, bien qu'il y ait encore de très grandes agglomérations, il suffit, toute proportion gardée, d'infiniment moins de force déployée ; et, pour

les campagnes, il n'est besoin de rien du tout, et ce n'est jamais d'elles que partent les mouvements révolutionnaires,

On voit quelle économie d'hommes et d'argent il en résulte au profit d'occupations plus utiles et plus agréables pour tous.

Notre nouvelle organisation prévient le mal, non pas comme la société actuelle, en le réprimant après qu'il est fait, mais en lui ôtant, dans la mesure du possible, toute occasion de se développer, et surtout d'arriver à l'état de fléau.

Conclusions

Nous sommes hostiles à toute anarchie, mais surtout à cette forme dissimulée que nous appellerons l'anarchie féodale, c'est-à-dire celle qui songe par un despotisme absolu à se placer au-dessus des lois.

L'histoire ne nous fait guère connaître que cette forme-là, la seule qui soit susceptible d'application, et c'est bien contre celle-là que la morale a toujours protesté et que la liberté combat. Elle paraît suivre la marche suivante : cléricalisme, militarisme, capitalisme, le prêtre, le soldat, le financier. C'est le financier aujourd'hui qui règne. Qu'avons-nous à craindre de la chute de ce dernier ? La féodalité ouvrière produit de notre siècle. Qui lui ouvre passage ?

Les syndicats, les corporations, les associations partielles, autant de petits Etats dans l'Etat, où viendront se fondre les féodalités vaincues, heureuses de garder, sous une autre forme, une partie des privilèges qu'elles se sont arrogés ; ceci est aussi évident et bien plus à craindre que la Féodalité électorale, parce qu'elle nous conduit droit au socialisme d'Etat de Bismarck, celui que rêve Drumont, en voulant nous ramener au moyen âge, cette époque où la féodalité cléricale régnait absolue et où précisément les préceptes de l'Evangile

étaient violés impunément, époque où la tiare avait la prétention de régner sur le monde entier.

Puisque Drumont poussait sa marche en arrière, pourquoi ne s'est-il pas arrêté aux premiers jours du christianisme ?

Il se serait mieux fait comprendre. Il est évident que le rôle du Christ sur la terre n'est point celui du prêtre, ce lévite, qu'il n'a du reste pas l'air de porter dans son cœur, mais bien celui de l'apôtre.

Certainement l'apostolat n'eût jamais donné les abus du cléricalisme dont nous sommes témoins encore aujourd'hui si le catholicisme n'avait pas fait du christianisme une secte vénale où l'on retrouve toutes les turpitudes, et tous les abus des sociétés contemporaines, complaisances coupables que le Christ châtiait du fouet, il eût fait de nos Eglises un lieu de méditation et de recueillement et non un décor de théâtre, et une boutique de revendeuse d'oremus.

Voilà où je ne comprends plus M. Drumont : Il attaque la Juiverie en plein cœur pour sauver le catholicisme qui se noie, et il lui faut inventer le Judéo-catholicisme comme si le catholicisme n'était Juif que d'hier. Il ne sortira jamais de cette impasse.

Jésus n'a pas laissé à terre la couronne et le sceptre que lui offrait Satan, pour en orner la tête de Pierre. Catholiques et Juifs peuvent se disputer le monde, le temps des féodalités est fini, le monde est au peuple.

Depuis un siècle, nobles et bourgeois se sont greffés sur la Juiverie, reniant leur Dieu et leur Roi. Nous n'en voulons plus... parce que demain ils seront de nouveau prêts (1), à fusionner hypocritement avec le collectivisme ouvrier, pensant réduire le monde entier à un définitif esclavage, et retrouver leurs privilèges perdus.

(1) Le comte de Mun était entré dans cette voie.

Voilà pourquoi je ne marche pas avec Drumont, les uns disent de lui, c'est un fanatique, les autres un politicien, je voudrais pouvoir dire, c'est un pur chrétien.

Il aurait pourtant un bon moyen d'en sortir, et d'attirer à lui les hommes de bonne volonté. Pourquoi ne fait-il pas ce qu'il annonçait dans *la Plume*? (15 février 1892). Il est vrai que cet écrit était fait avant l'apparition de son journal *La Libre Parole*. Voici ce qu'il disait à propos du collectivisme, de l'anarchisme et à peu près de toutes les théories socialistes : « Je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher confrère, que toutes ces idées ne sont pas les miennes, c'est vers l'ordre admirable des cieux où des millions d'astres gravitent dans une harmonie que rien ne vient troubler, que je me tourne pour y chercher le plan d'une société qui serait parfaitement heureuse si elle se modelait sur le monde d'en haut, c'est-à-dire si elle fonctionnait dans l'harmonie et dans l'ordre ».

A la bonne heure ! Voilà qui aurait avancé la question plus que les trois années de journalisme, qui n'ont abouti qu'à nous montrer de possible que la Révolution sanglante.

Le Christ avait donné le remède pacifique dans la résignation, on sait que ce sublime effort a dans les premiers temps du christianisme donné quelques résultats ; mais comme le dit Cœlio : « Aujourd'hui, se résigner à quoi ? A l'interlopie juive, à la féodalité financière, au règne des sacs d'écus, à la pieuvre cosmopolite ? Jamais ! »

Très bien M. Cœlio, mais pour Dieu, votre plan, ne faites pas comme Trochu, comme votre ami Drumont, ne le gardez pas dans votre poche.

Ah ! c'est qu'il y a des dangers à présenter un plan, il faut braver le ridicule qui s'attache en France au mot utopie, c'est grave pour les hommes qui visent à la popularité.

Allons, du courage M. Drumont, vous vous êtes appelé sociologue pour échapper à ce qu'on appelle le Parti socialiste ; mais faites comme moi, le mot oblige, faites votre plan et ne méritez pas cette apostrophe que j'ai déjà citée plus haut, jetée à tous nos socialistes de pacotille par le prince de Liechtenstein. « Quant à la question sociale, ce n'est pas le socialisme qui donne la solution. Grand dans la critique de cette société décomposée, grand dans l'art de discipliner les mécontents, grand dans sa tactique d'attaque contre le monde ébranlé, le socialisme évite toute discussion, toute explication quand on lui demande ce qu'il mettra à la place du monde détruit. Il dissimule son plan parce qu'il n'a pas de plan ».

Il est vrai que le prince de Liechtenstein n'en a pas davantage. La solution, dit-il, n'est pas loin. Il n'y a que les moyens naturels d'efficaces (1), et c'est comme Drumont dans les siècles chrétiens du moyen âge qu'il va chercher son plan. Et voici les raisons qu'il donne :

Il paraît que tout le monde avait son confortable dans ce temps-là. Bien nourri, bien habillé, bien chauffé, il ne dit pas bien éclairé, et pour cause ; mais chacun pouvait s'installer dans sa maison plus commodément, plus richement que dans notre siècle à la ville et à la campagne.

Les raisons les voilà :

1° Chaque métier était protégé contre la concurrence ;

2° La production était réglée de manière à répondre aux besoins, ce qui assurait un rendement fixe ;

3° Le salaire était comme le produit fixé par l'autorité, de façon à assurer à l'homme de tout état ce qu'il lui fallait pour s'arranger dans la vie.

(1) Je me demande quels sont les moyens naturels de ceux qui puisent leurs bases sociales dans le surnaturel ?

Voilà qui est parlé en bon prince M. de Liechtenstein, mais je voudrais que vous me disiez pourquoi le peuple si heureux n'est pas resté dans cette situation. Est-ce que par hasard le Prince accuserait les Rois, les Papes, les François Ier, les Léon X, jusqu'à ce brave et digne Louis XV, de notre décadence? Si oui, nous commencerions à nous entendre, et la Juiverie s'expliquerait comme la conséquence fatale des corbeaux tombant avec acharnement sur le cadavre d'une société corrompue.

Mais, point n'est besoin de retourner sa lorgnette pour regarder en arrière ce qui n'est plus, revenons aux premiers jours du Christianisme, fondons des lois sur *la morale sociale* qui en découle, aidons-nous des progrès de la science pour arriver à une solution pratique. Poursuivons notre évolution, marchons en avant; et ce n'est, pas aller en avant que de retourner au moyen âge, au temps des corporations, qui ont en effet beaucoup de rapport avec les associations collectivistes visant à la Féodalité ouvrière. Tenons-nous en garde, pas de socialisme d'Etat, mais l'Etatisme, l'Etat peuple autrement dit.

Profitons de l'Expérience

Les puissances féodales, aristocraties, etc., qui commettent l'injustice pour arriver plus vite et réaliser leurs vues ambitieuses, arrivées à leur apogée, précipitent trop brusquement les événements par leurs abus excessifs; de là ces révolutions sanglantes, dont l'histoire des peuples est remplie. Si les opprimés profitaient de l'expérience, ils éviteraient ces fâcheux retours qui semblent fatals et qui ne sont dus vraiment qu'à l'incurie de ceux *qui laissent faire et laissent passer*.

Le XVIIIe siècle en offre un éclatant exemple.

Presque toujours, à ces moments décisifs, des prophètes annoncent clairement les causes du mal et, sans donner

le remède, montrent du doigt le piège toujours tendu par la même race des despotes, toujours prêts à « l'ôte-toi de là que je m'y mette. »

Qui ne se rappelle la prophétie de Robespierre déjà citée (1), image parfaite de notre fin de siècle. Si le peuple de 1789, qui, d'un seul coup, venait de renverser la féodalité cléricale et la féodalité de l'épée, avait, comme Robespierre, prévu la féodalité de l'argent, et combattu les encyclopédistes, nous n'aurions pas vu les roués de cette époque vouloir à leur tour régner sur le monde, certains qu'ils étaient d'entraîner à leur suite la noblesse et le clergé, et nous n'en serions pas où nous en sommes aujourd'hui.

Si ces leçons de l'histoire pouvaient servir aux peuples, ils verraient où sont leurs ennemis et ne retomberaient pas toujours dans la même faute.

On a laissé faire, laisser passer, et la féodalité capitaliste est aujourd'hui à son apogée.

Qui la détruira ? Elle-même.

Mais le temps serait moins long, et bien des souffrances épargnées si le peuple veillait.

Comme toute œuvre mauvaise, elle renferme dans son sein le germe de sa destruction ; de même que l'être de malédiction, malgré sa révolte contre le bien, malgré son orgueil insensé, humilié, prépare rageusement les voies de l'avenir.

Comme toutes les féodalités que nous avons subies, la féodalité capitaliste, plus ignoble encore, plus corruptrice et plus corrompue, aura préparé par ses grandes entreprises, ses associations puissantes, la voie de l'Étatisme dont, au dernier moment, elle cherchera à se saisir pour la tourner à son profit.

C'est à ce moment que les peuples, jouissant du suffrage universel, devront veiller !... s'instruire, se méfier

(1) 2me Partie (page 55).

des mots. Qu'ils se souviennent que, consultés, ils doivent rester les maîtres; que l'État ne doit être ni un roi, ni un parlement, mais bien le peuple.

Tout notre plan social vise à ce but. Je termine ces conclusions par l'exposé, en quelques mots, d'une formule sociale posée par Jules Simon, il y a une trentaine d'années, et que l'on peut regarder comme la quintessence scientifique morale philosophique des études sociales faites depuis ce temps.

Formules sociales (par Jules Simon)

1° Subir ce qui est nécessaire;
2° Appliquer ce qui est possible;
3° Rendre possible ce qui est désirable.

(Jules Simon).

Celui qui a posé ces bases subjectives a ouvert la route à l'Étatisme (à son insu peut-être, mais qu'importe).

Il faut reconnaître ce qui est bon partout où il se trouve.

Nous n'y avons pas manqué.

1° Subir ce qui est nécessaire, nous y répondons, par l'instruction, l'apprentissage et le travail corvée.

2° Appliquer ce qui est possible, c'est-à-dire par des lois, empêcher le gain illicite excessif, disproportionné au travail ou au risque, nous y répondons, pour le gain excessif, par notre loi *de la valeur temporaire de l'argent.*

Le gain illicite dû au vol, à l'usure, etc., s'il n'est supprimé, est considérablement entravé.

3° « Rendre possible ce qui est désirable. » Nous y répondons en assurant la vie de chacun, et en ôtant ainsi tout prétexte de corruption.

Quant à l'égalité parfaite des conditions, ce que beaucoup auraient désiré, nous laissons ce problème à l'avenir; nous nous contentons d'empêcher que les abus ne deviennent trop grands; du reste, le travail libre donnant à chacun le moyen d'augmenter son bien-être,

satisfera les vaillants. L'important, c'est qu'on ne craint plus l'affamement, qu'on n'encourage plus la vénalité ni la prostitution par misère.

La famille et la fraternité ne sont plus entravées ; le *Droit de vivre* donne à tous la liberté morale la plus absolue, et l'on sait que c'est la seule vraie, l'autre n'est qu'un vain mot.

Je ne crois pas qu'il soit possible de poser le problème social d'une façon plus conforme à la morale et à la science que ne l'a fait Jules Simon.

Je ne crois pas non plus que l'on puisse le résoudre plus simplement que nous l'avons fait par les deux formules pratiques :

1° Le Travail obligatoire pour tous avec retraite après dette acquittée.

2° Valeur temporaire de l'or unie au Travail libre.

APPENDICE

Analyse psychologique du Peuple Français au XIXème siècle

Le peuple français est-il mûr pour saisir, apercevoir le côté pratique du plan social que nous venons de développer ? Ce n'est pas à l'auteur d'en douter, l'homme convaincu croit toujours convaincre.

Quoi qu'il en soit, j'ai cru intéressant de clore ce premier volume par un exposé de l'état d'esprit en France des différentes classes de la société.

Peut-être, après cette lecture, que l'on peut regarder comme notre partie politique, apercevra-t-on l'ordre de la bataille qui se prépare sourdement dans les deux camps de l'action et de la réaction, et déduire les chances de succès du socialisme ; dans tous les cas, à l'impossible nul n'est tenu. Certainement, si l'on pouvait prouver que contre tout bon sens, un peuple, tout en maugréant, se révoltant sans cesse, braillant la liberté, au fond se complût en majorité dans l'esclavage, son affranchissement serait difficile, sinon impossible.

Mais je ne vois sur la terre aucune nation réduite à cette décadence morale. Lorsque la nation française, qui s'est souvent montrée si légère, si versatile, est bien convaincue que vraiment on veut porter atteinte à sa liberté, elle se jette dans les bras d'un despote pour gagner une nouvelle *réforme capitale*, n'ayant rien pu

obtenir, par les voies simples *de la morale et de la raison ;* mais l'histoire prouve aussi que ces despotes de de circonstance tombent bientôt usés par ceux qui les ont acclamés (1).

Il y a donc loin entre cela et un assentiment.

Guizot a dit : « Ni la force, ni l'ascendant d'un homme supérieur, ne sont des puissances à qui appartient la durée, et *nul Etat social* ne peut être permanent, s'il n'a ses racines et ses causes dans la société même, dans les rapports physiques et moraux dont elle est formée ».

On ne peut pas mieux établir la nécessité du referendum.

Voilà bien notre politique exprimée en peu de mots par un ministre qui, s'il vivait aujourd'hui, n'accueillerait certainement pas ma sociologie ni mon plan social; ce politicien bourgeois, d'un autre temps, était trop attaché au stimulant de *l'enrichissez-vous* à outrance.

Il ne faut pas s'étonner de ces contradictions chez ces grands esprits politiques. Ils voient toujours juste, mais ils n'agissent jamais comme ils pensent, nous avons déjà surpris en même contradiction Jules Simon, ils ne seront pas les derniers ; c'est que, malgré tout, il faut que la vérité surnage.

Cette pensée de Guizot est très juste, et le peuple l'oublie trop souvent. Tant qu'il lui faudra des fétiches, et qu'il ne comprendra pas que c'est de lui que doit sortir la force qui doit le conserver, qu'il comptera sur *des sauveurs*, il sera condamné à un esclavage qui variera selon son degré d'instruction et de moralité, mais n'en sera pas moins *un esclavage réel.* Voilà ce qui explique le passage de l'esclave au serf, et du serf au prolétaire.

Le prolétariat est-il la dernière forme de l'esclavage ? Nul ne peut le savoir, mais dans tous les cas, nous

(1) Période de 1789 à 1896.

l'avons déjà dit, la forme en sera de plus en plus adoucie et en rapport avec l'Etat d'esprit des peuples.

Voyons quel est l'état des esprits en France?

Etat des esprits en France

Deux camps sont bien tranchés, ceux qui possèdent beaucoup trop et ceux qui n'ont rien du tout, les premiers peu nombreux, les derniers formant légion, au milieu une population flottante, indécise, dont la grande majorité se sent entraînée d'abord vers une gêne relative, puis plus accentuée, arrive finalement à une situation voisine de la misère, et fatalement elle vient grossir le prolétariat qui augmente ainsi de jour en jour graduellement, le moment approche où l'on pourra distinguer parfaitement les deux camps: Pauvres et riches.

Ce que l'on appelait autrefois la classe moyenne n'existera bientôt plus, elle est remplacée par la classe *du paraître sans être*, elle ne représente plus l'ordre; vivant d'expédients pour sauver les apparences, c'est cette classe qui, froissée dans son orgueil, précipitera les événements. Dédaignée de l'aristocratie d'argent qui la regarde déjà avec mépris, elle se mêlera au prolétariat avoué, et la lutte sera parfaitement dessinée. J'appellerai donc ce premier camp l'action.

Il se compose : d'ouvriers des campagnes et des villes, d'employés faiblement rétribués, de modestes fonctionnaires de l'Etat, de petits fermiers, de petits commerçants, de petits industriels, de savants, poètes, écrivains, artistes, artisans sans nom ; de petits propriétaires, petits rentiers, petits retraités, auxquels vient s'ajouter cette population flottante dont je viens de parler, et dont la majorité est plus près de la ruine fatale que du succès envié.

Le deuxième camp, la réaction se compose :
De gros financiers, banquiers, etc. ;
De gros industriels ;
De gros commerçants ;
De gros agriculteurs ;
De gros propriétaires ;
De gros rentiers ;
De savants, poètes, artistes à grands succès, etc.
De gros fonctionnaires, etc., etc.
Voilà bien l'ordre de bataille.

PREMIER CAMP. — L'ACTION

Les prolétaires

Les travailleurs de la terre. — L'ouvrier des campagnes n'est pas exposé comme l'ouvrier des villes — des grandes surtout — à mourir de faim ; mais il est condamné à un labeur très pénible et à un salaire insignifiant, ce qui lui permet difficilement de sortir de cet état voisin de la misère, aussi songe-t-il à déserter la campagne pour la ville.

Depuis l'instruction obligatoire, le niveau intellectuel s'étant un peu élevé, un besoin impérieux de jouissance a séduit les jeunes gens comme les jeunes filles. C'est de ce côté que les capitalistes portent en ce moment leurs batteries, espérant faire sortir l'argent concentré par avarice dans le bas de laine des paysans. Ils y arriveront ; n'ont-ils pas à leur disposition tous les moyens de corruption que donnent l'or. Ils savent bien que la vanité du paysan parvenu, ne cède en rien à la vanité des petits bourgeois de 1830, qu'ils ont si bien ruinés. Le piège est déjà tendu, et pour quiconque a un peu d'expérience, la moitié de la besogne infernale est déjà faite.

Le petit fermier commence à s'apercevoir que la

grande propriété ne consiste plus à posséder beaucoup de terrain, mais bien beaucoup d'or. Que la chose dominante n'est plus la terre, n'est plus le travail, mais bien *le sac d'argent*. Aussi cherchent-ils à faire de leurs fils des prêtres, des notaires, des médecins, des professeurs, des fonctionnaires de tout ordre, des valets de grands seigneurs, et de leurs filles des femmes de chambre, des domestiques de grandes maisons, etc., population de plus en plus nombreuse appelée à augmenter la classe des petits propriétaires, rentiers et retraités dont nous parlerons tout à l'heure. N'est-ce pas que ce n'est pas trop mal trouvé pour se faire des partisans et attirer à soi de nombreux capitaux ?

Moyennant une rente de plus en plus amoindrie (1), ils deviennent sans rien risquer les propriétaires de capitaux énormes qui dans leurs mains rapportent 100 0/0.

L'agriculture souffre bien de cette désertion et de cette absorption, les bras manquent au moment où ils sont le plus nécessaires. Mais n'y a-t-il pas la machine ? Gare à qui n'a pas de capitaux pour soutenir la concurrence. Les gros mangeront les petits, tout comme dans le commerce et l'industrie.

La grande agriculture, devenue capitaliste, exploitera à son profit, sans souci de l'intérêt général, sa nouvelle situation (il faut bien qu'on mange). Et tant pis pour les populations des villes si les denrées falsifiées ou de rebut vendues hors de prix les anémient, ce n'est pas leur affaire, *enrichissez-vous, enrichissez-vous*. « Ce mot d'ordre est partout » et bientôt il n'y aura plus de petite agriculture. Ceci rend le paysan songeur.

TRAVAILLEURS DES VILLES. — L'ouvrier des villes — des grandes surtout — et on sait que le mouvement capitaliste tend à la centralisation, n'est pas aussi heureux

(1) Bientôt la rente sera à 2 0/0.

que l'ouvrier des campagnes ; il a peu de rapport avec les nouveaux princes, ce n'est pas lui qui fournit de domestiques les maisons des grands seigneurs de la finance, du commerce et de l'industrie, il est englobé d'une autre manière non moins habile. Suivons-le : Nous avons vu plus haut que les meilleurs produits de l'agriculture, c'est-à-dire ceux de première nécessité, sont envoyés à l'étranger, les villes n'ont que l'inférieur, le rebut (1).

De là, toutes les ressources de l'imagination pour parer ces produits souvent malsains d'étiquettes trompeuses. Faut-il s'étonner que ces produits alimentaires subissent des falsifications de tout genre ? Comment arriverait-on autrement à suffire aux besoins de l'immense population des travailleurs des villes ? Le consommateur ne pouvant choisir, les capitalistes sans vergogne exploitent tous ces malheureux.

C'est contre cette exploitation poussée à l'excès que s'est élevé le socialisme collectiviste, se basant sur l'association et la coopération partielles, acheminement naturel vers l'Etatisme.

Les ouvriers des villes sont donc préparés par l'association et par la coopération aux réformes sociales et ne regardent déjà plus comme utopiques les idées générales visant au même but, présentées par quelques auteurs de sociologie.

Ils commencent à voir d'un œil inquiet les tentatives d'associations collectives ouvrières qu'ils trouvent imbues du même esprit que les associations capitalistes. Ils n'aperçoivent pas bien comment ils arriveront à triompher de ce qu'ils appellent *l'infâme capital*. Les

(1) — « L'or de l'étranger échangé contre nos meilleurs produits. » — Mais voilà le problème, répondent les capitalistes ; les milliards abondent en notre France, et la Nation est de plus en plus riche. De quoi vous plaignez-vous ? — Retournant ses poches, de quoi ? répond l'ouvrier des villes : de ce que je n'ai pas d'*achetoirs*, même pour payer le rebut que vous nous laissez.

grèves montrent clairement l'état de leurs esprits. Ils veulent dans le travail une organisation solidaire puissante, pouvant répondre à l'organisation solidaire si puissante du capitalisme; mais ils sentent bien que leur arme n'est pas la même, on n'agiote pas avec le travail. Ils sentent bien qu'ils ne peuvent pas faire de leurs associations ouvrières des tripots de bourse ; que l'on ne peut, par ce jeu, compromettre les intérêts de l'association ; ils sentent en un mot qu'il faut que les associations basées sur le travail *soient scrupuleusement honnêtes.* Ils sentent qu'ils sont à peu près sûrs d'être roulés par les écumeurs de l'or toujours assurés du gogo ; c'est donc sur d'autres combinaisons que l'esprit ouvrier se porte.

Et voici ces réflexions :

On nous dit que nous sommes des hommes libres, qu'il y a un grand honneur à devoir sa fortune à sa propre initiative, et que ce serait nous ravaler extraordinairement que de nous enrégimenter *sous un numéro matricule*, etc.

Et en somme, tous ces beaux parleurs cherchent pour eux et pour leurs enfants, quoi? Des fonctions dans l'Etat bien payées et bien retraitées ; et ils sont si nombreux que non seulement les administrations regorgent, mais des milliers attendent tranquillement leur tour, finissant toujours par arriver : je parle de la gent bien élevée et surtout bien cossue.

Pourquoi donc l'ouvrier, en somme le plus utile, n'aurait il pas, lui aussi, ce droit au travail que le fortuné, qui peut s'en passer, trouve sans se donner beaucoup de peine?

Ceci est tellement évident que cela se passe de tout commentaire.

Voyons, messieurs les bourgeois, votre système tend à diminuer de plus en plus l'intérêt de l'argent, à augmenter de plus en plus le prix des produits : je vou-

drais bien que vous me disiez comment un ouvrier pourrait arriver à se faire un capital assez fort pour produire une rente capable de le faire vivre lui et les siens lorsqu'on ne veut plus de lui au travail (1).

Vous êtes plus roués que lui, on le sait, mais il a aperçu votre piège ; ne pouvant se suffire par suite souvent d'infirmités, vous comptez qu'il mettra son petit capital en viager, déshéritera ainsi ses propres enfants, et que tout vous reviendra. Je connais votre réponse : Ils peuvent s'établir, faire une petite industrie, un petit commerce ; nouveau piège où la majorité sombre et reste la proie des propriétaires et des gens de loi. Eh bien ! les petits seront mangés par les gros, n'est-ce pas une loi de nature ? Mais votre calcul ne s'arrête pas là, l'intérêt réduit à 2 0/0 fera sortir des milliards inactifs ; alors nous créerons des entreprises gigantesques où l'on trouvera un intérêt plus élevé de son argent, le travail prendra un nouvel essor et le progrès marchera rapidement (2). Oui ! mais le pauvre peuple *s'en souvient : Panama ! Panama !...* Les moins échaudés répondent : « Eh bien ! l'Etat cette fois garantira. » Très bien !... Nous avons donc raison de dire que l'ouvrier des villes, le petit commerçant, les petits employés, les petits rentiers, sont tous bien préparés pour notre réforme radicale puisqu'ils sentent la nécessité de la *protection de l'Etat* pour les garantir des fripons.

Les déclassés. — Cette catégorie de citoyens, la plus malheureuse peut-être, celle de laquelle on s'oc-

(1) Une perle (*Gaulois*). Ce journal a trouvé la solution sociale : tout le monde millionnaire. Il suffit pour cela de mettre 400 fr. de côté à 5 0/0 pendant 98 ans, ou encore mettre 100,000 fr. de côté le jour de son mariage et laisser s'accumuler les intérêts à 5 0/0. On est millionnaire avant de célébrer la cinquantaine. Ah ! dit-il, si tout le monde savait cela !... Et dire que c'est avec des bourdes pareilles qu'on combat le socialisme. Pauvres lecteurs du *Gaulois !...*

(2) Roger de Beaulieu.

cupe le moins, qui devient de plus en plus nombreuse, et qui est exposée à des déceptions sans fin, la plus exploitée de tout le prolétariat, sent son mal plus profondément que toutes les autres, et n'ose rien dire à cause de son peu d'indépendance.

C'est pourtant de cette classe que sortira le salut des nations, à cause même du silence qu'elle est obligée de garder, et de l'expérience qu'elle acquiert chaque jour au contact du riche, qu'elle connaît et dont elle sait très bien ne pouvoir rien attendre.

A un moment, qui n'est pas éloigné, ces fils de nobles, de bourgeois ruinés, de parvenus, dont les pères ne sont pas assez riches pour doter largement leurs filles, seront impuissants pour recommander suffisamment leurs fils et leur donner une situation en rapport avec l'instruction qu'ils ont reçue. Ils feront cause commune avant peu avec le prolétariat ouvrier, qui comprend déjà l'importance de ces intelligences cultivées, pouvant répondre aux arguments subtils et ironiques, des érudits, des journalistes, des écrivains intéressés ou vendus au pouvoir de l'argent, pour combattre les progrès du socialisme. Une seule considération attire encore ces déclassés vers l'aristocratie d'argent et est cause de l'indifférence plus apparente que réelle qu'ils affectent pour la question sociale ; c'est qu'ils espèrent faire un mariage plus ou moins avantageux avec les filles des petits-parvenus, associant ainsi leur gêne, seul moyen qu'ils trouvent pour se maintenir momentanément dans la situation du *paraître sans être*, car, nous l'avons vu, qu'est-ce même que 100,000 francs de dot pour tenir la situation que *rêvent les déclassés*, ces enfants gâtés de l'orgueilleuse bourgeoisie? Aussi, depuis quelque temps tout le quartier latin est en émoi, la question sociale y est entrée en plein, on s'agite. Nos professeurs d'économie politique et sociale s'en émeuvent et déjà plus d'un coup de pied a été envoyé à

l'Individualisme (1) ; de ce côté encore l'idée a marché. S'ils ne nous sont pas encore acquis, ils en approchent.

La Classe moyenne

Petits propriétaires, petits fermiers, petits commerçants, petits industriels, etc. Population flottante nageant entre deux eaux.

Ecrasés par les gros, leur revendication est près d'éclater. Ils ne se soutiennent plus que par la ruse en cherchant à se nuire et à s'écraser les uns les autres. Les gros se réjouissent de cette lutte qui les laissera bientôt maîtres absolus du terrain.

Ces petits bourgeois accueilleront au premier abord difficilement notre système social. Ils sont habitués à tenter le hasard ; la spéculation fait leur joie. Ils aiment le jeu, les tripotages, et ont tous les défauts du joueur. Ils appartiennent au capitalisme par éducation et ne se plaindraient pas du système actuel s'ils pouvaient tous jouer le grand jeu à leur aise.

Malheureusement, comme dans toutes les luttes du hasard, il y a heur et malheur, et les grecs et les escrocs y pullulent. Si on ne faisait qu'y perdre son honneur, ils s'en consoleraient assez facilement ; malheureusement on y perd très souvent les dernières bribes de sa fortune, et quand on en est là, ou près de là, on a l'oreille moins dure aux combinaisons sociales.

Un grand nombre en sont là aujourd'hui. Voyons l'état de leur esprit :

Dans cette classe, le rêve est de se retirer avec 10,000, 20,000, 30,000 livres de rente. On sait que pour cette misère il faut à 3 0/0 un capital entre 350,000 francs et 900,000 francs, presque un million (2).

Un grand nombre n'y arrivent jamais, alors c'est

(1) Brunetière.
(2) Le million du *Gaulois* n'est pas *accessible à tout le monde.*

l'abomination de la désolation ; c'est de cette source que sortent ces tristes déclassés toujours mécontents de leur situation.

Ces honnêtes bourgeois ne se le dissimulent pas, ils doivent fatalement, eux ou leurs enfants, devenir la proie du capitalisme, leur rêve serait de devenir milliardaires, quelques-uns y parviendront, mais la masse restera sur le carreau. Je sais bien que ces braves bourgeois, cupides et prodigues pour la plupart, ont d'autres ressources que leur industrie et leur commerce pour augmenter leur condition sociale, et qu'ils en usent largement. Ne sont-ce pas eux qui ont inventé le *mieux vaut paraître sans être, qu'être sans paraître?* Aussi beaucoup sombrent à ce jeu, et lorsque ruinés ils viennent grossir l'armée du prolétariat, ce ne sont pas les moins furieux, et lorsque sans succès ils se sont bien débattus à la porte des ministères et des administrations, que le capital du haut de sa grandeur, sans vergogne, leur fait sentir leur nouvelle condition, ça change.

De deux choses l'une, où ils deviennent les compères du capital, ou tombés dans la bohême ils se vautrent dans l'orgie, en compagnie de filles déchues sortant des mêmes rangs qu'eux.

C'est dans ce monde que les maladies du cerveau se donnent rendez-vous, c'est là que vient se recruter l'anarchie vénale, c'est de là que sortent ces journalistes vendus au plus offrant, c'est de là que sortent ces députés flatteurs des foules, ces ministres prévaricateurs, c'est de ce milieu que sortent tous ces brasseurs d'affaires, compères du million, en un mot c'est là qu'est la base pourrie de cet édifice social que l'on voit s'écrouler.

On le voit : Si cette classe n'est pas encore gagnée aux idées socialistes, elle ne possède contre nous aucune force sérieuse ; au contraire, cette armée de jouisseurs

qui depuis quarante ans sans souci de leur postérité, marchent au hasard, laissant croître les abus, préparent dans leurs enfants ruinés par leur imprévoyance, et instruits par l'expérience, les réformateurs de cette société nouvelle, que tout le monde prévoit, que tout le monde désire, et que tout le monde craint comme on craint l'inconnu.

La marche en avant est donc ouverte, et j'ose prédire que c'est à cette classe victime directe des vices de ses pères (*le prolétariat instruit*) qu'incombe la gloire et l'honneur de la rénovation sociale. C'est à elle de continuer les conquêtes de la Révolution (1789) et de saper dans sa base la féodalité de l'argent, que la trahison, l'incurie et la cupidité bourgeoise ont laissé grandir et se greffer sur l'ancienne féodalité. Piteuse alliance du bourgeois et du noble. Si cette classe n'est pas encore gagnée à notre cause, elle s'y prépare.

Aussi méfions-nous de ce nouveau cri d'alarme, *l'Ennemi c'est le Juif* (1). C'est encore une farce bien jouée pour leurrer les foules et cacher le véritable ennemi.

Cette ruse politique est la même déjà employée par Gambetta, lorsqu'il a dit « *l'ennemi c'est le cléricalisme.* »

L'ennemi, le véritable ennemi, c'est le capitaliste.

Les Érudits, écrivains, poètes, inventeurs, artistes, artisans à la *recherche* d'une position sociale.

Grimpant à l'arbre pour décrocher la timbale, se faire un nom, autrement dit : Cette catégorie, quoique moins nombreuse, n'est pas une quantité négligeable ; elle domine par le prestige que conservent toujours le génie et le talent.

C'est de cette classe que l'on craint de voir sortir la

(1) Drumont.

féodalité électorale. Nous avons dit plus haut ce qu'il faut penser de ces craintes (1).

Dans la société actuelle, à cette lutte, la majeure partie de cette catégorie achève de se ruiner, végète, et sera, si elle ne l'est déjà, dans un temps plus ou moins long, condamnée à la misère (2).

Ces citoyens sont acquis par caractère aux progrès humains, ils ont le cœur ouvert aux réformes ; malheureusement ils ne sont pas compris des majorités populaires qui se jettent de préférence à la remorque *des talents à succès,* talents déjà viciés dès lors qu'ils ont décidé prendre cette route, la plus facile, pour arriver au renom. En commettant cette erreur, le peuple (3) est cause que beaucoup de génies, de talents se corrompent, et il ne se doute pas que ces flatteurs des foules qui ne courent qu'après la fortune se moquent de lui. que lorsque ces hommes touchent au succès c'est double perte ; pour la Nation d'abord, parce qu'ils ne produisent plus d'œuvres franches et convaincues ; et ce qui est plus grave, c'est qu'ils empêchent le génie et les talents honnêtes de se produire. Le nombre des victimes qu'atteint cette erreur populaire est grand.

A cette catégorie appartiennent beaucoup de déclassés ayant conservé le respect d'eux-même ; instruits, ils ne sont point dupes de ces œuvres vénales qui sortent de tous ces cerveaux souillés ou malades. Ces esprits honnêtes ayant résisté à la corruption sont naturellement gagnés à notre cause.

Les Fonctionnaires. — Nous voilà dans le fonctionnarisme.

Le fonctionnarisme, tel qu'il est organisé, est en

(1) 2e partie (*Les Féodalités*).

(2) Pour un qui réussit, neuf végètent sous le poids de leurs parchemins.

(3) Bien moindre déjà qu'il y a 30 ans, depuis l'instruction obligatoire.

majorité le refuge de quelques pauvres diables qui ont travaillé intellectuellement plus que la masse générale. Il est un cumul pour les petites et les moyennes fortunes, et, en même temps, il pose un homme dans le monde bourgeois, *il en fait quelq'un.*

Il y a, je le sais bien, une aristocratie très accentuée dans ce petit monde, que le grand monde officiel cherche à s'attacher, tout en gardant sa distance. Cette attitude que le fonctionnaire est obligé de tenir, son orgueil froissé ne l'accepte pas.

De tous les déshérités de la fortune que nous avons passés en revue, et ils sont nombreux, le fonctionnaire, après tout, est encore le mieux traité. Le capitalisme ne peut l'exploiter directement; il n'est pas son esclave, sa créature, il serait tout *au plus le serviteur de tous,* la nuance est grande, et puis il est retraité, et sa retraite est garantie par l'Etat, c'est-à-dire à l'abri des flibusteries du capital; plus heureux sous ce rapport que le rentier, auquel on donne des chiffons de papier variant continuellement de valeur et sujets à des conversions ruineuses pour les possesseurs de ces titres chargés de plus en plus d'impôts. Ils ne craignent pas non plus la diminution toujours graduée de la rente; si la vie augmente autour de lui (1), dans ce cas on augmente sa retraite; en un mot les fonctionnaires ont acquis le Droit de vivre, et en majorité, assez confortablement.

Quelques mots sur le Fonctionnarisme. — Le Fonctionnarisme, tel qu'il se pratique dans le système actuel, est du socialisme d'Etat officiel (2). Mais même en généralisant cette organisation, qui pourrait avoir à s'en

(1) On sait que le principe capitaliste est de diminuer de plus en plus l'intérêt du capital et augmenter de plus en plus le produit. Ces Messieurs regardent ces symptômes comme des signes de prospérité générale.

(2) Un peu comment l'entendait Bismarck; on sait que ce n'est pas ainsi que nous comprenons l'Etatisme.

plaindre? Sont-ce les ouvriers désireux peut-être de devenir patrons à leur tour, encouragés par l'exemple de quelques-uns des leurs arrivés à la fortune? Ils en sont revenus. Ces ouvriers, patrons parvenus, sont souvent des despotes dépassant les bourgeois et les nobles. Ils sont tous aujourd'hui les alliés du capital, et l'ouvrier s'aperçoit très bien que ce soi-disant collier du fonctionnaire, qu'ils affectent de mépriser, leur paraît très désirable pour leurs enfants et qu'ils ne reculent pas devant le cumul. Ce qui est bon pour eux est bon pour tous, se dit l'ouvrier..... Utopie! crie le capitalisme..... Et il en prépare, par ce moyen, la voie pour lui, espérant, au pis aller, par le socialisme Bismarck, pouvoir encore une fois escamoter le pouvoir au peuple.

C'est donc au peuple, par une étude sérieuse de la question sociale, à diriger, à précipiter le mouvement, à s'emparer du pouvoir avec le vote avant qu'il ne tombe dans les mains de ses pires adversaires.

Avec votre système vous nous plongez, répètent les capitalistes, dans le pire des esclavages, la *Féodalité électorale* (1). Ne faut-il pas qu'ils trouvent toujours quelque chose à dire? Nous en avons parlé et on sait à quoi s'en tenir. Dans tous les cas, l'Etatisme c'est l'extinction du prolétariat, c'est le droit de vivre pour tous, c'est le relèvement de la vertu, de la dignité, de l'honneur, c'est le triomphe de ceux qui savent se contenter du nécessaire, et ils sont nombreux.

L'adopter c'est mettre tout le monde à l'abri des machinations, des pièges et des tortures que leur font subir ceux qui détiennent *le pain de chaque jour*. Qu'on mûrisse bien notre plan social, et l'on verra

(1) C'est-à-dire le despotisme, le favoritisme. Remarquez : elle existe déjà en plein et ils s'en servent pour leurs enfants ; qu'ils ne trouvent pas des esclaves quand ils obtiennent de bonnes places bien payées et bien retraitées.

qu'un homme prévenu en vaut deux, et que cette soi-disant féodalité électorale, que l'on nous oppose, ne sera jamais aussi funeste à tous qu'elle l'est dans le régime actuel. Le fonctionnarisme, en ce moment, c'est la sécurité des bourgeois. Il faut qu'il devienne la sécurité de tous.

Le fonctionnaire profite déjà des avantages réclamés par l'ouvrier ; sa journée est moindre que huit heures, il jouit d'une certaine considération, commandée naturellement par une certaine instruction dont jouit aussi l'ouvrier depuis l'instruction obligatoire ; il n'est pas exposé au chômage et il a des vacances sans suppression d'appointements, etc.

Je souhaite cette sécurité à tout le monde.

Pour revenir à notre sujet. Les fonctionnaires déjà habitués ne peuvent être hostiles à l'Etatisme : je parle des petits fonctionnaires que l'on sait plus nombreux que les gros.

Voilà donc le camp de l'action bien établi ; passons maintenant à la réaction.

DEUXIÈME CAMP. — RÉACTION

Les Capitalistes

On a vu au commencement de ce livre le mal social, les principes du capitalisme.

Pour nous c'est une Féodalité comme toutes les féodalités qui se sont élevées ; c'est le résultat accidentel de circonstances se rattachant beaucoup à l'état psychologique des peuples. Il n'est point le produit conçu *a priori* d'une organisation savante, voilà pourquoi il n'est pas l'œuvre des Juifs plus que celle d'autres. Drumont est donc dans l'erreur lorsqu'il dit : « Tout le monde possède un capital, ne serait-ce qu'une simple valeur, « quelqu'argent à la caisse d'épargne, tout le

monde est donc capitaliste. » Le capitalisme est, dit-il, un mot qui ne signifie rien. Ce qui signifie quelque chose, c'est l'abus que l'on peut faire de ce capital « Voilà pourquoi, dit-il, il faut attaquer le Juif. — » Très bien ! Mais ce que Drumont ne veut pas voir, c'est que ce n'est ni le Juif, ni le judaïsant, qu'il faut faire disparaître. Il est insensé d'y songer. Mais ce qu'il faut leur ôter c'est l'arme de laquelle ils abusent, c'est-à-dire le capital, qui est une force comme l'épée et qui doit être au pouvoir de l'Etat-Peuple et non en dehors de lui.

Nous l'avons dit plus haut, les Féodalités sont des puissances qui s'élèvent à l'insu des peuples. Quelques esprits clairvoyants les prévoient, mais sont rarement écoutés des masses, qui, seules, pourraient les empêcher de grandir.

Heureusement, comme il arrive toujours à ces institutions élevées sans plan préconçu, elles portent en elles-mêmes le germe de leur destruction.

C'est ce qui est arrivé à la Féodalité de l'épée, c'est ce qui arrivera à la Féodalité capitaliste comme à toute puissance qui voudra s'élever au-dessus de l'Etat-Peuple.

Le capitalisme sent sa fin prochaine ; on le remarque à ses tendances à se hiérarchiser, mais il n'y réussira point.

Sans doute sa toile est bien ourdie et il est déjà bien difficile à beaucoup de s'en échapper, mais à force d'anémier les gens, les efforts réunis de tous auront bientôt détruit la machiavélique combinaison de ces despotes de l'or.

Il n'y a donc pas de Juifs ni de Judaïsants. Il y a des hommes égoïstes qui veulent beaucoup pour eux et *rien* s'il était possible pour les autres ; leur Dieu est le Hasard, parce que avec lui, on peut voler, tripoter, agioter... Ils refusent toute espèce de solidarité, comme

s'ils n'avaient besoin de personne, et ils ont besoin de tout le monde, surtout des gogos.

Voilà donc bien l'ennemi. Ce n'est donc pas un fantôme comme on voudrait nous le faire croire ; l'ayant découvert, nous l'attaquons dans sa base.

Tous les brasseurs d'affaires sont capitalistes, nous les avons nomenclaturés plus haut, mais, en général, sont capitalistes tous ceux, pauvres ou riches, cléricaux ou laïques, qui s'associent de principes ou d'intérêts avec eux, c'est-à-dire *à l'exploitation de l'homme par l'homme.*

Lorsqu'on montre à ces égoïstes tout l'odieux de ce système, où, comme dans tous les jeux, les cartes biseautées, les grecs et les fripons pullulent, ces honnêtes gens répondent invariablement : « Chacun pour soi, Dieu pour tout le monde. Vous ne voulez ou vous ne pouvez pas jouer, tant pis pour vous. Les affaires sont les affaires..... le temps c'est de l'argent; je n'ai pas le temps de vous écouter. »

Pour eux la vie est une guerre où le vaincu est l'esclave du vainqueur. La conscience (1) seule oblige. Toute loi obligatoire est une entrave à la liberté individuelle. Ils trouvent que rien ne les oblige à s'occuper de l'intérêt des autres. Si nous sommes charitables, disent-ils, c'est que nous le voulons bien ; nous ne voulons pas y être forcés. Notre fortune, que nous devons à notre intelligence et à laquelle les lois naturelles n'assignent aucune limite, nous fait riches, puissants et libres. C'est notre droit d'en user comme bon nous semble. Si cette pratique ne répond pas à ce que tout le monde aurait lieu d'en attendre, ce n'est pas notre affaire, c'est celle des gouvernements qui doivent pourvoir, par des institutions de charité et de prévoyance,

(1) On sait que généralement la conscience ne les étouffe guère.

aux victimes inévitables de toute lutte, quelle qu'elle soit. Est-ce clair ?

Plus il y aura de malchanceux et d'imbéciles, plus nous serons riches. A bon entendeur salut !

Après cela il n'y a plus qu'à tirer le rideau. — Miséreux ! réclamez-vous de la Providence de Dieu. L'Etat ne vous doit qu'un morceau de pain et encore..... (1) ; mais, pour ces messieurs, c'est autre chose. L'Etat doit, sous la garantie de lois répressives très sévères, maintenir l'ordre et garder leurs propriétés, leurs terres et leur argent ; malheur à qui oserait contester leurs droits.

Ne paraît-il pas monstrueux que quelques-uns, par droit de force ou de chance, puissent accaparer, par des moyens soi-disant légaux, toutes les richesses dues au travail de tous, et puissent, suivant leurs caprices, gorger ceux qui veulent bien servir à leurs plaisirs et affamer tous ceux, plus dignes, qui demandent au travail leur existence ?

Les voilà, je crois, bien dépeints, les réactionnaires.

Les positions sont prises dans les deux camps : qui gagnera la bataille ?

Elle devient imminente. Ce n'est pas d'hier que la lutte se prépare ; du jour où la Révolution française a proclamé l'Individualisme absolu comme base sociale, l'Etat personnel avait perdu toute sa force.

(1) Ce système social, basé sur le jeu, donne déjà ses résultats. L'année dernière, en Amérique, des milliers d'affamés (sans travail) marchaient sur Chicago, demandant au gouvernement du travail ou du pain. Dernièrement, les sans-travail d'Angleterre, après avoir fait grève et avoir obtenu du capitalisme ce qu'ils demandaient, restaient sur le pavé : une crise dans le travail les réduisait à demander secours au gouvernement ; enfin, en France... ces tristes effets du capitalisme commencent à se faire sentir. Dernièrement, au Havre 1,200 malheureux sans travail brisaient les vitres et demandaient en masse du pain ; et tout cela au sein de l'abondance. Ces symptômes suffisent-ils à nos gouvernants ?

Croit-on que ce sont des réformes anodines comme l'impôt progressif qui guériraient un mal comme celui-là ?

De grâce ! Messieurs de la classe dirigeante, réfléchissez ! réfléchissez !

Si la Bourgeoisie n'avait pas trahi, n'avait pas fait alliance avec les anciens principes, le peuple aujourd'hui serait le vrai souverain. Mais il n'en a pas été ainsi... et pour cacher sa trahison elle a imaginé cette politique bourgeoise, qui, à force de concessions, nous a conduits à l'opportunisme, dernière couleur de cette politique hybride usée jusqu'à la corde, qui nous place entre les bombes anarchistes et les violentes menaces réactionnaires.

Comment engager la bataille ? On sait que je rejette tous les moyens violents.

Un seul moyen reste au peuple :

Le Referendum

Il y a quelques mois (novembre 1895), je proposais ce vœu à la Chambre :

« *Le Gouvernement prend lui-même l'initiative de l'Etude de la question sociale, accorde le temps d'une session pour qu'elle soit étudiée par le peuple, qui, à la majorité du suffrage universel, dira, par une ou plusieurs formules ce qu'il veut.*

« *Des mesures ultérieures seront prises pour le bon ordre et pour aider à l'accomplissement du projet.* »

C'était répondre au désir du Cabinet Dupuy ; c'était sortir du dilemme ; si, à ce moment ou depuis, il s'était trouvé un député vraiment désireux d'aboutir, il eût tenté l'aventure ; le peuple aurait vu clairement, au moins, de quel côté étaient les bonnes volontés, mais pas un n'a dit mot, bien que j'aie pris soin de les en instruire en leur envoyant un exemplaire de ma brochure.

Hélas ! où sont les hommes de bonne volonté ?...

Ces formules résumées par le peuple étaient pourtant précieuses : elles aboutissaient à l'étude d'un plan social étudié par tous. N'est-ce pas ce qu'il faudrait pour mettre fin à toutes ces querelles d'idées et de mots ?

En 1789, le bourgeois, pour se débarrasser de la tyrannie des nobles et du clergé soutenus par la puissance de l'épée s'est résumé ainsi :

Abolition des privilèges ;

Tous les Français sont égaux devant la loi.

Nous, prolétaires, pour nous affranchir de la tyrannie des bourgeois capitalistes, ajoutons à ces deux formules les suivantes :

Le travail obligatoire pour tous ;

La valeur temporaire de l'or.

Ces deux formules, moins subjectives, ont le double but de régler la voracité cupide des hommes d'argent, et de donner aux pauvres un peu de ce *bien-être*, un peu de cette sécurité, dont les riches se montrent si avares pour eux et pour leurs enfants.

Est-ce trop demander ?... Dernièrement le pauvre peuple soupirait un peu aux douces paroles de M. le ministre Léon Bourgeois (il faut bien qu'on croie un peu aux paroles d'un ministre). « Un homme, dit-il, ne doit plus être considéré comme un être isolé, la tâche de la société n'est pas accomplie lorsque le droit de chacun est strictement respecté, l'être humain est un associé, l'associé de tous ses semblables », etc.. Et on était heureux de voir terminer ce discours par ces consolantes paroles :

L'association humaine n'aura pas sa forme pacifique et définitive, tant que chacun de nous n'aura pas acquitté sa part de dette solidaire.

Pourquoi ce ministère, rempli de si bonnes intentions de marcher en avant, a-t-il manqué de persévérance ? Heureusement que le peuple français, par les élections municipales de mai 1896, a protesté.

Il était temps, mais cette manifestation n'est pas assez claire. On me répond : A quoi bon former un vœu quand on est sûr de le voir rejeter à une grande majorité par le Sénat ? Est-ce une raison, puisque depuis

vingt-six ans de République, toute réforme qui, de près ou de loin, touche aux abus du capitalisme, a le même sort.

Frappons droit au cœur, car pourquoi tous ces bavardages parlementaires qui conduisent finalement à ce mot de la fin, tant de fois répété en France et ailleurs aux socialistes ?

« Vous avez l'orgueilleuse prétention de représenter la majorité de l'opinion du peuple ; mais nous aussi, plus modestement, puisque nous sommes en majorité ses élus. Que le peuple parle... » et nos députés socialistes réduits *a quia* baissent le nez, le peuple, malheureusement trop peu versé dans ces questions, voyant ce silence, croit qu'il n'y a rien à faire (1).

En 1789, les représentants du peuple, malgré leur haute valeur, leur haute allure et leur grand talent oratoire, avaient compris que c'était du peuple lui-même que devait venir la réforme radicale. Et ils ne s'exposaient pas comme les nôtres à la risée, à l'ironie de leurs adversaires, ils ne venaient pas chacun avec un projet de réforme dans la poche. Ils laissaient au peuple le soin de traiter ces questions générales.

Aussi, n'y-a-t-il aucune comparaison entre nos députés populaires d'aujourd'hui, et ceux de notre grande et universelle Révolution ; cependant il faut aboutir, on le sent bien.

Il est toujours malaisé à un monsieur, serait-ce un député de génie, de dire dans des choses qui concernent tout le monde : « Voici mon plan : prenez mon ours », mais il est toujours bien, ne serait-on qu'un homme du peuple, de dire : « J'ai travaillé dans le but d'être utile à tous. Voyez et jugez. »

Et quand le peuple aura fouillé, retourné, critiqué et

(1) Lorsque ceci a été écrit M. Millerand n'avait pas encore parlé.

résumé ce qu'il veut, qu'il aura voté en connaissance de cause, il faudra bien se rendre ; ce ne sera plus l'œuvre d'un homme, ce sera celle de la majorité.

En Suisse, où le referendum est pratiqué, on peut remarquer dans l'espèce le progrès accompli.

Le 3 juin 1894, à Genève, 60,000 voix contre 127,000 ont réclamé par un plébiscite le droit au travail. Si on se rappelle le triste résultat obtenu par Louis Blanc en 1848 (ateliers nationaux), on est obligé de constater que c'est un véritable progrès que ce peuple a fait dans la connaissance de la question sociale.

Cela doit faire réfléchir ceux qui disent : « Le peuple est une bonne bête, il ne demande qu'à être gouverné (1) ».

Quand nous apercevrons-nous que l'oligarchie financière est la souveraine absolue, que, pour cacher son jeu, elle ameute les colères du prolétariat sur ses anciens ennemis, la noblesse et le clergé devenus ses complices.

Quand nous apercevrons-nous, qu'au fond, cette oligarchie, plus autocratique que la première, cherche à fonder un pouvoir invincible ?

Jetons un coup-d'œil en arrière et nous verrons que la politique des ministères qui se sont succédé depuis 1830, est toujours la même, ce qui a fait dire : « Plus ça change, plus c'est la même chose », mais plus aussi le capitalisme devient puissant.

Ce phénomène politique du piétinement sur place n'est-il pas assez clair, et ne découvre-t-il pas que cette oligarchie, qui tient l'assiette au beurre, sait très bien

(1) *Gaulois*, 23 juillet 93. — Emile Olivier disait :
« Le peuple français regarde de tous les côtés de l'horizon si le libérateur n'arrive pas ; de quelle acclamation il le saluera. La France s'ennuie, disait Lamartine ; aujourd'hui, elle attend. »
Non, M. Emile Olivier, la France ne s'ennuie, ni n'attend : elle songe. Elle n'est pas éloignée de revenir *au plébiscite*, mais pas comme vous l'entendez. Elle songe au referendum, dont la Suisse montre un si éclatant exemple.

comme le dit Karl Marx... la fin qui l'attend ; qu'elle sait très bien que le plus fort sera un jour l'Etat-Peuple. Mais son désir de régner pour jouir présentement l'emporte sur tout. Sceptique jusqu'à la moelle, elle s'en console en pensant que si elle ne triomphe pas définitivement, elle restera maîtresse assez de temps pour jouir des privilèges de la bonne fortune, qui fait de ses membres des demi-dieux mondains. Vaincus, ils essaieront encore, avant d'abandonner la place, de rester les chefs hiérarchiques, grassement payés de l'armée du travail, jusqu'au jour où le peuple, complètement instruit de ses droits, fort de lui-même, comprendra enfin qu'il est vraiment le maître et le souverain.

Il faut bien croire que ces réflexions populaires conduiront le peuple à rechercher lui-même le remède aux abus dont il souffre ; qu'il n'attendra pas que ces abus soient à leur apogée pour se grouper, s'unifier ; qu'il conjurera les événements, persuadé que *le laisser faire, le laisser passer* le conduit sûrement à l'esclavage.

On voit toute l'importance du *vœu* que je présentais au Parlement dernièrement (en novembre 1895). Il était d'un côté un réactif efficace à l'indifférence si visible et si coupable du peuple, et de l'autre un sage avertissement à la classe dirigeante.

Par l'étude de la question sociale par tous, le peuple sortait de cette erreur de croire qu'il faut une grande érudition pour comprendre ces questions, qui au fond ne demandent qu'un bon sens pratique.

La question sociale est simple par sa nature, elle ne paraît si complexe que par la confusion que ses ennemis acharnés se sont plu à jeter sur elle ; l'expérience prouve qu'en face de discours contradictoires aussi éloquents que l'on voudra, le peuple sait toujours dégager les formules qui le mettent à l'abri du despotisme de ses tyrans. (Exemple : 1789).

Là est le salut des nations et de notre Patrie en particulier, là est le moyen de donner satisfaction à tous les cerveaux pensants, en leur laissant le temps et le moyen de se développer et de s'épurer en toute liberté, par une lutte ouverte.

Je répète donc aux partisans *du laisser faire, du laisser passer*, à ceux qui attendent ou provoquent une Révolution sanglante, et à ceux encore qui usent de violence (1). Vous aurez beau faire, les temps sont *au Verbe et à la Science, et la Science et le Verbe finalement triompheront.*

Parallèle

Notre système en face de l'organisation sociale actuelle

Au début de ce livre, nous avons dit que la cause du mal venait de cette formule égoïste : « Le chacun pour soi », entrée dans les usages et adoptée comme base de tout système social jusqu'à nos jours.

A cette formule, on sait que nous avons opposé : « Le tous pour chacun, chacun pour tous ».

Il est peut-être intéressant pour le lecteur de rapprocher ces deux formules, et d'en déduire les conséquences.

Par la formule : « Tous pour chacun, chacun pour tous ». Ce n'est pas l'individu qui est riche, c'est la nation, la propriété tient la place qu'elle doit occuper ; ce n'est plus une richesse accablante pour celui qui la possède, ni une misère pleine de souci pour celui qui en est privé.

Dans ce système, l'accaparement de l'or à outrance n'est plus possible, l'or n'est plus une arme terrible qui peut, sous le caprice de quelques-uns, affamer des

(1) Dictateurs et anarchistes criminels.

populations entières, les avilir, les prostituer, les diviser, les ruer les unes contre les autres. Tous, au contraire, retrouvent la plénitude de leur force physique et intellectuelle sous l'influence bienfaisante de cette sécurité si recherchée, pour eux seuls, par les riches égoïstes de notre siècle.

Dans ce système, on compte avec les faiblesses humaines, et personne ne peut se trouver froissé des garanties qui lui sont demandées, parce qu'elles sont les mêmes pour tous, chacun sait que la confiance ne se donne pas, elle s'acquiert. On ne peut se laisser séduire par les paroles. l'homme est jugé sur l'ensemble de son caractère étudié depuis son enfance, jusqu'au moment où il essaye d'occuper une fonction publique. Par ce fait, les trahisons sont rares et ne peuvent, en tout cas, avoir de conséquences bien désastreuses; nous avons, du reste, pris toutes les mesures pour les empêcher d'aboutir.

Ce système n'oblige ni au patriarcat, ni au matriarcat Est époux et épouse qui s'en croit la vertu; est père qui s'en croit et surtout s'en montre digne ; est mère qui s'en sent le dévouement. Il n'y a pas de loi humaine, qui puisse obliger à cela (liberté morale absolue). Plus d'enfants abandonnés, tous ont droit à la protection de l'Etat. Partant plus d'infanticides, plus de cruautés, plus de commerce infâme d'innocentes créatures, plus de détournements de mineures. plus d'unions forcées, plus de mariages ridicules et disproportionnés. plus d'esclavage pour la femme, plus de ces ignobles moyens, basés sur l'affamement, pièges infâmes où viennent se prendre les mauvaises tendances, l'inexpérience, et le plus souvent l'innocence.

En est-il de même de la formule : « Chacun pour soi ? »

Examinons : On a vu, mal social, les conséquences du système, qui s'est bâti de pièces et de morceaux, sur

cette primordiale formule. Pouvait-il, logiquement, en être autrement ?

Dans cette organisation, on accepte qu'il y a :

De la raison ;

De la justice ;

De la vertu ;

Du cœur, du côté des grands, et chez les petits, de la résignation.

Or, que nous rapporte l'histoire, et que voyons-nous tous les jours ?

Le contraire... Les grands sont loin de faire preuve de raison, en s'appropriant les richesses de la terre, ils ne s'en montrent pas, les sages directeurs, car autour d'eux on n'a jamais vu que misères.

Sont-ils justes ? Non ! Ils se servent de leur or, cette représentation du sang et de la sueur du pauvre, pour le corrompre. Ils s'en servent encore pour semer la discorde. Sont-ils vertueux ?... Bien moins encore, ils poussent à la prostitution, étalent impunément à la face du pauvre honnête qui végète, leurs honteuses prodigalités, tentant ainsi, sans honte, la vertu aux prises avec la misère.

Prouvent-ils du cœur ? Chaque jour, ils voient grossir la liste des crimes, des suicides, ils voient s'entasser sang sur sang, révolutions sur révolutions ; ils sont toujours prêts à en laisser grossir le flot ! Sans s'attendrir jamais !... Jamais !

Puissants de la terre, hommes qui cherchez à gouverner les autres. Voilà ce que vous avez fait !... L'histoire est là, et vous voudriez que vos victimes répondissent *par la résignation?*

Ah ! c'est demander trop de vertu pour en montrer si peu.

Qu'est-il arrivé ? A votre manque de raison, on a répondu par l'abrutissement et son effroyable cortège : l'ignorance, l'ivrognerie, la paresse, le vol, l'assassinat.

A votre manque de justice, par le parjure, le cynisme, l'effroyable hypocrisie.

A votre manque de vertu, par l'hideuse prostitution du talent, de la vertu, de l'honneur.

A votre manque de cœur par l'espionnage, la trahison, la lâcheté, et vous vous étonnez que la peur sue sur votre peau !....

Conclusions finales

La bataille est bien engagée, le lecteur a pu voir en présence, toutes les nuances politiques et sociales qui divisent, à notre siècle, les peuples de la terre, et causent tant de maux dans notre humanité.

Une cause de tous ces maux, la plus terrible de toutes : c'est la cruauté de l'homme pour l'homme.

Homo Homini Lupus...

Quand on parcourt les siècles, on recule épouvanté à ce triste spectacle, le fort abuse du faible, et contre cette lâcheté, la dignité humaine a beau se révolter, il n'est pas de tyran qui ne trouve d'excuse à ses crimes, l'anarchiste dit qu'il se venge, l'homme politique dit qu'il obéit à des raisons d'Etat qui dominent toute morale, toute justice; l'homme de religion croit devoir obéir à des causes supérieures, au-dessus des conceptions humaines. Tous trois au nom d'un absolu que nul ne comprend, que nul ne définit, abusent de leurs forces, écrasent, tuent, torturent. Que faut-il conclure? Est-ce (avec Tolstoï et Emile Henry), que la corruption de la race humaine est si profonde, que l'on doit abandonner tout espoir de l'améliorer, que ce que l'on peut espérer de mieux, c'est son anéantissement complet ? Ou avec *nous*, admettre que l'homme est, par le fait d'une déchéance, ou par le fait d'une évolution, obligé de parcourir une suite de siècles pour *se racheter ou s'améliorer par une longue lutte.*

Il n'y a pas de milieu : ou il faut nier le progrès, ou il faut l'accepter.

L'un, c'est la désespérance, l'autre l'espérance, c'est-à-dire vivre ou se suicider. Choisissez... Nous, nous avons choisi *vivre*, et nous avons la faiblesse de croire que nous avons pour nous la majorité du monde entier.

Il s'agit donc de vivre et de vivre en paix.

Comment y arriver ? Cet ouvrage le dit d'un bout à l'autre : *En ne laissant aux tyrans que le moins d'armes possible.*

L'organisation actuelle les leur laisse toutes, *instruction, épée, argent, machine.* Nous, nous les leur enlevons pour les remettre au peuple souverain, n'est-ce pas justice ? Car, en réalité, il ne fait que reprendre ce que son génie lui a octroyé, et s'il n'a pas encore vaincu la tyrannie, il a déjà forcé ses tyrans à capituler, les passages de l'esclavage antique au servage, du servage au prolétariat en sont la preuve. Courage donc ! S'il faut encore subir une quatrième forme d'esclavage, elle sera tellement adoucie et si rapidement réprimée que nous pouvons conclure que le XX[e] siècle sera l'Ère définitive de l'affranchissement des peuples. On a dit : « Le peuple est le pire des tyrans ». Qui peut le savoir ? Jamais encore le peuple n'a été le maître. C'est à une fraction du peuple, que cette allusion historique s'adresse.

Quant au progrès moral, dépouillé de tous ces éléments corrupteurs, *l'organisation sociale moderne* ayant séparé l'ivraie du bon grain, il suivra son cours sans interruption, et l'on verra se réaliser ce vœu de tous les peuples modernes : *Vivre en luttant et non en guerroyant.*

Il ne faut pas confondre la guerre avec la lutte, la lutte c'est l'activité, c'est la vie ; la guerre c'est l'écrasement, c'est la mort.

Jusqu'à présent, les hommes et les peuples ont vécu en guerre permanente, à coups d'argent ou à coups de

canon. Nous, nous ouvrons définitivement l'ère de la lutte sous l'égide de la paix.

Décisions du Parti Socialiste Internationaliste de Paris

Au moment de clore ce volume, une déclaration du grand parti socialiste de Paris à la suite d'un discours de M. Millerand (1), affirme par vingt-six signatures, ses principes et sa politique.

Ce discours a fait assez de bruit pour que je ne le passe pas sous silence...

Voici le résumé en quelques lignes de ce que demandait le Député de Paris, je lis « Petite République » : « Il importait de fixer en une formule à la fois précise, pour dissiper toute équivoque, et très large, pour écarter tout sectarisme verbal, les principes généraux du parti. Millerand l'a fait avec un rare bonheur d'expression en proclamant que tout socialiste reconnait comme une nécessité supérieure la substitution *progressive* de la propriété sociale à la propriété capitaliste.

« On ne pouvait mieux définir, dit M. Gustave Rouanet le but et la tendance du Socialisme contemporain ni mieux marquer son caractère évolutif étranger *à toute systématision apriorique ou métaphysique* ».

Cette formule un peu sèche et surtout dogmatique fut relevée par la presse en général, plusieurs journaux amis et adversaires ont émis l'avis qu'elle ne pouvait sérieusement servir de Critirium pour reconnaître les vrais socialistes...

La décision du groupe socialiste dont je vais donner connaissance pour ceux qui ne l'auraient pas lue, est mieux. Elle ne forme pas une chapelle, une espèce de secte voulant imposer sans la sanction du Peuple, sa politique, sa science, sa morale.

(1) Banquet des municipalités 31 mai 96, Porte-Dorée

C'est donc avec plaisir que j'ai vu paraître la déclaration suivante :

Déclaration

Le groupe socialiste, réuni hier sous la présidence du citoyen Clovis Hugues, a voté le premier ordre du jour suivant par vingt-six voix sur neuf abstentions et huit absents :

« Le groupe socialiste de la Chambre affirme sa volonté de continuer sa lutte de tous les jours contre tous les gouvernements de réaction.

« Il proposera ou soutiendra les réformes immédiates qui pourraient, même sous le régime capitaliste, améliorer la condition des travailleurs.

« Il n'entend lier par aucune formule étroite la liberté de ses membres et le développement même du socialisme.

« Mais, pour dissiper des équivoques fâcheuses, il déclare nettement qu'en conformité avec la pensée essentielle des socialistes de tous les pays et avec la tradition socialiste française depuis la Révolution, il entend abolir le régime capitaliste lui-même, et mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, au moyen de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, *de la substitution* de la propriété sociale à la propriété capitaliste et de l'entente internationale des travailleurs. »

Baudin.	Franconie.	Rouanet.
Antide-Boyer.	Girault-Richard.	Sautumier.
Calvinhac.	Paschal-Grousset.	Sauvanet.
Carnaud.	Jules Guesde.	Sembat.
Thierry-Cazes.	Clovis Hugues.	Vaillant.
Chauvière.	Jaurès.	Pierre Vaux.
Chauvin.	Jourde.	René Viviani.
Coutant.	Millerand.	Walter.
Couturier.	Prudent-Dervillers.	

Le groupe a ensuite voté à l'unanimité des membres présents (Votants du premier ordre du jour et abstentionnistes) le second ordre du jour suivant ;

« Le groupe socialiste constate que l'attitude de ceux de ses membres qui se sont abstenus sur les questions de principe soulevées ne porte aucune atteinte à l'union nécessaire de tous dans l'action parlementaire et politique, et passe à l'ordre du jour. »

Je trouve très sage d'avoir dans cette déclaration écarté le mot *progressive* à la suite de substitution.

Nous aurons beau faire, beau cacher par politique, sous des expressions habiles notre pensée, nous ne tromperons personne, nous serons toujours accusés par nos adversaires, les conservateurs, d'utopistes, mot qui ne signifie rien du tout, mais qui a une très grande portée sur les masses encore ignorantes et peureuses, parcequ'elles n'en voient pas la banalité, laissons cette arme idiote, qui s'émousse de jour en jour, à nos adversaires, elle tombera naturellement de leurs mains, et gardons-nous bien de la ramasser, de peur que, comme il arrive aux radicaux, on ne nous accuse d'opportunisme déguisé.

Ecartons surtout les disputes de mots :

Le Socialisme est, comme je crois l'avoir démontré, dans ce livre, une conséquence naturelle de l'état psychologique et physiologique de notre être ; vieux comme l'homme, évoluant comme lui ; il suit le progrès de ses connaissances acquises en Morale et en Science.

Aujourd'hui, le socialisme est arrivé à l'état de science pratique. Il serait certainement plus facile de s'entendre sur les bases concrètes à trouver pour établir cette science pratique, que sur des mots élastiques à sens abstraits, donnant prise à des disputes scolastiques qui ouvrent une voix si facile à tous les pêcheurs en eau trouble ; mots qui prouvent une fois de plus l'im-

puissance du cerveau humain, lorsqu'il faut toucher à un absolu quelconque.

Il faut souvent un temps très long, pour faire adopter un mot clairement dans son expression.

Le mot socialisme vient de sortir de cet embryon, grâce à M. Millerand. Proudhon l'avait déjà dit : « Tout le monde est socialiste », mais cela n'avait pas suffi..... Enfin c'est fini, et voilà M. de Mun qui l'avait renié « en le considérant avec l'anarchie, comme les deux versants d'une même idée », de nouveau converti... La bête noire, maintenant c'est le collectivisme ; radicaux, cléricaux, conservateurs, etc., etc., tous tombent dessus à bras raccourcis, et pourtant, si on mène jusqu'au bout la campagne tenue à la Chambre par le fameux orateur clérical (16 juin 1896), on trouve finalement que la Révolution française a fait une excellente besogne en faisant le peuple souverain, que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible, et que c'est tant pis pour le peuple roi, s'il s'est laissé comme le bon Louis XVI, souffler son sceptre. Le principe n'en est pas moins sauvé, et pour M. de Mun, c'est tout !... N'a-t-il pas son roi absolu, régnant sur le monde entier, le veau d'or. Vive le veau d'or ! Voilà le mot de ralliement qu'a provoqué le discours de M. Millerand, et cléricaux, opportunistes, etc., sont tous accourus au nouveau drapeau réactionnaire, collectiviste et internationaliste.

Et bien, en voilà du socialisme d'Etat réussi. Louis XIV en eût été jaloux. Et cette entente parfaite de tous ces capitalistes de toutes les nations, liés si habilement par le même intérêt ? En voilà de l'internationalisme au suprême degré. Et cette combinaison habile d'avoir su englober, au profit de sa collectivité, le haut commerce, la grande industrie, l'agriculture, la haute banque, etc., etc. En voilà du collectivisme partiel à la Millerand, réussi.

On le voit, c'est au complet.

Cette oligarchie n'attend plus pour proclamer définitivement : *l'Etat c'est moi* dans le monde entier que le bon vouloir des peuples.

N'est-ce pas que c'est bien joué ?

Ne perdons pas courage, la lutte est dure, mais un peuple dupé n'est pas un peuple vaincu.

Ce livre est précisément fait pour l'éclairer sur les ruses employées, depuis des siècles, par les partisans des oligarchies, et l'instruire sur les moyens de laisser le moins d'armes possible à ces tyrans prudents, qui se cachent toujours derrière un fantôme de souverain, qu'il s'appelle Roi ou Peuple.

Marchons comme un seul homme dans notre apostolat, évitons ces expressions plus subtiles que raisonnées, qui jettent la confusion et surtout le découragement dans tous les esprits.

Prouvons par nos actes, par notre tolérance et par un esprit pratique et analytique des faits, que nous ne sommes ni des dogmatiques, ni des métaphysiciens, ni des sectaires, ni des chefs d'école.

N'ayant pour but que d'arriver au plus vite. au mieux des intérêts de tous, prouvons que nous appelons tout le monde contradictoirement à la discussion, forts que nous sommes de nos persévérantes études sociales, et capables de répondre. Prouvons enfin, qu'animés d'une foi inébranlable, nous marchons avec courage vers l'affranchissement définitif de l'esclavage *contre toutes oligarchies* quelles qu'elles soient, qui existent ou qui tenteraient après leur destruction de s'élever contrairement au vœu de notre immortelle Révolution.

Quod scripsi, scripsi..

FIN

TABLE DES MATIÈRES

APPENDICE

AVIS AUX LECTEURS

NOTA. — Les lecteurs qui désireraient souscrire au deuxième volume, c'est-à-dire connaître la critique de notre plan social, par ses adversaires les plus acharnés, n'ont qu'à signer le bulletin ci-contre, et l'envoyer à l'auteur, 23, rue Saint-Jean, à Dreux. Ce volume, prêt à mettre sous presse, contient cinq conférences contradictoires formant notre troisième partie; c'est l'exposé de tout ce qui a été dit et écrit de plus marquant, et par les plus autorisés dans toutes les écoles socialistes et anti-socialistes coalisées contre le tout à l'Etat, avec la réponse de l'auteur à toutes les objections.

Ce volume contient, en outre, un appendice, mettant en présence les consciences en face de notre Etatisme, pour répondre à ce précepte de René Worms, que je trouve très juste : « Dans les opérations de l'esprit comme dans les œuvres de la nature, le particulier et le général doivent toujours être distingués, mais jamais ne peuvent être entièrement séparés l'un de l'autre ».

René Worms.

Sans être une suite indispensable de ce premier volume, attendu que chacun peut discuter, critiquer et déduire ce qui lui plaira de cette lecture, ce deuxième volume fait profiter le lecteur de toutes les recherches qui m'ont été utiles pour répondre à toutes les critiques de mes adversaires.



Je m'engage à payer la somme de **2 francs** *sur la réception du 2e volume, environ 200 pages.*

CRITIQUE DE L'ÉTATISME

PAR LES ÉCOLES ADVERSES

Réponse de l'auteur à toutes ces critiques

Adresse et Signature :

PRET A METTRE SOUS PRESSE :

CINQ CONFÉRENCES CONTRADICTOIRES

OU

CRITIQUE DE CET OUVRAGE

PAR SES ADVERSAIRES

AVEC

*Réponse de l'Auteur à tout ce qui a été écrit pour ou contre l'*ÉTATISME

Imp. Industrielle et Commerciale. — Chartres


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 10 08 05 001 5